



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 26 NOVEMBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 26 NOVEMBER 2025**

**NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA**

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

26.11.2025/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

26.11.2025/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22 octobre 2025 ;
Approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 22 octobre 2025, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 22 oktober 2025 ;
Goedkeuring.**

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 22 oktober 2025. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

26.11.2025/A/0003 **Présentation des HBM.**

26.11.2025/A/0004 **Convention d'occupation précaire conclue entre la Commune et la SPRL
Exhibition Hub portant sur une partie délimitée de la « Salle Rogier » située au
niveau -2 du bien immeuble sis Place Charles Rogier ; Résiliation**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et suivants ;
Vu la convention d'occupation précaire conclue le 27 juin 2022 entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, ci-après dénommée « la Commune », et la SPRL Exhibition Hub portant sur l'occupation à titre précaire d'une partie délimitée de la Salle Rogier située au niveau -2 du bien immeuble sis Place Charles Rogier, dont la Commune est propriétaire ;
Considérant que la Commune est propriétaire d'une salle située dans le complexe

immobilier dénommé « Complexe Rogier » érigé sous la surface de la Place Charles Rogier ;

Que ladite salle, dénommée « Salle Rogier », se situe au deuxième sous-sol de la Place Charles Rogier et a fait l'objet d'une convention d'occupation précaire, signée le 27 juin 2022, au profit de la SPRL Exhibition Hub, dont le siège social est sis Boulevard Lambermont, n°63 à 1030 Bruxelles ;

Considérant que la convention d'occupation précaire a été initialement conclue pour une période d'un an, et ensuite renouvelée tacitement d'année en année ;

Considérant que les articles 2 et 13 de ladite convention prévoient que la Commune peut, à tout moment et sans indemnité, moyennant toutefois le respect d'un préavis d'une durée de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste, mettre fin à l'occupation en fonction des nécessités impératives liées à l'ordre public ;

Considérant que la Commune souhaite procéder à la mise en vente de son bien et ainsi disposer de celui-ci pour des nécessités impératives liées à l'ordre public dont notamment budgétaires ;

Qu'en effet, le contexte actuel contraint la Commune à respecter un impératif budgétaire et celle-ci est ainsi amenée à devoir réaliser des économies en réduisant les coûts liés à l'entretien et l'exploitation d'une partie des bâtiments relevant de son patrimoine immobilier ;

Considérant qu'au vu des développements qui précèdent, il y a dès lors lieu de mettre fin à la convention d'occupation précaire liant la Commune et la SPRL Exhibition Hub dans le respect des dispositions contractuelles ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

Article 1 : De résilier la convention d'occupation précaire conclue le 27 juin 2022 entre la Commune et la SPRL Exhibition Hub, laquelle porte sur une partie délimitée de la Salle Rogier située au niveau -2 du bien immeuble sis Place Charles Rogier, et ce moyennant le respect d'un préavis d'une durée de trois mois.

Article 2 : De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération et de notifier celle-ci à la SPRL Exhibition Hub, dont le siège social est sis Boulevard Lambermont, n°63 à 1030 Bruxelles, par lettre recommandée.

Overeenkomst van tijdelijke bezetting tussen de Gemeente en de BVBA Exhibition Hub met betrekking tot een afgebakend deel van de “Rogierzaal” op niveau -2 van het onroerend goed gelegen Karel Rogierplein; Opzegging.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en volgende ;

Gelet op de overeenkomst van tijdelijke bezetting gesloten op 27 juni 2022 tussen de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, hierna “de Gemeente” genoemd, en de BVBA Exhibition Hub betreffende de voorlopige bezetting van een afgebakend deel van de Rogierzaal op niveau -2 van het onroerend goed gelegen Karel Rogierplein, waarvan de Gemeente eigenaar is ;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van een zaal gelegen in het vastgoedcomplex “Complex Rogier” dat onder de oppervlakte van het Karel Rogierplein werd gebouwd ;

Dat deze zaal, genaamd “Rogierzaal”, zich bevindt op de tweede kelderverdieping van het Karel Rogierplein en het voorwerp uitmaakte van een overeenkomst van tijdelijke bezetting, ondertekend op 27 juni 2022, ten gunste van de BVBA Exhibition Hub, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in de Lambermontlaan 63 te 1030

Brussel ;

Overwegende dat de overeenkomst van tijdelijke bezetting aanvankelijk werd gesloten voor een periode van één jaar en vervolgens stilzwijgend van jaar tot jaar werd verlengd ;

Overwegende dat artikelen 2 en 13 van voornoemde overeenkomst bepalen dat de Gemeente te allen tijde en zonder schadevergoeding, mits een opzegtermijn van drie maanden wordt nageleefd die per aangetekende brief wordt meegedeeld, de bezetting kan beëindigen op grond van dwingende noodzaak in verband met de openbare orde ;

Overwegende dat de Gemeente haar eigendom te koop wil aanbieden en aldus over dit eigendom kan beschikken om dwingende redenen in verband met de openbare orde, met name budgettaire noden ;

Dat de huidige context de Gemeente immers dwingt om een begrotingsvereiste na te leven en dat zij daardoor genoodzaakt is om besparingen door te voeren door de kosten voor het onderhoud en de exploitatie van een deel van de gebouwen die tot haar vastgoedpatrimonium behoren, te verminderen;

Overwegende dat het gezien het bovenstaande aangewezen is om de overeenkomst van tijdelijke bezetting tussen de Gemeente en de BVBA Exhibition Hub te beëindigen met inachtneming van de contractuele bepalingen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

Artikel 1 : De overeenkomst van tijdelijke bezetting die op 27 juni 2022 tussen de Gemeente en de BVBA Exhibition Hub werd gesloten en betrekking heeft op een afgebakend deel van de Rogierzaal op niveau -2 van het onroerend goed gelegen Karel Rogierplein, te beëindigen, met inachtneming van een opzegtermijn van drie maanden.

Artikel 2 : Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met het nemen van alle nodige maatregelen voor de goede uitvoering van dit besluit en dit ter kennis te brengen van de BVBA Exhibition Hub, met maatschappelijke zetel Lambermontlaan 63 te 1030 Brussel via aangetekende brief.

26.11.2025/A/0005 **Convention d'occupation précaire conclue entre la Commune et la Société de transports intercommunaux de Bruxelles portant sur une partie délimitée de la « Salle Rogier » située au niveau -2 du bien immeuble sis Place Charles Rogier ; Résiliation**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et suivants ;

Vu la convention d'occupation précaire conclue le 9 septembre 2020 entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, ci-après dénommée « la Commune », et la Société de transports intercommunaux de Bruxelles, ci-après dénommée « la STIB », portant sur l'occupation à titre précaire d'une partie délimitée de la Salle Rogier située au niveau -2 du bien immeuble sis Place Charles Rogier, dont la Commune est propriétaire ;

Considérant que la Commune est propriétaire d'une salle située dans le complexe immobilier dénommé « Complexe Rogier » érigé sous la surface de la Place Charles Rogier ;

Que ladite salle, dénommée « Salle Rogier », se situe au deuxième sous-sol de la Place Charles Rogier et a fait l'objet d'une convention d'occupation précaire, signée

le 9 septembre 2020, au profit de la STIB, dont le siège social est sis Rue Royale, n°76 à 1000 Bruxelles ;

Que cette occupation précaire d'une partie de la Salle Rogier a eu pour objectif de permettre à la STIB de construire un mur EI60 du côté Nord de ladite salle en vue de réaliser une sortie de secours ; soit un couloir permettant une évacuation, en cas de nécessité, d'un local électrique haute tension ;

Considérant que la convention d'occupation précaire a été initialement conclue pour une période de trois ans, et ensuite renouvelée tacitement d'année en année ;

Considérant que l'article 2 ladite convention prévoit que la Commune peut, à tout moment et sans indemnité, moyennant toutefois le respect d'un préavis d'une durée de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste, mettre fin à l'occupation en fonction des nécessités impératives liées à l'ordre public ;

Considérant que la Commune souhaite procéder à la mise en vente de son bien et ainsi disposer de celui-ci pour des nécessités impératives liées à l'ordre public dont notamment budgétaires ;

Qu'en effet, le contexte actuel contraint la Commune à respecter un impératif budgétaire et celle-ci est ainsi amenée à devoir réaliser des économies en réduisant les coûts liés à l'entretien et l'exploitation d'une partie des bâtiments relevant de son patrimoine immobilier ;

Considérant qu'au vu des développements qui précèdent, il y a dès lors lieu de mettre fin à la convention d'occupation précaire liant la Commune et la STIB dans le respect des dispositions contractuelles ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

Article 1 : De résilier la convention d'occupation précaire conclue le 9 septembre 2020 entre la Commune et la Société de transports intercommunaux de Bruxelles, laquelle porte sur une partie délimitée de la Salle Rogier située au niveau -2 du bien immeuble sis Place Charles Rogier, et ce moyennant le respect d'un préavis d'une durée de trois mois.

Article 2 : De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération et de notifier celle-ci à la Société de transports intercommunaux de Bruxelles, dont le siège social est sis Rue Royale, n°76 à 1000 Bruxelles, par lettre recommandée.

Overeenkomst van tijdelijke bezetting tussen de Gemeente en de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer van Brussel met betrekking tot een afgebakend deel van de “Rogierzaal” op niveau -2 van het onroerend goed gelegen Karel Rogierplein; Opzegging.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en volgende ;

Gelet op de overeenkomst van tijdelijke bezetting gesloten op 9 september 2020 tussen de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, hierna “de Gemeente” genoemd, en de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer van Brussel, hierna “de MIVB” genoemd, betreffende de voorlopige bezetting van een afgebakend deel van de Rogierzaal op niveau -2 van het onroerend goed gelegen Karel Rogierplein, waarvan de Gemeente eigenaar is ;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van een zaal gelegen in het vastgoedcomplex “Complex Rogier” dat onder de oppervlakte van het Karel Rogierplein werd gebouwd ;

Dat deze zaal, genaamd “Rogierzaal”, zich bevindt op de tweede kelderverdieping van

het Karel Rogierplein en het voorwerp uitmaakte van een overeenkomst van tijdelijke bezetting, ondertekend op 9 september 2020, ten gunste van de MIVB, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in de Koningsstraat 76 te 1000 Brussel ;
Dat deze tijdelijke bezetting van een deel van de Rogierzaal tot doel had de MIVB in staat te stellen een EI60-muur aan de noordkant van genoemde zaal te bouwen met het oog op de inrichting van een nooduitgang, namelijk een gang die in geval van nood de evacuatie uit een hoogspanningsruimte mogelijk maakt ;
Overwegende dat de overeenkomst van tijdelijke bezetting aanvankelijk werd gesloten voor een periode van drie jaar en vervolgens stilzwijgend van jaar tot jaar werd verlengd ;
Overwegende dat artikel 2 van voornoemde overeenkomst bepaalt dat de Gemeente te allen tijde en zonder schadevergoeding, mits een opzegtermijn van drie maanden wordt nageleefd die per aangetekende brief wordt meegedeeld, de bezetting kan beëindigen op grond van dwingende noodzaak in verband met de openbare orde ;
Overwegende dat de Gemeente haar eigendom te koop wil aanbieden en aldus over dit eigendom kan beschikken om dwingende redenen in verband met de openbare orde, met name budgettaire noden ;
Dat de huidige context de Gemeente immers dwingt om een begrotingsvereiste na te leven en dat zij daardoor genoodzaakt is om besparingen door te voeren door de kosten voor het onderhoud en de exploitatie van een deel van de gebouwen die tot haar vastgoedpatrimonium behoren, te verminderen;
Overwegende dat het gezien het bovenstaande aangewezen is om de overeenkomst van tijdelijke bezetting tussen de Gemeente en de MIVB te beëindigen met inachtneming van de contractuele bepalingen ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

Artikel 1 : De overeenkomst van tijdelijke bezetting die op 9 september 2020 tussen de gemeente en de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer van Brussel werd gesloten en betrekking heeft op een afgebakend deel van de Rogierzaal op niveau -2 van het onroerend goed gelegen Karel Rogierplein, te beëindigen, met inachtneming van een opzegtermijn van drie maanden.

Artikel 2 : Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met het nemen van alle nodige maatregelen voor de goede uitvoering van dit besluit en dit ter kennis te brengen van de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer van Brussel, met maatschappelijke zetel te Brussel, Koningsstraat 76, via aangetekende brief.

26.11.2025/A/0006 **Bien immeuble sis place Rogier, 23 e/c à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ; décision d'aliénation définitive du 22 octobre 2025 ; retrait.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;
Vu la Circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015 ;
Vu le Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025 ;
Vu la décision du 22 octobre 2025 par laquelle le Conseil décide d'aliéner définitivement le bien immeuble sis place Rogier, 23 e/c à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;
Considérant que la décision précitée comporte une erreur dans la fixation du délai de

publicité, entraînant un vice de procédure ; qu'en effet le dispositif prévoit que le délai de publicité débute à partir du 1^{er} octobre 2025 ;
Considérant qu'il y a lieu de retirer la décision dont question afin de garantir la régularité de la procédure ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

De retirer la décision du 22 octobre 2025 relative à l'aliénation définitive du bien immeuble sis place Rogier, 23 e/c à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.

**Onroerend goed gelegen Rogierplein 23 e/c te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;
beslissing tot definitieve vervreemding van 22 oktober 2025 ; intrekking.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;
Gelet op de Omzendbrief betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten met betrekking tot de onroerende goederen van 22 december 2015 ;
Gelet op het Reglement van onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019, zoals gewijzigd op 22 oktober 2025 ;
Gelet op het besluit van 22 oktober 2025 waarbij de Raad beslist om het onroerend goed gelegen Rogierplein 23 e/c te 1210 Sint-Joost-ten-Node definitief te vervreemden ;
Overwegende dat het bovengenoemde besluit een fout bevat in de vaststelling van de publicatietermijn, wat leidt tot een procedurele onjuistheid; dat het dispositief namelijk bepaalt dat de publicatietermijn ingaat op 1 oktober 2025 ;
Overwegende dat het besluit in kwestie dient te worden ingetrokken om de regelmatigheid van de procedure te waarborgen ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Om het besluit van 22 oktober 2025 betreffende de definitieve vervreemding van het onroerend goed gelegen Rogierplein 23 e/c te 1210 Sint-Joost-ten-Node in te trekken.

26.11.2025/A/0007 **Bien immeuble sis place Rogier, 23 e/c à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ; décision d'aliénation définitive.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;
Vu la Circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015 ;
Vu le Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025 ;
Vu la décision du 22 octobre 2025 relative à l'aliénation définitive du bien sis Place Rogier, 23 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, laquelle a été retirée dès lors qu'elle comportait une erreur dans la fixation du délai de publicité ;
Considérant que la Commune est propriétaire du bien sis Place Rogier, 23 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;
Considérant que ce bien dénommé "Complexe Rogier" se situe aux niveaux -1 et -2 de la place Rogier, 23 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode. La surface est

d'approximativement de 3.500 m². La destination du bien peut être commerciale, salle d'exposition, de conférence ;

Considérant que le bien est cadastré à la rubrique section A numéro 8/02/e ;

Considérant la situation financière de la commune, dont sa difficulté à faire face aux dépenses de fonctionnement et d'entretien du patrimoine locatif ;

Considérant la nécessité pour la commune de mettre en place un programme de rationalisation du patrimoine précité ;

Considérant que la Commune souhaite vendre ce bien ;

Considérant la demande d'estimation de la commune adressée au Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 12 novembre 2024 ;

Considérant le rapport d'estimation du Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 février 2025, lequel estime la valeur vénale du bien dont question en vente libre à 2.565.000 € ;

Considérant qu'une estimation n'est valable qu'une année ;

Considérant que la commune peut fixer un prix de vente supérieur au prix estimé ;

Considérant qu'il est loisible pour la commune de fixer le prix de vente à partir de 3.000.000,00 euros ;

Considérant que ce prix de vente serait financièrement intéressant pour la commune dans la mesure où celui-ci est supérieur au prix d'estimation et, a fortiori, au prix du marché ;

Considérant que le bien doit faire l'objet de mesures de publicité dans un délai de 30 jours, lequel est déterminé par le Conseil ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- De prendre pour décision définitive d'aliéner le bien immobilier sis place Rogier, 23 e/c à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré à Saint-Josse-ten-Noode, section A numéro 8/02/e, pour un prix établi à partir de 3.000.000,00 euros, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision.
- De fixer le délai de 30 jours suivant lequel le bien doit être soumis aux mesures de publicité reprises à l'article 5 du Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025, à partir du 15 décembre 2025. Si le Collège décide de recourir à la plateforme notariale en ligne BIDDIT pour la mise en vente dudit bien, conformément à l'article 15 du Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025, ce délai sera adapté conformément à la procédure de la plateforme BIDDIT.
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et la Secrétaire communale, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente aliénation dont, et de manière non exhaustive, la signature de l'éventuel compromis de vente et l'acte de vente à intervenir.

**Onroerend goed gelegen Rogierplein 23 e/c te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;
beslissing tot definitieve vervreemding.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;

Gelet op de Omzendbrief betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten met betrekking tot de onroerende goederen van 22 december 2015 ;

Gelet op het Reglement van onderhandse verkoopprocedure betreffende de

gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019, zoals gewijzigd op 22 oktober 2025 ;

Gelet op het besluit van 22 oktober 2025 betreffende de definitieve vervreemding van het goed gelegen Rogierplein 23 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, dat werd ingetrokken omdat het een fout bevatte in de vaststelling van de publicatietermijn;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van het goed gelegen Rogierplein 23 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat dit goed genaamd “Rogiercomplex” zich bevindt op verdiepingen - 1 en -2 van Rogierplein 23 te 1210 Sint-Joost-ten-Node. De oppervlakte bedraagt ongeveer 3.500 m². Het goed kan worden gebruikt voor commerciële doeleinden, als tentoonstellingsruimte of als conferentiezaal ;

Overwegende dat dit goed gekadastraerd is onder rubriek sectie A, nr. 8/02/e ;

Overwegende de financiële situatie van de Gemeente, waaronder haar moeilijkheid om de werkings- en onderhoudsuitgaven van het huurpatrimonium het hoofd te bieden ;

Overwegende de noodzaak voor de Gemeente om een programma tot stand te brengen voor de rationalisering van het voornoemde patrimonium ;

Overwegende dat de Gemeente dit goed wenst te verkopen ;

Overwegende het verzoek om een schatting van de gemeente dat werd verzonden naar het Aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 12 november 2024 ;

Overwegende het schattingsverslag van het Aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 10 februari 2025, waarin de verkoopwaarde van het betreffende onroerend goed in vrije verkoop wordt geraamd op 2.565.000 € ;

Overwegende dat een schatting slechts één jaar geldig is ;

Overwegende dat de gemeente een verkoopprijs kan vaststellen die hoger is dan de geschatte prijs ;

Overwegende dat het de gemeente toegestaan is om de verkoopprijs vast te stellen vanaf 3.000.000,00 euro ;

Overwegende dat deze verkoopprijs financieel interessant zou zijn voor de Gemeente aangezien deze hoger ligt dan de geschatte prijs en, a fortiori, de marktprijs ;

Overwegende dat het goed het voorwerp dient uit te maken van regelen van openbaarmaking binnen een door de Raad vastgestelde termijn van 30 dagen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- Om een definitieve beslissing te nemen tot vervreemding van het onroerend goed gelegen Rogierplein 23 e/c te 1210 Sint-Joost-ten-Node, gekadastraerd te Sint-Joost-ten-Node, sectie A, nr. 8/02/e, voor een prijs vastgesteld op 3.000.000,00 euro, onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid met betrekking tot dit besluit.
- Om de termijn van 30 dagen vast te stellen waarin het goed dient te worden onderworpen aan de regelen van openbaarmaking vermeld in artikel 5 van het Reglement voor de onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019, zoals gewijzigd op 22 oktober 2025 vanaf 15 december 2025. Indien het College beslist om gebruik te maken van het online notariële platform BIDDIT voor de verkoop van het vermelde goed, overeenkomstig artikel 15 van het Reglement voor de onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019, zoals gewijzigd op 22 oktober 2025, zal deze termijn worden aangepast overeenkomstig de procedure van het BIDDIT-platform.
- Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaresse, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop uit te voeren waaronder, niet

exhaustief, de ondertekening van de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte.

26.11.2025/A/0008 **TAXE SUR LES ENSEIGNES ET RECLAMES LUMINEUSES ET NON LUMINEUSES ; Modification du Règlement-taxe.- report du 09/10/2025**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1^{er} et 118, alinéa 1^{er} ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des Impôts sur les Revenus 92, ainsi que les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code et sans préjudice des dispositions de l'Ordonnance du 3 avril 2014 ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxe communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1^{er} septembre 2014 et modifié en date du 11 décembre 2019 ;

Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 12 juillet 2024 émise par Mon-sieur le Ministre des Pouvoirs locaux, concernant l'élaboration des budgets communaux pour l'exercice 2025 & l'élaboration des plans triennaux (exercices 2025-2026-2027) ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le

but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle Loi communale (117-142) ;

Considérant que la présente taxe vise à doter la Commune des ressources financières nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener. Dans la poursuite de cet objectif, l'imposition des entreprises visées par le présent règlement est justifiée notamment, par la politique qu'entend mener la Commune de lutter contre la prolifération des enseignes et les publicités de même nature ou type sur le territoire de la Commune ;

Considérant qu'en effet, les enseignes et publicités lumineuses accrochent le regard en faisant appel à l'énergie électrique et qu'il est souhaitable de freiner ce type de mise en valeur des entreprises et commerces ;

Considérant la nécessité de freiner l'installation de dispositifs publicitaires pour des motifs environnementaux et esthétiques ;

Considérant que la distraction des conducteurs doit être évitée afin de garantir la sécurité du trafic ;

Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de décourager l'utilisation des dispositifs publicitaires qui permettent le défilement de publicités successives ainsi que l'utilisation des outils publicitaires librement programmables et éclairés tels que les écrans numériques ayant certaines caractéristiques qui influencent la perception visuelle et le comportement de conduite des usagers de la route en raison d'une charge mentale et d'une distraction visuelle et cognitive accrues, augmentant de ce fait considérablement les risques d'accidents ;

Considérant que les taux sont raisonnables et certes proportionnels aux bénéfices générés par ce type d'installations, de sorte qu'il ne puisse être reproché à la Commune qu'il n'a pas été tenu compte de la capacité contributive des contribuables ;

Considérant que pour les dispositifs publicitaires ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur, une grande partie de la recette est affectée au financement et à l'entretien d'une tâche qui vise à satisfaire un besoin d'intérêt général ;

Considérant qu'il serait donc discriminatoire d'appliquer à cette catégorie de dispositifs publicitaires des dispositions identiques à celles auxquelles sont soumises les autres dispositifs publicitaires alors que ces redevables se trouvent dans une situation différente par nature ;

Considérant qu'il convient d'exonérer les dispositifs publicitaires de la Commune ou de tout autre organisme public dans la mesure où ces dispositifs jouent un rôle d'information d'intérêt général ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. A partir de l'exercice 2026 et pour une période de quatre ans, il sera perçu, selon les modalités ci-après, une taxe annuelle sur les **réclames** non lumineuses et lumineuses, éclairées ou projetées et les **enseignes** lumineuses et non lumineuses, qui signalent, en un lieu donné, le commerce, l'industrie ou l'activité qui s'y exerce.

Est considéré comme enseigne ou réclame lumineuse, éclairée ou projetée, toute indication restant visible la nuit par un dispositif spécial direct ou indirect.

Article 2 - §1. Est réputée **réclame** toute indication ayant un caractère ou un

but publicitaire qui fait connaître notamment le commerce, l'industrie exercés ou les produits fabriqués ou distribués par des **personnes autres que l'exploitant local** lui-même ou le propriétaire d'un lieu donné ;

§2. Est réputée **enseigne de catégorie A** toute indication qui fait connaître le commerce, l'industrie ou l'activité qui s'exerce dans un lieu donné, indication telle que le nom de l'établissement exploité, le nom de l'exploitant, l'objet de l'entreprise, le numéro de téléphone, les heures d'ouverture et de fermeture ou tout renseignement similaire ;

§3. Est réputée **enseigne de catégorie B** toute indication qui comprend conjointement sur un même support les éléments définis aux deux paragraphes précédents.

Article 3. Tombent sous l'application du présent règlement-taxe, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} :

1. les enseignes (de catégorie A et B), et réclames extérieures, non lumineuses et lumineuses, éclairées ou projetées par un dispositif quelconque ayant cette destination spéciale ;
2. les enseignes renfermant de la publicité au profit de tiers ;
3. les réclames qui, en l'absence de toute enseigne proprement dite, en font office au premier chef ;
4. les enseignes de catégorie A et B et réclames lumineuses, éclairées ou projetées, exposées au regard du public dans une galerie ou passage public ou privé ainsi que les appareils placés à l'intérieur des propriétés derrière les vitrines et carreaux des fenêtres et des portes d'entrée.

II. Taux

Article 4. La taxe est due par réclame ou enseigne, lumineuse ou non lumineuse. Le taux de la taxe est fixé par mètre carré d'enseigne ou de réclame lumineuse, éclairée ou projetée, à savoir :

1. Dispositifs non lumineux (enseignes A, B, réclames) : **15 €/m²**
2. Dispositifs lumineux (réclames ou enseignes A, B, lumineuses, éclairées ou projetées) : **23 € / m²**

La taxe est majorée au 1^{er} janvier de chaque année d'un montant de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

Dispositifs non lumineux :

2026 : 15 € - 2027 : 15,40 € - 2028 : 15,75 € - 2029 : 16,60 €.

Dispositifs lumineux :

2026 : 23 € - 2027 : 24 € - 2028 : 24 € - 2029 : 25 €.

3. Dispositifs lumineux (réclames en enseignes de catégorie B) équipés d'un système permettant la succession ou le défilement de plusieurs réclames sur une même face et supports numériques : **500 €/ m²**.
4. Dispositifs lumineux (enseignes de catégorie A) équipés d'un système permettant la succession ou le défilement de plusieurs informations/messages sur une même face et supports numériques : **250 €/ m²**.

Pour les dispositifs placés en tout ou en partie à plus de 15m au-dessus du niveau du trottoir le taux de la taxe est multiplié par 12 (douze).

Pour le calcul de la superficie imposable, il ne sera pas tenu compte des fractions inférieures à un mètre carré. Les fractions d'au moins un demi-mètre carré seront comptées pour un mètre carré.

Toutefois le minimum de la taxe ne pourra être inférieur à 25 € par contribuable.

Article 5. La taxe est établie d'après la surface du dispositif d'enseigne ou de réclame. Elle est calculée d'après la superficie du rectangle dans lequel ce dispositif est susceptible d'être contenu.

Pour les enseignes ou réclames éclairées ou projetées, elle est établie sur la

surface du rectangle dans lequel l'enseigne ou la réclame est susceptible d'être contenue.

Si les enseignes ou les publicités sont en volume, la surface taxée est égale au triple du produit de sa hauteur par sa plus grande largeur.

Article 6. La taxe est due pour l'année entière si l'enseigne ou la réclame est installée dans le courant du premier semestre. Elle est également due pour l'année entière quelle que soit l'époque de la réutilisation, si le redevable a été imposé l'année précédente pour la même enseigne ou réclame.

Il n'est accordé aucune remise pour quelle que cause que ce soit.

Sont seuls exemptés, les appareils ayant fait l'objet d'une déclaration d'enlèvement au plus tard le 31 décembre de l'année précédant celle de l'imposition.

Article 7 Les enseignes et réclames ayant plusieurs faces seront taxées en raison de la superficie totale de toutes les faces visibles.

Si le dispositif de l'appareil permet la présentation ou la projection successive de deux enseignes, réclames, figures ou textes différents, les taxes ci-dessus déterminées seront portées au double. Elles le seront au triple à partir de la troisième présentation ou projection.

Sans préjudice de l'application du paragraphe précédent, les appareils dont la superficie taxable d'une seule face lumineuse ou éclairée dépasse 750 dm² seront imposables au prorata du nombre de jours de fonctionnement.

Le minimum de la taxe ainsi calculée ne peut être inférieur à un septième de la taxe annuelle totale.

Article 8. Tout changement apporté à une enseigne ou à une réclame donne lieu au paiement d'une taxe nouvelle si le changement est fait pour une firme nouvelle et au paiement d'une taxe supplémentaire s'il s'agit d'un agrandissement d'une enseigne ou réclame existante.

La taxe supplémentaire sera déterminée par la différence entre le droit dû pour l'enseigne ou réclame agrandie et le droit établi avant l'agrandissement.

III. Contribuable

Article 9. Est considéré comme redevable de l'impôt :

1. **réclames**

- (a) la firme au nom de laquelle celle-ci est faite ;
- (b) si le redevable déterminé au paragraphe ci-avant n'est pas domicilié en Belgique ou n'y possède pas de siège social : le tenancier ou l'exploitant de l'établissement.

2. **enseignes de catégorie A** : celui qui en bénéficie en premier lieu, c'est-à-dire le tenancier ou l'exploitant de l'établissement ;

3. **enseignes de catégorie B** : pour la désignation du redevable de l'impôt, cette catégorie est considérée comme une réclame dans sa totalité.

Article 10. Le propriétaire de l'immeuble ou le titulaire d'un droit réel sur l'immeuble où se trouve apposée l'enseigne ou la publicité, est solidairement responsable du paiement de la taxe.

IV. Exonérations

Article 11. Sont exonérés de la taxe :

- 1. les enseignes lumineuses affectées à un service d'utilité publique ;
- 2. les enseignes placées sur les édifices exclusivement réservées à l'usage d'un culte reconnu par l'État et uniquement relatives à ce culte ;
- 3. les indications lumineuses prescrites par les lois, arrêtés et règlements publics ;
- 4. les enseignes et publicités placées occasionnellement lors des fêtes de fin d'année ou à l'occasion de braderies de quartier.

V. Déclaration

Article 12. Les personnes physiques ou morales qui souhaitent faire usage d'enseignes ou de réclames devront introduire préalablement une demande de permis d'urbanisme pour le placement de l'appareil.

Article 13. A défaut de déclaration ou en cas de déclaration incorrecte, imprécise ou incomplète, l'imposition sera fixée d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration.

Lorsque la taxe est enrôlée d'office, celle-ci sera majorée, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, d'un montant égal à la taxe due et en cas de récidive égal au double.

Article 14. La taxe est exigée sans que les redevables puissent en induire aucune autorisation, mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire le dispositif, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir, de ce chef, prétendre à aucune indemnité.

VI. Recouvrement

Article 15. La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le montant de la majoration prévue à l'article 13 sera enrôlé en même temps que la taxe proprement dite.

Article 16. Les montants enrôlés sont recouvrés par le Receveur communal.

Article 17. Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions de l'article 4 §3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Article 18. §1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation écrite contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins, qui agit en tant qu'autorité administrative ;

A peine de nullité, cette réclamation doit être datée, signée et motivée et mentionner les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens ;

La réclamation est envoyée soit par courrier postal recommandé adressé au Collège des Bourgmestre et Échevins, Avenue de l'Astronomie, 12-13 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, soit par courrier électronique à taxes@sjtn.brussels ;

§2 – Sous peine de déchéance, les réclamations doivent être introduites dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ;

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation

Article 19. Le présent règlement-taxa entre en vigueur le 1er janvier 2026 et abroge le règlement - taxa sur les Enseignes et réclames lumineuses adopté par le Conseil communal le 21 mai 2025.

**BELASTING OP DE VERLICHTE EN NIET VERLICHTE
UITHANGBORDEN EN RECLAMES ; Wijziging van het Belastingreglement.
- uitstel van 09/10/2025**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9bis van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, en artikelen 126 t.e.m. 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek en onverminderd de bepalingen van de Ordonnantie van 3 april 2024 ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 en gewijzigd op 11 december 2019 ;

Gelet op artikel 6 §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 12 juli 2024 uitgebracht door de Minister belast met Plaatselijke Besturen, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begroting voor dienstjaar 2025 en driejarenplannen 2025-2026-2027 ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Overwegende dat deze belasting strekt tot de uitrusting van de Gemeente met de financiële hulpmiddelen die nodig zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren. In het nastreven van deze doelstelling is de in dit reglement bedoelde belastingheffing van de ondernemingen gerechtvaardigd, met name door het beleid dat de gemeente wenst te voeren, in de bestrijding van de woekering van de uithangborden en

reclames van dezelfde aard op het grondgebied van de Gemeente ;

Overwegende immers dat de lichtgevende uithangborden en reclames de aandacht trekken door gebruik te maken van elektrische energie en dat het wenselijk is om dit soort van promoten van de ondernemingen en handelszaken te beperken ;

Overwegende dat de installatie van publiciteitsinrichtingen om leefmilieu en esthetische redenen moet worden ingeperkt ;

Overwegende dat een te grote afleiding van de bestuurders moet vermeden worden om het veilig verkeer te waarborgen ;

Overwegende dat het daarom noodzakelijk is om de publiciteitsinrichtingen die de opeenvolging of het aflopen van een serie reclame toelaten alsook de vrij programmeerbare, verlichte publiciteitsmiddelen zoals digitale schermen die bepaalde kenmerken bezitten die door een verhoogde mentale belasting en een verhoogde visueel-cognitieve afleiding inwerken op het kijk- en rijgedrag van weggebruikers, waardoor er een merkelijk verhoogd risico op ongevallen bestaat en daarom wordt het gebruik van dergelijke publiciteitsmiddelen nog meer ontraden ;

Overwegende dat de tarieven redelijk zijn en zeker in verhouding staan tot de winsten die door dit soort installaties worden gegenereerd, zodat de gemeente niet kan worden verweten dat zij geen rekening heeft gehouden met de draagkracht van de belastingplichtigen ;

Overwegende dat bij publiciteitsinrichtingen waarvan de voornaamste functie bestaat in de financiering van een door de wetgever erkende openbare dienst, een groot deel van de inkomsten wordt besteed aan de financiering en instandhouding van een taak die ertoe strekt te voorzien in een behoefte van algemeen belang ;

Overwegende dat het daarom discriminerend zou zijn om voor deze categorie van publiciteitsinrichtingen dezelfde bepalingen toe te passen als op de andere publiciteitsinrichtingen, aangezien die belastingplichtigen zich in wezen gezien de aard in een verschillende situatie bevinden ;

Overwegende dat de publiciteitsinrichtingen van de Gemeente of van enige andere overheidsinstantie moeten worden vrijgesteld voor zover deze inrichtingen informatieve rol spelen van algemeen belang ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Toepassingsgebied – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Vanaf dienstjaar 2026 en gedurende een termijn van vier jaar zal er, volgens de hierna volgende modaliteiten, een jaarlijkse belasting geheven worden op niet-verlichte en verlichte, lichtgevende of geprojecteerde **reclames** en op verlichte en niet-verlichte **uithangborden** die op een bepaalde plaats de handel, industrie of activiteit bekendmaakt die daar wordt uitgeoefend.

Wordt beschouwd als verlicht, lichtgevend of geprojecteerd uithangbord of reclame, elke aanduiding die 's nachts zichtbaar blijft door een speciaal direct of onrechtstreeks dispositief.

Artikel 2 – §1. Als **reclame** wordt beschouwd elke aanduiding met een publicitair karakter of publicitair doel die vooral de uitgeoefende handel nijverheid of de producten vervaardigd of verspreid door **andere personen dan de lokale uitbater** zelf of de eigenaar van de betrokken plaats, bekend maakt ;

§2. Als **uithangbord van categorie A** wordt beschouwd elke aanduiding die de handel, de industrie of de activiteit bekend maakt die op een bepaalde plaats uitgeoefend wordt, aanduiding zoals de naam van de uitbater, de aard van de onderneming, het telefoonnummer, de openings- en sluitingsuren of elke gelijkaardige inlichting ;

§3. Als **uithangbord van categorie B** wordt beschouwd elke aanduiding die tegelijk op een zelfde onderstel de elementen bevat die worden bepaald in de twee voorgaande paragrafen.

Artikel 3. Vallen onder de toepassing van het huidig belastingreglement, overeenkomstig de bepalingen van artikel 1 :

1. de uithangborden (van categorie A en B) en reclames buiten aangebracht, niet-verlicht en verlicht, alsook deze lichtgevend of geprojecteerd door een om het even welk daarvoor bestemd dispositief ;
2. de uithangborden bevattende enige publiciteit ten voordele van derden ;
3. de reclames die bij afwezigheid van elk eigenlijk uithangbord als zodanig dienst doen ;
4. de lichtborden van categorie A en B en reclames of deze die verlicht of geprojecteerd worden zichtbaar voor het publiek en aangebracht in een galerij of passage, openbaar of privé, alsook deze geplaatst binnen in de gebouwen, achter de uitstalramen of vensterruiten en achter de toegangsdeuren.

II. Aanslagvoet

Artikel 4. De belasting is verschuldigd per verlichte of niet-verlichte reclame of uithangbord. De belastingtarieven zijn vastgesteld per vierkante meter uithangbord of reclame, verlicht of geprojecteerd, te weten :

1. Niet-verlichte voorzieningen (uithangborden A, B, reclames) : **15 € / m²**
2. Verlichte voorzieningen (verlichte, lichtgevende of geprojecteerde reclames of uithangborden A, B) : **23 € / m²**

De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

Niet-verlichte voorzieningen :

2026 : 15 € - 2027 : 15,40 € - 2028 : 15,75 € - 2029 : 16,60 €.

Verlichte voorzieningen :

2026 : 23 € - 2027 : 24 € - 2028 : 24 € - 2029 : 25 €.

3. Verlichte voorzieningen (reclames en uithangborden van categorie B) die zijn uitgerust met een systeem voor achtereenvolgende of glijdende weergave van meerdere publiciteitsboodschappen op eenzelfde vlak en digitale onderstellen : **500 € / m²**.
4. Verlichte voorzieningen (uithangborden van categorie A) die zijn uitgerust met een systeem voor achtereenvolgende of glijdende weergave van meerdere info/boodschappen op eenzelfde vlak en digitale onderstellen : **250 € / m²**.

Voor de verlichte uithangborden en reclames die, geheel of gedeeltelijk, op meer dan 15 meter boven het niveau van het voetpad geplaatst zijn, wordt het tarief van de belasting met 12 (twaalf) vermenigvuldigd .

Voor de berekening van de belastbare oppervlakte zal geen rekening gehouden worden met de onderdelen kleiner dan een halve vierkante meter. De onderdelen van minstens een halve vierkante meter worden aangerekend als een vierkante meter.

Echter mag het belastingminimum niet minder bedragen dan 25 € per belastingplichtige.

Artikel 5. De belasting wordt vastgesteld volgens het oppervlak van het uithangbord of het reclametoestel. Zij wordt berekend volgens de oppervlakte van de rechthoek in dewelke de installatie kan vervat worden.

Wat betreft de verlichte borden en de geprojecteerde reclames, wordt de belasting vastgesteld volgens het oppervlak van de rechthoek waarin het bord of de reclame kan vervat worden.

Indien het uithangbord of de reclame uit een volume bestaat dan wordt de belasting vastgesteld op het drievoud van het product van de hoogte met de grootste breedte ervan.

Artikel 6. De belasting is verschuldigd voor het ganse jaar indien het uithangbord of de reclame tijdens het eerste halfjaar wordt aangebracht. De taks is eveneens verschuldigd voor gans het jaar, welke ook de tijdsduur van het weder gebruik zou zijn, indien de belanghebbende het jaar tevoren reeds belast werd voor hetzelfde uithangbord of dezelfde reclame.

Geen enkele vermindering van belasting wordt toegestaan om welke reden ook.

Zijn alleen vrijgesteld, de installaties die het voorwerp hebben uitgemaakt van een verklaring van verwijdering ten laatste op 31 december van het jaar dat het dienstjaar voorafgaat.

Artikel 7. De uithangborden en reclames omvattende meerdere vlakken zullen belast worden volgens de totale oppervlakte van al de zichtbare gedeelten.

Indien het dispositief van de installaties een opeenvolgende voorstelling of projectie toelaat van twee verschillende uithangborden, reclames, figuren of teksten, zullen de bovengenoemde belastingtarieven verdubbeld worden. Ze zullen verdrievoudigd worden vanaf de derde voorstelling of projectie.

Onverminderd de toepassing van de voorafgaande paragraaf zullen de toestellen waarvan de belastbare oppervlakte van één enkel verlicht vlak de 750 dm² te boven gaat, getaxeerd worden naar rato van het aantal dagen dat ze in gebruik worden gesteld.

Het minimum van de alzo berekende belasting mag nochtans niet kleiner zijn dan één zevende van de normale totale jaarlijkse belasting.

Artikel 8. Elke wijziging aangebracht aan een uithangbord of reclame geeft aanleiding tot de betaling van een nieuwe belasting, indien de wijziging gebeurt voor een nieuwe firma, en tot de betaling van een supplementaire belasting indien het een vergroting betreft van een bestaand uithangbord of reeds aangebrachte reclame.

De aanvullende belasting zal vastgesteld worden door het verschil tussen het bedrag verschuldigd voor het uithangbord of de reclame na de vergroting en de belasting vastgesteld voor de oppervlaktetoename.

III. Belastingplichtige

Artikel 9. Wordt beschouwd als belastingplichtige :

1. **voor de reclames**

(a) de firma voor dewelke zij gevoerd wordt ;

(b) indien de belastingplichtige bepaald in voorgaande paragraaf geen woonplaats of maatschappelijke zetel heeft in België : de houder of de uitbater van de zaak.

2. **voor de uithangborden van categorie A** : degene die er in de eerste plaats van geniet, dit wil zeggen de beheerder of uitbater van de inrichting ;

3. **voor de uithangborden van categorie B** : voor de aanduiding van de belastingplichtige wordt deze categorie beschouwd als een reclame in haar totaliteit.

Artikel 10. De eigenaar van het gebouw waar het uithangbord of de reclame werd aangebracht is eveneens hoofdelijk verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

IV. Belastingvrijstellingen

Artikel 11. Zijn niet aan de belasting onderworpen :

1. de lichtgevende uithangborden behorend tot een dienst van openbaar nut ;
2. de uithangborden die geplaatst zijn op gebouwen die uitsluitend gebruikt worden voor het uitoefenen van een door de Staat erkende godsdienst en enkel betrekking hebben tot deze godsdienst ;
3. de lichtgevende aanduidingen voorgeschreven door de wetten, openbare besluiten en verordeningen ;
4. de uithangborden en reclames die geplaatst zijn ter gelegenheid van eindejaarsfeesten en winkelweken.

V. Aangifte

Artikel 12. De fysieke personen of rechtspersonen die wensen gebruik te maken van uithangborden of reclames dienen vooraf een aanvraag in te dienen tot het bekomen van een stedenbouwkundige vergunning voor het plaatsen van het apparaat.

Artikel 13. Bij gebrek aan aangifte of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het bestuur beschikt.

Wanneer de belasting ambtshalve ingekohierd wordt, zal deze, onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen, verhoogd worden met een bedrag gelijk aan de verschuldigde belasting en in geval van herhaling gelijk aan het dubbel.

Artikel 14. De belasting wordt gevorderd zonder dat de belastingplichtigen daaruit enige vergunning kunnen afleiden, maar integendeel, verplicht zijn het dispositief te verwijderen of te verkleinen op het eerste bevel van de overheid en zonder uit hoofde hiervan op enige vergoeding aanspraak te kunnen maken.

VI. Invordering

Artikel 15. De belasting wordt geïnd door middel van kohieren. Het belastingkohier wordt opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Het bedrag van de verhoging voorzien in artikel 13 zal gelijktijdig ingekohierd worden met de eigenlijke belasting.

Artikel 16 De ingekohierde bedragen worden ingevorderd door de Gemeenteontvanger.

Artikel 17. De ingekohierde bedragen zijn betaalbaar binnen twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebreke aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake Rijksinkomstenbelastingen toegepast. Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de bepalingen van artikel 4, §3 van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 18. §1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een schriftelijke klacht indienen tegen het bedrag van de vastgelegde belasting, inclusief vermeerderingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid .

Op straffe van nietigheid dient deze klacht gedateerd, ondertekend en gemotiveerd te zijn en de volgende gegevens te vermelden : naam, hoedanigheid, adres of zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting valt, het voorwerp van de klacht en een uiteenzetting van de feiten en middelen ;

De klacht moet hetzij aangetekend worden verzonden naar het College van Burgemeester en Schepenen, Sterrenkundelaan 12-13 te 1210 Sint-Joost-ten-

Node, hetzij per e-mail naar belastingen@sjtn.brussels ;

§2 – Op straffe van verval moeten klachten worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, vanaf de derde werkdag na verzending van het aanslagbiljet ;

§3 - Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst te worden gehoord in het kader van het onderzoek van zijn klacht, moet hij dit uitdrukkelijk vermelden in zijn klacht.

Artikel 19. Dit belastingreglement treedt in werking op 1 januari 2026 en heft het belastingreglement op inzake de Verlichte Uithangborden en lichtreclames goedgekeurd door de Gemeenteraad op 21 mei 2025.

26.11.2025/A/0009

Affiliation de l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode auprès d'un service externe pour la prévention et la protection au travail pour l'année 2026, reconductible tacitement 3 fois ; Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter application de l'article 234§ 1 de la Nouvelle loi communale.

Le Conseil,

Vu les articles 117, 123 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 89, § 1, 2° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2025/4890 relatif au marché "l'affiliation de l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode auprès d'un service externe pour la prévention et la protection au travail pour l'année 2026, reconductible tacitement 3 fois" établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 70.000 €(TVA comprise 0%) par an soit 280.000€ (TVA comprise 0%) pour l'année 2026 à 2029 ;

Considérant que le contrat en cours prend fin le 31/12/2025 et qu'il est nécessaire de lancer un marché public, pour les années 2026 et suivants ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans

publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- CESI, avenue Konrad Adenauer, 8 à 1200 Bruxelles (Woluwe-Saint-Lambert) ;
- Cohezio ASBL, Bld Bischoffsheim 1-8 à 1000 Bruxelles ;
- Securex, avenue de Tervuren, 43 à 1040 Bruxelles (Etterbeek) ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article cotisations versées au service médical du travail 1310/117-02/-/35 du budget ordinaire de l'exercice 2026, sous réserve d'approbation du budget, une inscription sera demandée aux exercices budgétaires suivants ;

Décide:

- d'approuver le cahier des charges N° 2025/4890 et le montant estimé du marché "l'affiliation de l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode auprès d'un service externe pour la prévention et la protection au travail pour l'année 2026, reconductible tacitement 3 fois", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 70.000 €(TVA comprise 0%) par an soit 280.000€ (TVA comprise 0%) pour l'année 2026 à 2029 ;
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - CESI, avenue Konrad Adenauer, 8 à 1200 Bruxelles (Woluwe-Saint-Lambert) ;
 - Cohezio ASBL, Bld Bischoffsheim 1-8 à 1000 Bruxelles ;
 - Securex, avenue de Tervuren, 43 à 1040 Bruxelles (Etterbeek).
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article cotisations versées au service médical du travail 1310/117-02/-/35 du budget ordinaire de l'exercice 2026, sous réserve d'approbation du budget, une inscription sera demandée aux exercices budgétaires suivants ;

Aansluiting van het Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node bij een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk voor het jaar 2026, stilzwijgend driemaal verlengbaar; Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's overeenkomstig artikel 234§1 van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad,

Gelet op artikelen 117, 123 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234§1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen en latere wijzigingen ;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 89, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 750.000,00 € niet) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het Regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen ;

Overwegende het bestek nr. 2025/4890 betreffende de opdracht “aansluiting van het Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node bij een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk voor het jaar 2026, stilzwijgend driemaal verlengbaar”, opgesteld door de projectontwerper ;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 70.000 € (incl. 0% btw) per jaar bedraagt, hetzij 280.000 € (incl. 0% btw) voor de jaren 2026 tot 2029 ;

Overwegende dat het huidige contract op 31/12/2025 afloopt en dat het noodzakelijk is een overheidsopdracht te lanceren voor de jaren 2026 en volgende ;

Overwegende dat wordt voorgesteld de opdracht te gunnen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking ;

Overwegende dat wordt voorgesteld om in het kader van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking de volgende economische actoren te raadplegen :

- CESI, Konrad Adenauerlaan 8 te 1200 Brussel (Sint-Lambrechts-Woluwe) ;
- Cohezio ASBL, Bischoffsheimlaan 1-8 te 1000 Brussel ;
- Securex, Tervurenlaan 43 te 1040 Brussel (Etterbeek) ;

Overwegende dat de administratie op het moment van het opstellen van de voorwaarden van deze opdracht niet in staat is om precies te bepalen hoeveel diensten zij nodig zal hebben;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave is ingeschreven op het artikel bijdragen betaald aan de medische arbeidsdienst 1310/117-02/-/35 van de gewone begroting voor dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting, er zal een inschrijving worden gevraagd op de volgende dienstjaren;

Besluit :

- het bestek nr. 2025/4890 en het geraamde bedrag van de opdracht “aansluiting van het Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node bij een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk voor het jaar 2026, stilzwijgend 3 maal verlengbaar”, opgesteld door de projectontwerper, goed te keuren. De voorwaarden worden vastgesteld zoals bepaald in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. De raming van de opdracht bedraagt 70.000 € (incl. 0% btw) per jaar, hetzij 280.000 € (incl. 0% btw) voor de jaren 2026 tot 2029;
- de opdracht te gunnen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.
- de volgende economische actoren te raadplegen in het kader van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking :
 - CESI, Konrad Adenauerlaan 8 te 1200 Brussel (Sint-Lambrechts-Woluwe) ;
 - Cohezio ASBL, Bischoffsheimlaan 1-8 te 1000 Brussel ;
 - Securex, Tervurenlaan 43 te 1040 Brussel (Etterbeek) ;
- deze uitgave te financieren door het krediet ingeschreven op artikel bijdragen aan de

medische arbeidsdienst 1310/117-02/-/35 van de gewone begroting voor dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting, er zal een inschrijving worden gevraagd op de volgende dienstjaren ;

26.11.2025/A/0010 **Département Sports - Piscine communale ; Adoption du nouveau règlement de redevance d'occupation**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 112, 117 et 137bis ;
Considérant que la Commune possède une infrastructure comprenant notamment une piscine publique sise 23-27, rue Saint-François à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;
Que cette piscine comprend notamment des vestiaires et une buvette ;
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 octobre 2002 fixant des conditions d'exploitation pour les bassins de natation ;
Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public engendre des frais pour la commune, notamment en terme d'engagement de nouveaux personnels tant au niveau des services centralisés devant gérer ce service que du personnel détaché en ces lieux, mais également en terme de frais de gestion et d'entretien des lieux ;
Considérant que les installations dont question ont fait l'objet récemment d'une rénovation majeure et importante ;
Considérant les impératifs financiers de la Commune et la nécessité de faire supporter à l'usager un montant proportionné aux dépenses engagées par la Commune pour mettre ses services à disposition de l'usager ;
Considérant qu'en l'espèce les tarifs relatifs à l'utilisation de la piscine sont proportionnés au service proposé ;
Considérant que la Commune doit générer des recettes afin de disposer des ressources nécessaires au financement de ses missions de service public ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement-redevance repris ci-après relatif à la tarification de la piscine communale sise 23-27, rue Saint-François à 1210 Saint-Josse-ten-Noode :

Article 1. À compter du cinquième jour suivant la publication du présent règlement, et jusqu'au 31 décembre 2030, il est établi au profit de la Commune et aux conditions fixées ci-après, une redevance afférente à la tarification de la piscine communale sise 23-27, rue Saint-François à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.

Article 2. La redevance est due par toute personne physique ou morale sollicitant l'accès à la piscine communale.

Article 3. La tarification pour l'accès à la piscine est fixée selon le tableau suivant :

	Commune	Hors Commune	Durée
Entrée individuelle	3,00 €	4,50 €	2h
Enfant de moins de 4 ans	Gratuit	Gratuit	2h
Plus de 60 ans, Etudiant	2,00 €	3,50 €	2h
Ménage composé de plus de 5 personnes (sur présentation d'un certificat de composition de ménage daté de moins de 3 mois)	1,50 €	2,50 €	2h
Personnel communal (sur présentation de la carte d'agent communal), et police	2,00 €	3,50€	2h
Allocataires sociaux (invalides, VIPO, orphelins, PMR, ...) sur présentation d'une pièce justificative	1,00 €	2,00 €	2h
Ecole : entrée par élève	1,50€	2,50 €	2h
Carte de 10 entrées	27,00 €	40,50 €	12 mois
Carte de 12 entrées pour les plus de 60 ans, CPAS, VIPO, invalide et étudiant	18,00€	31,50 €	12 mois
Adulte : Abonnement de 6 mois	100,00€	160,00 €	6 mois
Adulte : Abonnement d'un an	180,00€	280,00€	12 mois
Abonnement de 6 mois pour les plus de 60 ans, CPAS, VIPO, invalide et étudiant.	60,00€	100,00 €	6 mois
Abonnement d'un an pour les plus de 60 ans, CPAS, VIPO, invalide et étudiant.	110,00 €	190,00 €	12 mois

Abonnement de 6 mois pour agent communal , police.	80,00€	120,00 €	6 mois
Abonnement d'un an pour agent communal, police.	120,00 €	200,00 €	12 mois
Tarif groupe (minimum 10 personnes)	2,50 €/personne	4,00 €/personne	2h

Article 4. Mise à disposition d'un couloir de natation

En fonction de l'occupation de la piscine, le personnel communal pourra, à titre exceptionnel, mettre à disposition des clubs, associations et écoles de natation un couloir d'eau moyennant une redevance fixée à 20,00 euros.

Article 5. Locations occasionnelles et annuelles du bassin de natation

	Prix	Durée
Commune : Clubs - associations – écoles de natation de 1 à 50 membres	50,00 €	1h
Hors-Commune : Clubs - associations – écoles de natation de 1 à 50 membres	120,00€	1h
Commune : Manifestation – Fête	500,00€	Max. 10h
Hors-Commune : Manifestation - Fête	1000,00€	Max. 10h
Commune : Manifestation – Fête	250,00€	Max. 6h
Hors-Commune : Manifestation - Fête	500,00€	Max. 6h
Location école de natation, club, association de fait, asbl (par couloir)	20 €/heure	1h
Location de bonnet de bain	1,50 €/pièce	
Achat de bonnet de bain	5,00 €/pièce	

Location de maillot de bain	4,00 €/pièce	
Achat de maillot de bain	9,50 €/pièce	

La redevance est due par le demandeur dès que l'autorisation est accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La décision du Collège communal est notifiée au demandeur avec mention du montant à acquitter, de la durée de la location accordée, ainsi que les modalités de paiement.

Le paiement est réalisé de manière anticipative avant le début de la période de location. Il est loisible au demandeur de joindre à sa demande une sollicitation de paiement échelonné sur base mensuelle.

Hormis les cas de force majeure, aucun remboursement ne sera accordé en cas d'abandon de la période de location.

Après trois désistements au cours d'une même saison sportive, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra mettre fin temporairement ou définitivement à la période de location accordée sans aucun droit au remboursement pour la période de location restante.

En cas de fermeture de la piscine pour entretien, en cas de survenance d'un cas de force majeure ou suite à la survenance de problèmes techniques, le Département des Sports informera les groupes ou cercles sportifs en temps utile. La période de location non utilisée de la piscine donnera lieu à un remboursement selon des modalités pratiques à convenir.

Article 6. Mise à disposition d'articles de natation.

La piscine sera équipée d'un distributeur automatique d'articles de natation (bonnets, lunettes de natation, ...) installé par une société privée. Le prix de vente de chaque article y figurera.

Articles 7. Perception des redevances

Hormis les redevances reprises à l'article 5, les redevances sont perçues au comptant, contre quittance, à la caisse de la piscine, auprès des agents communaux.

Les modalités de paiement des redevances mentionnées à l'article 5 sont directement reprises dans cette disposition.

Article 8. Exonérations

Sont exonérés du paiement de la redevance :

- Tout accompagnant d'une classe de maternelle ou de primaire;
- Tout accompagnant de personnes handicapées titulaires d'une attestation officielle de reconnaissance du handicap;
- Tout étudiant en formation qui accompagne une classe;
- Les activités organisées par les services communaux de la commune de Saint-Josse-ten-Noode.

Article 9. Défaut de paiement

En cas de non-paiement, la redevance sera recouvrée conformément à l'article 137 bis de la Nouvelle Loi communale.

Sportdepartement- Gemeentelik zwembad; Goedkeuring van het nieuwe reglement inzake de vergoeding voor bezetting

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 112, 117 en 137 *bis* ;
Overwegende dat de gemeente beschikt over een infrastructuur waaronder met name een openbaar zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-

Node ;

Dat dit zwembad onder meer kleedkamers en een cafetaria omvat ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 oktober 2002 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor zwembaden ;

Overwegende dat het ter beschikking stellen van deze infrastructuur aan het publiek kosten met zich meebrengt voor de gemeente, met name wat betreft de aanwerving van nieuw personeel, zowel op het vlak van de centrale diensten die deze dienst moeten beheren als op het vlak van het personeel dat uitgezonden wordt naar deze locaties, maar tevens wat betreft de kosten voor het beheer en onderhoud van de locaties ;

Overwegende dat de betreffende installaties onlangs een grondige en ingrijpende renovatie hebben ondergaan ;

Overwegende de financiële verplichtingen van de Gemeente en de noodzaak om de gebruiker een bedrag aan te rekenen dat in verhouding staat tot de uitgaven die de Gemeente moet doen om haar diensten ter beschikking te stellen van de gebruiker ;

Overwegende dat in onderhavig geval de tarieven voor het gebruik van het zwembad in verhouding staan tot de aangeboden dienst ;

Overwegende dat de Gemeente zich moet voorzien van de nodige financiële middelen om haar taken van openbare dienstverlening te kunnen uitvoeren ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Om het onderstaande retributiereglement goed te keuren betreffende de tariefbepaling van het gemeentelijk zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node :

Artikel 1. Vijf dagen na de publicatie van dit reglement en voor een termijn die vervalt op 31 december 2030, wordt vastgesteld ten voordele van de Gemeente en volgens de onderstaande voorwaarden, een retributie op de tarifiering van het gemeentelijk zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node.

Artikel 2. De retributie is verschuldigd door iedere natuurlijke of rechtspersoon die toegang wenst tot het gemeentelijk zwembad.

Artikel 3. De tarifiering voor de toegang tot het zwembad wordt bepaald volgens deze tabel :

	Gemeente	Buiten de gemeente	Duur
Individuele toegang	3,00 €	4,50 €	2u
	-		
Kind jonger dan 4 jaar	Gratis	Gratis	2u
Ouder dan 60 jaar, Student	2,00 €	3,50 €	2u

Gezin met meer dan 5 personen (op vertoon van een attest van gezinssamenstelling daterend van minder dan 3 maanden)	1,50 €	2,50 €	2u
Gemeentelijk personeel (op vertoon van de kaart van gemeentelijk ambtenaar) en politie	2,00 €	3,50€	2u
Sociale uitkeringsgerechtigden (invalide, wigw, wezen, PBM, ...) op vertoon van een verantwoordingsstuk	1,00 €	2,00 €	2u
School : toegang per leerling	1,50€	2,50 €	2u
Kaart van 10 toegangen	27,00 €	40,50 €	12 maand en
Kaart van 12 toegangen voor 60-plussers, OCMW, VIPO, invaliden en studenten	18,00€	31,50 €	12 maand en
Volwassene : Abonnement van 6 maanden	100,00€	160,00 €	6 maand en
Volwassene : Abonnement van één jaar	180,00€	280,00€	12 maand en
Abonnement van 6 maanden voor 60-plussers, OCMW, wigw, invaliden en studenten.	60,00€	100,00 €	6 maand en
Abonnement van één jaar voor 60-plussers, OCMW, wigw, invaliden en studenten.	110,00 €	190,00 €	12 maand en
Abonnement van 6 aanden voor gemeentelijke ambtenaar , politie.	80,00€	120,00 €	6 maand en
Abonnement van één jaar voor gemeentelijke ambtenaar, politie.	120,00 €	200,00 €	12 maand en
Groepstarief (minimum 10 personen)	2,50 €/persoon	4,00 €/persoon	2u

Artikel 4. Terbeschikkingstelling van een zwembaan

In functie van de bezetting van het zwembad kan het gemeentepersoneel uitzonderlijk een zwembaan ter beschikking stellen van zwemclubs, verenigingen en scholen voor een retributie vastgesteld op 20,00 euro.

Artikel 5. Occasionele en jaarlijkse huur van het zwembad

	Prijs	Duur
Gemeente : Clubs - verenigingen – zwemscholen van 1 tot 50 leden	50,00 €	1u
Buiten de gemeente : Clubs - verenigingen – zwemscholen van 1 tot 50 leden	120,00€	1u
Gemeente : Evenement – Feest	500,00€	Max. 10u
Buiten de gemeente : Evenement - Feest	1000,00€	Max. 10u
Gemeente : Evenement – Feest	250,00€	Max. 6u
Buiten de gemeente : Evenement - Feest	500,00€	Max. 6u
Zwemschool, club, feitelijke vereniging, vzw (per baan)	20 €/uur -	1u
Huur badmuts	1,50 €/stuk	
Aankoop badmuts	5,00 €/stuk	
Huur badkledij	4,00 €/stuk	
Aankoop badkledij	9,50 €/stuk	

De retributie is verschuldigd door de aanvrager zodra de toelating wordt toegekend door het College van Burgemeester en Schepenen.

De beslissing van het Gemeentecollege wordt bekendgemaakt aan de aanvrager met vermelding van het te betalen bedrag, de duur van de toegekende huur alsook de betalingsmodaliteiten.

De betaling vindt plaats vooraf vóór het begin van de huurperiode. De aanvrager mag bij zijn aanvraag een verzoek tot maandelijks betaling voegen.

Behalve in geval van overmacht wordt geen terugbetaling toegekend bij het afbreken van de huurperiode.

Na drie afzeggingen tijdens hetzelfde sportseizoen kan het College van Burgemeester en Schepenen de toegekende huurperiode tijdelijk of definitief beëindigen zonder recht op terugbetaling voor de resterende huurperiode.

In geval van sluiting van het zwembad voor onderhoud, in geval van overmacht of bij technische problemen zal het Departement Sport de groepen of sportclubs tijdig waarschuwen. De niet-gebruikte huurperiode van het zwembad geeft recht op een terugbetaling volgens nader overeen te komen praktische voorwaarden.

Artikel 6. Terbeschikkingstelling van zwemartikelen.

Het zwembad zal uitgerust worden met een automatische verdeler van zwemartikelen (badmutsen, zwembrillen, ...) geïnstalleerd door een privé-firma. De verkoopprijs van elk artikel zal erop worden vermeld.

Artikel 7. Inning van retributies

Uitgezonderd de retributies vermeld in artikel 5 worden de retributies contant geïnd, tegen kwitantie, bij de kassa van het zwembad, bij de gemeentelijke ambtenaren.

De modaliteiten in verband met de betaling van de retributies vermeld in artikel 5 worden rechtstreeks opgenomen in deze bepaling.

Artikel 8. Vrijstellingen

Worden vrijgesteld van betaling van de retributie :

- Begeleiders van een klas van de kleuter- of basisschool ;
- Begeleiders van een gehandicapte persoon in het bezit van een officieel erkenningsattest van de handicap ;
- Studenten in opleiding die een klas begeleiden ;
- Activiteiten georganiseerd door de gemeentelijke diensten van de gemeente Sint-Joost-ten-Node

Artikel 9. Wanbetaling

Bij gebreke van betaling zal de retributie worden geïnd overeenkomstig artikel 137 bis van de Nieuwe Gemeentewet.

26.11.2025/A/0011 **Département Sports - Salle Liedekerke; Adoption du nouveau règlement de redevance d'occupation**

Le Conseil,

Vu la Constitution, et notamment son article 173;

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 112, 117, 123, 3°, et 137bis ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins de promouvoir le sport ;

Considérant que la Commune est propriétaire d'une infrastructure comprenant notamment la salle de sports Liedekerke sise 40, rue de Liedekerke à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Vu que le règlement de redevance adopté par le Conseil communal du 27 janvier 2010 est inchangé depuis cette date ;

Considérant que la Commune doit se doter des moyens financiers nécessaires afin

d'assurer l'exercice de ses missions ;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public engendre des charges financières pour la commune, notamment en terme de frais de gestion et d'entretien des lieux ;

Considérant qu'une Commune est en droit d'établir une redevance pour la location de matériel communal et que le montant de celle-ci permettra de couvrir, du moins en partie, le coût des charges et prestations administratives fournies par les services communaux ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

l'adopter le règlement-redevance relatif à la tarification de la salle Liedekerke sise 40, rue de Liedekerke à 1210 Saint-Josse-ten-Noode:

Article 1. Objet

§1. Il est établi pour les exercices 2025 à 2030 une redevance pour l'occupation de la salle de sports Liedekerke sise 40, rue de Liedekerke à 1210 Saint-Josse-ten-Noode selon les tarifs repris ci-après.

Manifestations sportives régulières

1. Cercles locaux :
 - Entraînement, rencontre de championnat et de coupe: **30,00 euros par heure**
 - Catégories d'âge des moins de 18 ans jusqu'à 19h00 : **15,00 euros par heure**
 - Catégories d'âge des moins de 18 ans pour club formateur jusqu'à 19h00: **10,00 euros par heure**
2. Cercles extérieurs à la commune :
 - Entraînement, rencontre de championnat et de coupe : **65,00 euros par heure**
 - Catégories d'âge des moins de 16 ans jusqu'à 19h00 : **30,00 euros par heure**

Manifestations sportives exceptionnelles

1. Cercles locaux à la commune : **30,00 euros par heure**
2. Cercles extérieurs à la commune : **60,00 euros par heure**

§2. Les membres du personnel communal, du CPAS et des associations para-communales bénéficieront des mêmes tarifs que ceux appliqués aux cercles locaux.

Article 2. Exonérations

Sont exonérés totalement du paiement de la redevance, dans le cadre de leurs activités, :

- Tous les services communaux ;
- Les écoles communales ;

Article 3. Perception de redevance

A défaut de paiement, la redevance sera récupérée conformément à l'article 137 bis de la Nouvelle Loi communale.

Article 4. Occupation non autorisée

§1. Aucun cercle, groupement ou particulier n'est autorisé à organiser un bal ou une soirée dansante dans la salle des sports Liedekerke.

§2. Lorsque le caractère spécial de l'occupation (philanthropie, propagande sportive,

...) est dûment établi, le Collège peut décider de dispenser les organisateurs du paiement de la redevance prévue.

Article 5. Règlement sur le nettoyage

Lors de manifestations sportives exceptionnelles ou non sportives, le cercle organisateur doit veiller à nettoyer la salle et à la remettre en état après le déroulement de l'événement. En cas de manquement à cette obligation, une redevance de 50,00 euros par heure de nettoyage sera facturée au cercle organisateur concerné.

Article 6. Indexation des redevances

Les tarifs visés à l'article 1er seront automatiquement indexés annuellement sur base de l'indice santé (le 1^{er} septembre).

Les montants se verront arrondis aux 0,50 euros supérieurs.

Article 7. Entrée en vigueur

Le présent règlement annule et remplace toutes les dispositions antérieures.

Le présent règlement entrera en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication.

Sportdepartement - Sportzaal Liedekerke; Goedkeuring van het nieuwe reglement inzake de vergoeding voor bezetting

De Raad,

Gelet op de Grondwet, inzonderheid artikel 173 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 112, 117, 123, 3° en 137bis ;

Gelet op de wens van het College van Burgemeester en Schepenen om sport te bevorderen ;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van een infrastructuur, waaronder de sportzaal Liedekerke gelegen in de Liedekerkestraat 40 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat het retributiereglement goedgekeurd door de Gemeenteraad op 27 januari 2010 sinds die datum ongewijzigd is gebleven ;

Overwegende dat de Gemeente zich moet voorzien van de nodige financiële middelen om haar taken te kunnen uitvoeren ;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van deze infrastructuur aan het publiek kosten met zich meebrengt voor de gemeente, met name op het vlak van beheers- en onderhoudskosten van de lokalen ;

Overwegende dat een Gemeente het recht heeft een retributie vast te stellen voor de huur van gemeentelijk materiaal en dat het bedrag daarvan ten minste gedeeltelijk de kosten van de administratieve lasten en prestaties van de gemeentelijke diensten moet kunnen dekken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

het retributiereglement goed te keuren met betrekking tot de tarifiering van de sportzaal Liedekerke gelegen in de Liedekerkestraat 40 te 1210 Sint-Joost-ten-Node :

Artikel 1. Voorwerp

§1. Voor de dienstjaren 2025 tot 2030 wordt een retributie vastgesteld voor het gebruik van de sportzaal Liedekerke, gelegen in de Liedekerkestraat 40 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, volgens de hieronder vermelde tarieven.

Reguliere sportevenementen

1. Lokale clubs in de gemeente :
 - Trainingen en kampioens- en bekerwedstrijden : **30,00 euro per uur**
 - Leeftijdscategorieën jonger dan 18 jaar tot 19u00 : **15,00 euro per uur**

Leeftijdscategorieën voor jongeren onder de 18 jaar voor opleidingsclubs tot 19u00: **10,00 per uur**
2. Clubs buiten de gemeente :
 - Trainingen en kampioens- en bekerwedstrijden : **65,00 euro per uur**
 - Leeftijdscategorieën jonger dan 16 jaar tot 19u00 : **30,00 euro per uur**

Uitzonderlijke sportevenementen

1. Lokale clubs in de gemeente : **30,00 euro per uur**
2. Clubs buiten de gemeente : **60,00 euro per uur**

De leden van het gemeentepersoneel, het OCMW en de parageemeentelijke verenigingen zullen dezelfde tarieven genieten als die toegepast worden voor de lokale clubs.

Artikel 2. Vrijstellingen

Worden volledig vrijgesteld van betaling van de retributie, in het kader van hun activiteiten :

- Alle gemeentelijke diensten ;
- De gemeentelijke scholen ;

Artikel 3. Inning van de retributie

Bij gebreke van betaling zal de retributie worden ingevorderd overeenkomstig artikel 137 bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 4. Niet-toegelaten bezetting

§1. Het is geen enkele club, vereniging of particulier toegestaan om een bal of dansavond te organiseren in de sportzaal Liedekerke zonder toelating van het College van Burgemeester en Schepenen.

§2. Wanneer de bijzondere aard van de bezetting (liefdadigheid, sportpromotie, ...) duidelijk is vastgesteld, kan het College beslissen om de organisatoren vrij te stellen van de voorziene retributie.

Artikel 5 : Reglement inzake schoonmaak

Bij uitzonderlijke sportieve of niet-sportieve evenementen dient de organiserende vereniging erop toe te zien dat de zaal na afloop van het evenement wordt schoongemaakt en in oorspronkelijke staat wordt terug gebracht. Bij niet-nakoming van deze verplichting wordt aan de betreffende organiserende vereniging een retributie van 50,00 euro per schoonmaakuur in rekening gebracht

Artikel 6. Indexering van de retributies

De tarieven vermeld in artikel 1 zullen automatisch jaarlijks worden geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex (op 1 september).

De bedragen zullen worden afgerond naar boven op de volgende 0,50 euro.

Artikel 7. Inwerkingtreding

Dit reglement annuleert en vervangt alle eerdere bepalingen.

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de bekendmaking ervan

Département Sports - Salle Nelson Mandela; Adoption du nouveau règlement de redevance d'occupation

Le Conseil,

Vu la Constitution, et notamment son article 173;

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 112, 117, 123, 3°, et 137bis ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins de promouvoir le sport ;

Considérant que la Commune est propriétaire d'une infrastructure comprenant notamment la salle de sports Nelson Mandela sise 50, rue Verte à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Vu que le règlement-redevance adopté par le Conseil communal du 24 novembre 2010 est inchangé depuis cette date ;

Considérant que la Commune doit se doter des moyens financiers nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public engendre des charges financières pour la commune, notamment en terme de frais de gestion et d'entretien des lieux ;

Considérant qu'une Commune est en droit d'établir une redevance pour la location de matériel communal et que le montant de celle-ci permettra de couvrir, du moins en partie, le coût des charges et prestations administratives fournies par les services communaux ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide:

De modifier le règlement redevance relatif à la tarification de la salle de sports Nelson Mandela sise 50, rue Verte à 1210 Saint-Josse-ten-Noode comme suit :

Article 1. Objet

§1. Il est établi pour les exercices 2025 à 2030 une redevance pour l'occupation de la salle de sports Nelson Mandela sise 50, rue Verte à 1210 Saint-Josse-ten-Noode selon les tarifs repris ci-après.

A) Salle de sports ballon**Manifestations sportives régulières**

1. Cercles locaux : **30,00 euros par heure**
2. Cercles extérieurs à la commune : **65,00 euros par heure**

Manifestations sportives exceptionnelles (occasionnelles – gala de boxe)

1. Cercles locaux à la commune : **1.210,00 euros par jour**
2. Cercles extérieurs à la commune : **1.800,00 euros par jour**

B) Salle de gymnastique**Manifestations sportives régulières**

1. Cercles locaux : **30,00 euros par heure**
2. Cercles extérieurs à la commune : **65,00 euros par heure**

C) Salle de boxe**Manifestations sportives régulières**

1. Cercles locaux : **30,00 euros par heure**
2. Cercles extérieurs à la commune : **65,00 euros par heure**

D) Salle de danse**Manifestations sportives régulières**

1. Cercles locaux : **30,00 euros par heure.**
2. Cercles extérieurs à la commune : **60,00 euros par heure**

Manifestations exceptionnelles non sportives

1. Cercles locaux à la commune : **30,00 euros par heure**
2. Cercles extérieurs à la commune : **50,00 euros par heure**

§2. La redevance pour la mise à disposition des quatre salles du complexe Nelson Mandela est fixée à **7,00 euros** par heure pour les clubs locaux formateurs pour les catégories des jeunes de moins de 18 ans.

§3. Les cercles communaux des moins de 18 ans bénéficient de la mise à disposition des quatre salles du complexe Nelson Mandela avec un tarif de moins 50%.

§4. Les membres du personnel communal, du CPAS et des associations para-communales bénéficieront des mêmes tarifs que ceux appliqués aux cercles locaux.

Article 2. Exonérations

Sont exonérés totalement du paiement de la redevance, dans le cadre de leurs activités, :

- Tous les services communaux ;
- Les écoles communales ;

Article 3. Perception de redevance

A défaut de paiement, la redevance sera récupérée conformément à l'article 137 bis de la Nouvelle Loi communale.

Article 4. Occupation non autorisée

§1. Aucun cercle, groupement ou particulier n'est autorisé à organiser un bal ou une soirée dansante dans la salle des sports Nelson Mandela.

§2. Lorsque le caractère spécial de l'occupation (philanthropie, propagande sportive, ...) est dûment établi, le Collège peut décider de dispenser les organisateurs du paiement de la redevance prévue.

Article 5 : Règlement sur le nettoyage

Lors de manifestations sportives exceptionnelles ou non sportives, le cercle organisateur doit veiller à nettoyer la salle et à la remettre en état après le déroulement de l'événement. En cas de manquement à cette obligation, une redevance de 50,00 euros par heure de nettoyage sera facturée au cercle organisateur concerné.

Article 6. Indexation des redevances

Les tarifs visés à l'article 1er seront automatiquement indexés annuellement sur base de l'indice santé (le 1^{er} septembre).

Les montants se verront arrondis aux 0,50 euros supérieurs.

Article 7. Entrée en vigueur

Le présent règlement annule et remplace toutes les dispositions antérieures.

Le présent règlement entrera en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication.

Sportdepartement- Nelson Mandela Sportzaal; Goedkeuring van de nieuwe regelgeving inzake de bezettingsvergoeding

De Raad,

Gelet op de Grondwet, inzonderheid artikel 173 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 112, 117, 123, 3° en 137 bis ;

Gelet op de wens van het College van Burgemeester en Schepenen om sport te bevorderen ;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van een infrastructuur, waaronder de sportzaal Nelson Mandela gelegen Groenstraat 50 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat het retributiereglement goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24 november 2010 sinds die datum ongewijzigd is gebleven ;

Overwegende dat de Gemeente zich moet voorzien van de nodige financiële middelen om haar taken te kunnen uitvoeren ;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van deze infrastructuur aan het publiek kosten met zich meebrengt voor de gemeente, met name op het vlak van beheers- en onderhoudskosten van de lokalen ;

Overwegende dat een Gemeente het recht heeft een retributie vast te stellen voor de huur van gemeentelijk materiaal en dat het bedrag daarvan ten minste gedeeltelijk de kosten van de administratieve lasten en prestaties van de gemeentelijke diensten moet kunnen dekken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Het retributiereglement met betrekking tot de tarifiering van de sportzaal Nelson Mandela gelegen Groenstraat 50 te 1210 Sint-Joost-ten-Node te wijzigen als volgt :

Artikel 1. Voorwerp

§1. Voor de dienstjaren 2025 tot 2030 wordt een retributie vastgesteld voor het gebruik van de sportzaal Nelson Mandela, gelegen Groenstraat 50 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, volgens de hieronder vermelde tarieven.

A) Sportzaal voor balspelen

Reguliere sportevenementen

1. Lokale clubs : **30,00 euro per uur**
2. Clubs buiten de gemeente : **65,00 euro per uur**

Uitzonderlijke sportevenementen (occasioneel - boksgala)

1. Lokale clubs binnen de gemeente : **1.210,00 euro per dag**
2. Clubs buiten de gemeente : **1.800,00 euro per dag**

B) Gymnastiekzaal

Reguliere sportevenementen

1. Lokale clubs : **30,00 euro per uur**
2. Clubs buiten de gemeente : **65,00 euro per uur**

C) Bokszaal

Reguliere sportevenementen

1. Lokale clubs : **30,00 euro per uur**
2. Clubs buiten de gemeente : **65,00 euro per uur**

D) Danszaal

Reguliere sportevenementen

1. Lokale clubs : **30,00 euro per uur**
2. Clubs buiten de gemeente : **60,00 euro per uur**

Uitzonderlijke niet-sportieve evenementen

1. Lokale verenigingen binnen de gemeente: **30,00 euro per uur**
2. Verenigingen buiten de gemeente : **50,00 euro per uur**

§2. De vergoeding voor het ter beschikking stellen van de vier zalen van het complex Mandela is vastgesteld op **7,00** euro per uur voor lokale clubs die jongeren onder de 18 jaar opleiden.

§3. De gemeentelijke verenigingen jonger dan 18 jaar mogen gebruik maken van de vier zalen van het Nelson Mandela-complex tegen een verminderd tarief van 50 %.

§4. De leden van het gemeentepersoneel, het OCMW en de parageemeentelijke verenigingen zullen dezelfde tarieven genieten als die toegepast worden voor de lokale clubs.

Artikel 2. Vrijstellingen

Worden volledig vrijgesteld van betaling van de retributie, in het kader van hun activiteiten :

- Alle gemeentelijke diensten ;

- De gemeentelijke scholen ;

Artikel 3. Inning van de retributie

Bij gebreke van betaling zal de retributie worden ingevorderd overeenkomstig artikel 137 bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 4. Niet-toegelaten bezetting

§1. Het is geen enkele club, vereniging of particulier toegestaan om een bal of dansavond te organiseren in de sportzaal Nelson Mandela zonder toelating van het College van Burgemeester en Schepenen.

§2. Wanneer de bijzondere aard van de bezetting (liefdadigheid, sportpromotie, ...) duidelijk is vastgesteld, kan het College beslissen om de organisatoren vrij te stellen van de voorziene retributie.

Artikel 5 : Reglement inzake schoonmaak

Bij uitzonderlijke sportieve of niet-sportieve evenementen dient de organiserende vereniging erop toe te zien dat de zaal na afloop van het evenement wordt schoongemaakt en in oorspronkelijke staat wordt gebracht. Bij niet-nakoming van deze verplichting wordt aan de betreffende organiserende vereniging een retributie van 50,00 euro per schoonmaakuur in rekening gebracht.

Artikel 6. Indexering van de retributies

De tarieven vermeld in artikel 1 zullen automatisch jaarlijks worden geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex (op 1 september).

De bedragen zullen worden afgerond naar boven op de volgende 0,50 euro.

Artikel 7. Inwerkingtreding

Dit reglement annuleert en vervangt alle eerdere bepalingen.

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de bekendmaking ervan.

26.11.2025/A/0013

Département Sports - Stade Georges Pètre; Adoption du nouveau règlement de redevance d'occupation

Le Conseil,

Vu la Constitution, et notamment son article 173;

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 112, 117, 123, 3°, et 137bis ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins de promouvoir le sport ;

Considérant que la Commune est propriétaire d'une infrastructure comprenant notamment le stade Georges Pètre sis 55, rue Georges de Lombaerde à 1140 Evere ;

Vu que le règlement de redevance adopté par le Conseil communal du 27 janvier 2010 est inchangé depuis cette date;

Considérant que cette redevance a été indexée chaque année depuis l'année 2011 ;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public engendre des charges financières pour la commune, notamment en terme de frais de gestion et d'entretien des lieux;

Considérant qu'une Commune est en droit d'établir une redevance pour la location de matériel communal et que le montant de celle-ci permettra de couvrir, du moins en partie, le coût des charges et prestations administratives fournies par les services communaux ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement-redevance repris ci-après relatif à la tarification du stade Georges Pètre sis 55, rue Georges de Lombaerde à 1140 Evere:

Article 1. Objet

§1. Il est établi pour les exercices 2025 à 2030 une redevance pour l'occupation du stade Georges Pètre sis 55, rue Georges de Lombaerde à 1140 Evere selon les tarifs repris ci-après.

A) Football :

		Tarif préférentiel cercle tennodois	Tarif hors commune	Remarques
Terrain de football en gazon				
	U6 à U17 - Occupation annuelle	7,00€/h	40,00€/h	
	U19 et plus - Occupation annuelle	20,00€/h	95,00€/h	
	Matches de championnat + coupe hors club-house	580,00 €	1.350,00 €	Par saison sportive pour championnat (1 semaine sur deux)
	Match amical	65,00€	95,00€	
	Entraînement	45,00€/h	70,00€/h	
	Tournoi	250,00€/jou r	500,00€/j our	
	Stage de 5 jours (- de 18 ans)	250,00€	500,00€	
	Ecole	12,00€/h	36,00€/h	
	ASBL	25,00€/h	60,00€/h	
	Manifestation exceptionnell e	450,00€/jou r	600,00€/j our	
Installati on		Tarif préférentiel cercle tennodois	Tarif hors commune	Remarques

Terrain de football en synthétique				Tarifs identiques au terrain en gazon
------------------------------------	--	--	--	---------------------------------------

- La location de la cafétéria est fixée à un montant total de **4.200,00€** par an (350,00€/mois). Ce montant sera susceptible de révision après l'accomplissement des travaux de rénovation.

B) Rugby:

Installation		Tarif préférentiel cercle tennodois	Tarif hors commune	
Rugby				
	U6 à U17 - Occupation annuelle	7,00€/h	40,00€/h	
	U18 et plus - Occupation annuelle	20,00€/h	95,00€/h	
	Matches de championnat + coupe hors club-house	580,00 €	1.350,00 €	Par saison sportive pour championnat (1 semaine sur deux)
	Match amical	65,00€	130,00€	
	Entraînement	45,00€/h	100,00€/h	
	Tournoi	250,00€/jour	500,00€/jour	
	Stage de 5 jours (- de 18 ans)	250,00€	500,00€	
	Ecole	12,00€/h	36,00€/h	
	ASBL	30,00€/h	70,00€/h	
	Manifestation exceptionnelle	450,00€/jour	600,00€/jour	

- La location de la cafétéria est fixée à un montant total de **7.200,00€ par an** (600,00€/mois).

C1) Salle polyvalente du Hall polyvalent

Installation		Tarif préférentiel cercle tennodois	Tarif hors commune
--------------	--	-------------------------------------	--------------------

Salle polyvalente			
	Entraînement et rencontre de championnat (Occupation annuelle)	30,00€/h	60,00€/h
	Catégorie des moins de 18 ans (Occupation annuelle)	20,00€/h	60,00€/h
	Tournoi de tennis de table	250,00€/jour	500,00€/jour
	Stage de 5 jours (- de 18 ans)	200,00€	450,00€
	Ecole (moins de 13 ans pour une occupation annuelle)	10,00€/h	15,00€/h
	Ecole (13 ans et plus pour occupation annuelle)	30,00€/h	40,00€/h
	ASBL	30,00€/h	60,00€/h
	Manifestation exceptionnelle	600,00€/jour	900,00€/jour

C2) Hall polyvalent - espace pétanque

Installation	Cours intérieurs et/ou extérieurs	Tarif préférentiel cercle tennodois	Tarif hors commune
Hall polyvalent			
	Entraînement et rencontre de championnat (Occupation annuelle)	600,00€/mois soit 7.200,00€/an	1.800,00€/mois
	Occupation ponctuelle	10,00€/h	40,00€/h

- La location de la cafétéria est fixée à un montant total de **9.000,00€ par an** (750,00€/mois) pour le club qui bénéficie de la mise à disposition.

D) Mise à disposition de la Plaine

Installation	Tarif préférentiel cercle tennodois	Tarif hors commune
--------------	-------------------------------------	--------------------

Plaine de jeux	200,00€/jour	500,00€/jour
----------------	--------------	--------------

- Dans le cadre de leur championnat ou déroulement de tournoi pour enfants, les clubs de football et de rugby pourraient accéder à la Plaine de jeux, sous réserve de l'autorisation du Département des Sports, sans paiement de redevance.

Article 2. Coût énergétique

Les clubs qui bénéficient des installations sportives seront tenus de payer **20%** de la totalité de leur consommation énergétique en gaz, électricité et eau qu'ils auront utilisé.

Ces montants seront établis sur base du relevé des indexes des compteurs de passage.

Article 3. Exonérations

Le stade Georges Pètre est mis à disposition gratuitement pour tous les services communaux et les écoles communales dans le cadre de leurs activités.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit d'octroyer des mises à disposition à titre gratuit dans certaines circonstances (événement exceptionnel, réquisition, ...).

Article 4. Perception de redevance

A défaut de paiement, la redevance sera récupérée conformément à l'article 137 bis de la Nouvelle Loi communale.

Article 5. Occupation exceptionnelle

Lorsque le caractère spécial de l'occupation (philanthropie, propagande sportive, ...) est dûment établi, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut décider de dispenser les organisateurs du paiement de la redevance prévue.

Article 6. Indexation des redevances

Les tarifs visés à l'article 1er seront automatiquement indexés annuellement sur base de l'indice santé (le 1^{er} septembre). Les montants se verront arrondis aux 0,50 euros supérieurs.

Article 7. Entrée en vigueur

Le présent règlement annule et remplace toutes les dispositions antérieures.

Le présent règlement entrera en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication.

Sportdepartement- Georges Petre Stadium; Goedkeuring van het nieuwe reglement inzake de vergoeding voor bezetting

De Raad,

Gelet op de Grondwet, inzonderheid artikel 173 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 112, 117, 123, 3^o en 137 *bis* ;

Gelet op de wens van het College van Burgemeester en Schepenen om sport te bevorderen ;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van een infrastructuur, waaronder met name het Georges Pètre-stadion gelegen in de Georges de Lombaerdestraat 55 te 1140 Evere ;

Overwegende dat het retributiereglement goedgekeurd door de Gemeenteraad op 27 januari 2010 sinds die datum ongewijzigd is gebleven ;

Overwegende dat deze retributie elk jaar geïndexeerd wordt sedert 2011 ;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van deze infrastructuur aan het publiek kosten met zich meebrengt voor de gemeente, met name op het vlak van beheers- en onderhoudskosten van de lokalen ;

Overwegende dat een Gemeente het recht heeft een retributie vast te stellen voor de huur van gemeentelijk materiaal en dat het bedrag daarvan ten minste gedeeltelijk de kosten van de administratieve lasten en prestaties van de gemeentelijke diensten moet kunnen dekken ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Om het onderstaande retributiereglement goed te keuren betreffende de tariefbepaling van het Georges Pètre-stadion gelegen in de Georges de Lombaerdestraat 55 te 1140 Evere :

Artikel 1. Voorwerp

§1. Voor de dienstjaren 2025 tot 2030 wordt een retributie vastgesteld voor het gebruik van het Georges-Pètre-stadion gelegen in de Georges de Lombaerdestraat 55 te 1140 Evere, volgens de hieronder vermelde tarieven.

A) Voetbal :

Installatie		Voorkeurtarief Tennoodse club	Tarief buiten de gemeente	Opmerkingen
Voetbalterrein gras				
	U6 tot U17 – Jaarlijkse bezetting	7,00€/u	40,00€/u	
	U19 en ouder – Jaarlijkse bezetting	20,00€/u	95,00€/u	
	Competitie- en bekerwedstrijden buiten het clubhuis	580,00 €	1.350,00 €	Per sportseizoen voor kampioenschap (1 week op 2)
	Vriendschappelijke wedstrijd	65,00€	95,00€	
	Training	45,00€/u	70,00€/u	
	Toernooi	250,00€/dag	500,00€/dag	
	Stage van 5 dagen (- 18 jaar)	250,00€	500,00€	
	School	12,00€/u	36,00€/u	
	VZW	25,00€/u	60,00€/u	
	Uitzonderlijk evenement	450,00€/dag	600,00€/dag	

Installatie		Voorkeurtarief Tennoodse club	Tarief buiten de gemeente	Opmerking en
Voetbalterrein synthetisch				Zelfde tarieven als die voor de grasvelden

- De huurprijs van de cafetaria is vastgesteld op een totaalbedrag van **4.200,00 €** per jaar (350,00€ /maand). Dit bedrag kan worden herzien na voltooiing van de renovatiewerken.

B) Rugby:

Installatie		Voorkeurtarief Tennoodse club	Tarief buiten de gemeente	
Rugby				
	U6 tot U17 – Jaarlijkse bezetting	7,00€/u	40,00€/u	
	U18 en ouder – Jaarlijkse bezetting	20,00€/u	95,00€/u	
	Competitie- en bekerwedstrijd en buiten het clubhuis	580,00 €	1.350,00 €	Per sportseizo en voor kampioen schap (1 week op 2)
	Vriendschapp elijke wedstrijd	65,00€	130,00€	
	Training	45,00€/u	100,00€/u	
	Toernooi	250,00€/dag	500,00€/d ag	
	Stage van 5 dagen (- 18 jaar)	250,00€	500,00€	
	School	12,00€/u	36,00€/u	
	VZW	30,00€/u	70,00€/u	
	Uitzonderlijk evenement	450,00€/dag	600,00€/d ag	

- De huurprijs van de cafetaria is vastgesteld op een totaalbedrag van **7.200,00 €** per jaar (600,00€ /maand).

C1) Polyvalente zaal van de polyvalente Hal

Installatie		Voorkeurtarief Tennoodse club	Tarief buiten de gemeente
Polyvalente zaal			
	Training en competitiewedstrijd (Jaarlijkse bezetting)	30,00€/u	60,00€/u
	Categorie jonger dan 18 jaar (Jaarlijkse bezetting)	20,00€/u	60,00€/u
	Toernooi tafeltennis	250,00€/dag	500,00€/dag
	Stage van 5 dagen (- 18 jaar)	200,00€	450,00€
	School (jonger dan 13 jaar voor een jaarlijkse bezetting)	10,00€/u	15,00€/u
	School (13 jaar en ouder voor een jaarlijkse bezetting)	30,00€/u	40,00€/u
	VZW	30,00€/u	60,00€/u
	Uitzonderlijk evenement	600,00€/dag	900,00€/dag

C2) Polyvalente Hal - petanquebaan

Installatie	Binnen- en/of buitenbanen	Voorkeurtarief Tennoodse club	Tarief buiten de gemeente
Polyvalente hal			
	Training en competitiewedstrijd (Jaarlijkse bezetting)	600,00€/maand hetzij 7.200,00€/jaar	1.800,00€/maand
	Occasionele bezetting	10,00€/u	40,00€/u

- De huurprijs van de cafetaria is vastgesteld op een totaalbedrag van **9.000 €** per jaar (750,00€ /maand).

D) Terbeschikkingstelling van het speelplein

Installatie	Voorkeurtarief Tennoodse vereniging	Tarief buiten de gemeente
Speelplein	200,00€/dag	500,00€/dag

- In het kader van hun kampioenschap of toernooi voor kinderen kunnen voetbal- en rugbyclubs toegang krijgen tot het speelplein, onder voorbehoud van

toelating van de Sportdienst, zonder betaling van een retributie.

Artikel 2. Energiekosten

Clubs die gebruikmaken van de sportfaciliteiten dienen 20% van hun totale verbruik aan gas, elektriciteit en water te betalen.

Deze bedragen worden vastgesteld op basis van aflezing van de meterstanden.

Artikel 3. Vrijstellingen

Het Georges Pètre-stadion wordt gratis ter beschikking gesteld aan alle gemeentelijke diensten en scholen in het kader van hun activiteiten.

Het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor om gratis terbeschikkingstelling toe te kennen in bepaalde omstandigheden (uitzonderlijk evenement, bijzondere vereiste, ...).

Artikel 4. Inning van de retributie

Bij gebreke van betaling zal de retributie worden ingevorderd overeenkomstig artikel 137 bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 5. Uitzonderlijke bezetting

Wanneer de bijzondere aard van de bezetting (liefdadigheid, sportpromotie, ...) naar behoren is vastgesteld, kan het College van Burgemeester en Schepenen beslissen om de organisatoren vrij te stellen van de voorziene retributie.

Artikel 6. Indexering van de retributies

De tarieven vermeld in artikel 1 zullen automatisch jaarlijks worden geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex (op 1 september).

De bedragen zullen worden afgerond naar boven op de volgende 0,50 euro.

Artikel 7. Inwerkingtreding

Dit reglement annuleert en vervangt alle eerdere bepalingen.

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de bekendmaking ervan.

26.11.2025/A/0014 **Département Sports - Salle Guy Cudell; Adoption du nouveau règlement de redevance d'occupation**

Le Conseil,

Vu la Constitution, et notamment son article 173;

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 112, 117, 123, 3°, et 137bis ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins de promouvoir le sport ;

Considérant que la Commune est propriétaire d'une infrastructure comprenant notamment la salle de sports Guy Cudell sise 105-107, rue des Deux-Eglises à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Vu que le règlement-redevance adopté par le Conseil communal du 27 janvier 2010 est inchangé depuis cette date;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public engendre des charges financières pour la commune, notamment en terme de frais de gestion et d'entretien des lieux ;

Considérant qu'une Commune est en droit d'établir une redevance pour la location de matériel communal et que le montant de celle-ci permettra de couvrir, du moins en partie, le coût des charges et prestations administratives fournies par les services communaux ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide:

D'adopter le règlement-redevance relatif à la tarification de la salle Guy Cudell sise 105-107, rue des Deux-Eglises à 1210 Saint-Josse-ten-Noode comme suit :

Article 1. Objet

§1. Il est établi pour les exercices 2025 à 2030 une redevance pour l'occupation de la salle de sports Guy Cudell sise 105-107, rue des Deux-Eglises à 1210 Saint-Josse-ten-Noode selon les tarifs repris ci-après.

Manifestations sportives régulières (annuelles)

1. Cercles locaux :
 - Entraînement, rencontre de championnat et de coupe avant 19h00 : **34,50 euros par heure**
 - Entraînement, rencontre de championnat et de coupe à partir de 19h00 : **44,50 euros par heure**
 - Catégories d'âge des moins de 18 ans jusqu'à 19h00 : **17,00 euros par heure**
2. Cercles extérieurs à la commune :
 - Entraînement, rencontre de championnat et de coupe avant 19h00 : **69,50 euros par heure**
 - Entraînement, rencontre de championnat et de coupe à partir de 19h00 : **79,50 euros par heure**
 - Catégories d'âge des moins de 18 ans jusqu'à 19h00 : **34,00 euros par heure.**

Manifestations sportives exceptionnelles (occasionnelles - tournoi)

1. Cercles locaux à la commune : **60,00 euros par heure**
2. Cercles extérieurs à la commune : **80,00 euros par heure**

Manifestations sportives exceptionnelles (occasionnelles - tournoi) pour les catégories d'âge des moins de 16 ans

1. Cercles locaux à la commune : **30,00 euros par heure**
2. Cercles extérieurs à la commune : **60,00 euros par heure**

Manifestations sportives exceptionnelles (occasionnelles – gala de boxe)

1. Cercles locaux à la commune : **1.210,00 euros par jour**
2. Cercles extérieurs à la commune : **1.800,00 euros par jour**

Manifestations non sportives de 4 heures maximum

1. Cercles locaux à la commune: **50,00 euros par heure**
 - Heure d'occupation supplémentaire par heure : **35,00 euros par heure**
 - Occupation de la cafétéria : **100,00 euros par heure**
2. Cercles extérieurs à la commune : **100 euros par heure**
 - Heure d'occupation supplémentaire : **70,00 euros par heure**
 - Occupation de la cafétéria seule : **150,00 euros par heure**

§2. La redevance pour la mise à disposition de la salle des sports Guy Cudell est fixée à **7,00 euros** par heure pour les clubs locaux formateurs de jeunes de moins de 18 ans.

§3. Les membres du personnel communal, du CPAS et des associations para-communales bénéficieront des mêmes tarifs que ceux appliqués aux cercles locaux.

Article 2. Exonérations

Sont exonérés totalement du paiement de la redevance, dans le cadre de leurs activités, :

- Tous les services communaux ;
- Les écoles communales ;

Article 3. Perception de redevance

A défaut de paiement, la redevance sera récupérée conformément à l'article 137 bis de la Nouvelle Loi communale.

Article 4. Occupation non autorisée

§1. Aucun cercle, groupement ou particulier n'est autorisé à organiser un bal ou une soirée dansante dans la salle des sports Guy Cudell, sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§2. Lorsque le caractère spécial de l'occupation (philanthropie, propagande sportive, ...) est dûment établi, le Collège peut décider de dispenser les organisateurs du paiement de la redevance prévue.

Article 5 : Règlement sur le nettoyage

Lors de manifestations sportives exceptionnelles ou non sportives, le cercle organisateur doit veiller à nettoyer la salle et à la remettre en état après le déroulement de l'événement. En cas de manquement à cette obligation, une redevance de 50,00 euros par heure de nettoyage sera facturée au cercle organisateur concerné.

Article 6. Indexation des redevances

Les tarifs visés à l'article 1er seront automatiquement indexés annuellement sur base de l'indice santé (le 1^{er} septembre).

Les montants se verront arrondis aux 0,50 euros supérieurs.

Article 7. Entrée en vigueur

Le présent règlement annule et remplace toutes les dispositions antérieures.

Le présent règlement entrera en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication

Sportdepartement - Sportzaal Guy Cudell; Goedkeuring van de nieuwe regelgeving inzake de bezettingsvergoeding

De Raad,

Gelet op de Grondwet, inzonderheid artikel 173 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 112, 117, 123, 3° en 137 *bis* ;

Gelet op de wens van het College van Burgemeester en Schepenen om sport te bevorderen ;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van een infrastructuur, waaronder de sportzaal Guy Cudell gelegen in de Tweekerkenstraat 105-107 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat het retributiereglement goedgekeurd door de Gemeenteraad op 27 januari 2010 sinds die datum ongewijzigd is gebleven ;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van deze infrastructuur aan het publiek kosten met zich meebrengt voor de gemeente, met name op het vlak van beheers- en onderhoudskosten van de lokalen ;

Overwegende dat een Gemeente het recht heeft een retributie vast te stellen voor de huur van gemeentelijk materiaal en dat het bedrag daarvan ten minste gedeeltelijk de kosten van de administratieve lasten en prestaties van de gemeentelijke diensten moet kunnen dekken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

het retributiereglement goed te keuren dat hieronder wordt vermeld met betrekking tot de tarifiering van de zaal Guy Cudell gelegen in de Tweekerkenstraat 105-107 te 1210 Sint-Joost-ten-Node:

Artikel 1. Voorwerp

§1. Voor de dienstjaren 2025 tot 2030 wordt een retributie vastgesteld voor het gebruik van de sportzaal Guy Cudell, gelegen in de Tweekerkenstraat 105-107 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, volgens de hieronder vermelde tarieven.

Reguliere sportevenementen (jaarlijks)

1. Lokale clubs :
 - Trainingen en kampioens- en bekerwedstrijden vóór 19u00 : **34,50 euro per uur**
 - Trainingen en kampioens- en bekerwedstrijden vanaf 19u00 : **44,50 euro per uur**
 - Leeftijdscategorieën jonger dan 18 jaar tot 19u00 : **17,00 euro per uur**
2. Clubs buiten de gemeente :
 - Trainingen en kampioens- en bekerwedstrijden vóór 19u00 : **69,50 euro per uur**
 - Trainingen en kampioens- en bekerwedstrijden vanaf 19u00 : **79,50 euro per uur**
 - Leeftijdscategorieën jonger dan 18 jaar tot 19u00 : **34,00 euro per uur..**

Uitzonderlijke sportevenementen (occasioneel - toernooi)

1. Lokale clubs binnen de gemeente : **60,00 euro per uur**
2. Clubs buiten de gemeente : **80,00 euro per uur**

Uitzonderlijke sportevenementen (occasioneel - toernooi) voor leeftijdscategorieën jonger dan 16 jaar

1. Lokale clubs binnen de gemeente : **30,00 euro per uur**
2. Clubs buiten de gemeente : **60,00 euro per uur**

Uitzonderlijke sportevenementen (occasioneel - boksgala)

1. Lokale clubs binnen de gemeente : **1.210,00 euro per dag**
2. Clubs buiten de gemeente : **1.800,00 euro per dag**

Niet-sportieve evenementen van maximaal 4 uur

1. Lokale verenigingen binnen de gemeente : **50,00 euro per uur**
Extra uur bezetting : **35,00 euro per uur**
Gebruik van de cafetaria : **100,00 euro per uur**
2. Verenigingen buiten de gemeente : **100 euro per uur**
Extra uur bezetting : **70,00 euro per uur**
Gebruik van de cafetaria : **150,00 euro per uur**

§2 De vergoeding voor het ter beschikking stellen van de sportzaal Guy Cudell is vastgesteld op **7,00 euro** per uur voor lokale clubs die jongeren onder de 18 jaar opleiden.

§3. De leden van het gemeentepersoneel, van het OCMW en van de parageemeentelijke verenigingen zullen dezelfde tarieven genieten als die toegepast worden voor de lokale clubs.

Artikel 2. Vrijstellingen

Worden volledig vrijgesteld van betaling van de retributie, in het kader van hun activiteiten :

- Alle gemeentelijke diensten ;
- De gemeentelijke scholen ;

Artikel 3. Inning van de retributie

Bij gebreke van betaling zal de retributie worden ingevorderd overeenkomstig artikel 137 bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 4. Niet-toegelaten bezetting

§1. Het is geen enkele club, vereniging of particulier toegestaan om een bal of dansavond te organiseren in de sportzaal Guy Cudell zonder toelating van het College van Burgemeester en Schepenen.

§2. Wanneer de bijzondere aard van de bezetting (liefdadigheid, sportpromotie, ...) duidelijk is vastgesteld, kan het College beslissen om de organisatoren vrij te stellen van de voorziene retributie.

Artikel 5 : Reglement inzake schoonmaak

Bij uitzonderlijke sportieve of niet-sportieve evenementen dient de organiserende vereniging erop toe te zien dat de zaal na afloop van het evenement wordt schoongemaakt en in oorspronkelijke staat wordt terug gebracht. Bij niet-nakoming van deze verplichting wordt aan de betreffende organiserende vereniging een retributie van 50,00 euro per schoonmaakuur in rekening gebracht.

Artikel 6. Indexering van de retributies

De tarieven vermeld in artikel 1 zullen automatisch jaarlijks worden geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex (op 1 september).

De bedragen zullen worden afgerond naar boven op de volgende 0,50 euro.

Artikel 7. Inwerkingtreding

Dit reglement annuleert en vervangt alle eerdere bepalingen.

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de bekendmaking ervan.

26.11.2025/A/0015 **Département Sports - Piscine communale sise 23-27, rue Saint-François;
règlement d'ordre intérieur; adoption**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 octobre 2002 fixant des conditions d'exploitation pour les bassins de natation ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant que la Commune possède une infrastructure correspondant à une piscine publique sise 23-27, rue Saint-François à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que les installations de la piscine communale ont fait l'objet d'une lourde et importante rénovation au cours des dernières années ;

Considérant que la gestion de la piscine communale est présentement assurée par le Collège des Bourgmestres et Echevins de la commune de Saint-Josse-Ten-Noode ;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public suppose le respect de règles fondamentales réglant les rapports entre les usagers et le personnel de la piscine communale, et celles réglant les rapports entre les usagers ;

Considérant qu'il est ainsi nécessaire d'adopter un règlement d'ordre intérieur

applicable au sein de cet établissement ;

Que ce règlement d'ordre intérieur s'adresse à tout usager de la piscine communale ainsi qu'au personnel y travaillant et que la fréquentation de ce lieu implique ainsi l'adhésion aux règles et normes prévues par le présent texte ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur repris ci-après relatif au fonctionnement de la piscine communale sise 23-27, rue Saint-François à 1210 Saint-Josse-ten-Noode :

CHAPITRE I : DEFINITIONS

Art. 1

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

Piscine communale : Infrastructure, sise rue Saint-François, 23-27, à 1210 Bruxelles, composée d'un bassin d'eau, d'une cafeteria, de tribunes, vestiaires et autres locaux accessoires ;

Bassin de natation : zone de la piscine communale où se trouve la cuve d'eau ;

Tribunes : zone de la piscine communale située au-dessus de la cafeteria, accessible par l'entrée du bâtiment, permettant la vue sur le bassin de natation ;

Espace vestiaires/cabines : zone de la piscine communale comprenant les vestiaires et les sanitaires ;

Nageurs : personnes en tenue de bain qui ont acquitté leur droit d'entrée ;

Cafeteria : zone de la piscine communale offrant une petite restauration et un espace bar ;

Gestionnaire de la piscine : la piscine est gérée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Saint-Josse-ten-Noode. Son fonctionnement quotidien est assuré par la Direction de la piscine et le Département des Sports de la commune, lesquels veillent ensemble au respect du présent règlement ;

Destinataire du règlement : le présent règlement s'applique à toute personne fréquentant la piscine de Saint-Josse-ten-Noode.

CHAPITRE II : ACCÈS À LA PISCINE

Art. 2

L'accès à la piscine est régi, d'une part, par le règlement redevances relatif à sa tarification, tel qu'adopté par le Conseil communal, et d'autre part, par les horaires fixés par le Collège communal.

Le présent règlement ainsi que les horaires d'ouverture sont affichés à la caisse et aux valves de la piscine communale.

Art. 3

Toute personne munie d'un ticket d'entrée ou en possession d'un abonnement accepte sans réserve le présent règlement, le règlement général de police adopté par le conseil communal, les instructions et directives émanant des membres du personnel ainsi que les divers panneaux de signalisation, affiches et pictogrammes.

Toute personne, seule ou en groupe, se trouvant dans l'enceinte de la piscine est par ailleurs tenue d'adopter une attitude correcte et respectueuse envers les lieux et les autres personnes.

A défaut de se conformer aux dispositions précitées, le contrevenant s'expose aux sanctions prévues à l'article 54 du présent règlement.

Durant l'horaire scolaire, le public est accueilli en fonction des couloirs disponibles.

Sauf autorisation exceptionnelle du personnel ou du collège, le temps de présence dans les tribunes est limité à 2 heures maximum.

Art. 4

Le maître-nageur est garant de la sécurité. A ce titre, il lui est permis de se réserver le

droit d'autoriser ou d'empêcher l'accès aux lieux à toute personne dans le cas où des circonstances particulières le justifient, et ce même si celle-ci se serait acquittée du droit d'entrée.

Art. 5

La durée de validité des tickets d'entrée est fixée à 2 heures. Néanmoins, en cas d'affluence importante, la Direction se réserve le droit de réduire la durée de validité à 1 heure.

Un bracelet devra être porté à cet effet par le nageur, lequel sera tenu de le présenter au maître-nageur sur simple demande.

Art. 6

La caisse est clôturée 45 minutes avant la fermeture de l'infrastructure. La sortie du bassin de natation se fait au plus tard une demi-heure avant la fermeture de l'établissement et les utilisateurs ont l'obligation de libérer l'intégralité des vestiaires mis à leur disposition cinq minutes avant la fermeture de la piscine.

Art. 7

Différents abonnements sont mis en vente de manière à satisfaire la plus grande partie de la clientèle. Les modalités d'utilisation sont reprises sur ceux-ci et l'utilisateur sera tenu de s'y conformer. Les abonnements sont strictement personnels et le propriétaire devra, sur toute requête, faire la preuve de son identité. Toute transgression sera sanctionnée par le retrait immédiat de celui-ci.

Art. 8

Le ticket d'entrée ou l'abonnement doit être présenté sur simple demande d'un membre du personnel, et ce à n'importe quel moment. A défaut de le faire, le contrevenant s'expose aux sanctions prévues à l'article 54 du présent règlement.

De même, tout nageur est tenu de présenter sa carte d'identité sur simple demande d'un membre du personnel sous peine d'expulsion immédiate.

Art. 9

Lorsque le montant d'un abonnement ou d'un ticket est acquitté, celui-ci ne pourra nullement faire l'objet d'un remboursement, et ce pour quelque motif que ce soit.

Art. 10

Les enfants de moins de 12 ans doivent être accompagnés d'un adulte apte à exercer une surveillance permanente sur le/les enfant(s) dont il a la charge. Pour les enfants de moins de 6 ans, l'adulte sera obligatoirement dans l'eau avec l'enfant.

En dehors de l'organisation des cours d'apprentissage, les enfants ne sachant pas nager doivent obligatoirement être munis de brassards.

Ils ne pourront être abandonnés à eux-mêmes dans le bassin ou à proximité.

En cas de doute quant à l'âge de l'enfant non accompagné d'un adulte, l'accès au bassin peut lui être refusé, à moins qu'il ne garantisse son âge par la production de tout document d'identité ou d'une attestation parentale.

Les enfants entre 12 et 16 ans sont tenus de présenter une pièce d'identité à la caisse.

Art. 11

Les personnes qui ne savent pas nager et qui se dirigent vers la grande profondeur peuvent emprunter uniquement les couloirs de natation 1 et 6, soit ceux situés sur les bords du bassin de natation, et doivent être accompagnées dans l'eau par un adulte qui exerce une surveillance permanente à leur égard.

Art. 12

En plus du respect du présent règlement d'ordre intérieur, les établissements scolaires fréquentant la piscine se voient dans l'obligation d'observer les prescriptions de la circulaire ministérielle du 29 mai 1991 applicable aux écoles en matière d'encadrement d'enfants.

Art. 13

L'élève ne participant pas aux leçons de natation ne sera autorisé à accéder à la piscine qu'à la condition de s'être acquitté du droit d'entrée et d'être accompagné d'un membre de l'établissement scolaire qu'il fréquente.

CHAPITRE III : TENUE DE BAIN, MATÉRIEL DE BAIN ET DE PLONGÉE

Art. 14

Les nageurs sont tenus de porter une tenue de bain de type classique compatible avec les bonnes mœurs et l'hygiène. Le port du bonnet de bain est obligatoire pour les nageurs.

Il est par ailleurs strictement défendu de se baigner sans être vêtu d'un maillot de bain de coupe décente et toléré par la Direction. Les vêtements de ville sont strictement interdits au bord du bassin.

Les critères de la tenue de bain sont laissés à l'appréciation des maîtres-nageurs ou du gestionnaire de la piscine.

Art. 15

Les shorts, bermudas, jeans coupés, jupettes, vêtements de bain amples et/ou recouvrant le corps dans sa totalité et combinaisons de plongée ne sont pas autorisés sauf pour les encadrants d'associations ou d'écoles.

Art. 16

Les bouteilles de plongée et ceintures de lestage ne sont admises qu'à l'occasion des activités organisées par les clubs de plongée ou durant les cours de natation accompagnés. Dans la mesure où les palmes de natation peuvent gêner les autres nageurs, leur utilisation devra préalablement faire l'objet d'une autorisation par le maître-nageur. Celui-ci vérifiera notamment si l'affluence au sein de la piscine le permet. Les lunettes de plongée munies de verres en plastique sont autorisées. Les lunettes de plongée en verre sont, quant à elles, interdites sauf si elles correspondent au verre « Securit ».

CHAPITRE IV : VESTIAIRES ET CABINES

Art. 17

Après s'être acquitté du droit d'entrée, le nageur se soumet à l'usage des cabines et vestiaires en observant les affiches et pictogrammes prévus à cet effet.

Art. 18

Les nageurs ne peuvent se déshabiller et se revêtir que dans les locaux destinés à cet usage. En cas d'utilisation des vestiaires collectifs, le respect des principes de moralité et de discipline est assuré par le responsable du groupe.

Art. 19

Les portes des cabines doivent rester fermées pendant leur occupation. Il convient de maintenir les cabines dans un état de stricte propreté.

Art. 20

Deux personnes ne peuvent se trouver en même temps dans une cabine individuelle sauf s'il s'agit d'enfants accompagnés d'une personne préposée à leur surveillance ou de personnes présentant un handicap et accompagnées d'une personne amenée à les aider.

Art. 21

Les effets personnels des nageurs ne sont pas autorisés sur les bords du bassin de natation.

CHAPITRE V : DOUCHES ET SANITAIRES

Art. 22

L'usage des douches avant l'entrée à l'eau est obligatoire dans l'intérêt de chacun (durée de maximum 3 minutes). Le passage dans le pédiluve est également obligatoire.

Art. 23

Il est interdit d'accéder aux douches et sanitaires avec des chaussures.

Art. 24

L'accès aux installations du bassin de natation est interdit à toute personne extérieure à la piscine.

CHAPITRE VI : HYGIENE

Art. 25

Il est défendu aux nageurs d'accéder à l'eau sans s'être préalablement entouré la chevelure d'un bonnet.

Art. 26

Si le nageur doit accéder aux installations du bassin de natation en chaise roulante, il devra veiller à ce que les roues soient nettoyées en sortant des vestiaires. Un membre du personnel pourra l'aider à cet effet.

Art. 27

Sur le pourtour du bassin de natation, dans le couloir "pieds nus" des vestiaires et sur la terrasse pour nageurs, il convient de circuler pieds nus ou avec des chaussons de natation adaptées. Il est strictement Interdit de circuler autour du bassin avec des chaussures.

Art. 28

Les enfants de moins de deux ans doivent porter un lange de natation.

CHAPITRE VII : INTERDICTIONS GENERALES

Art. 29

Il est interdit :

D'importuner ou de gêner intentionnellement d'autres personnes par des actes ou des attitudes non conformes au respect d'autrui ou à une bonne pratique sportive ;

D'incommoder le public par des bruits, chants ou cris ;

De se comporter de façon grossière ou obscène ;

De se livrer à une manifestation quelconque contraire à la moralité ou à la décence ;

De fumer et de cracher dans l'enceinte de la piscine ;

D'uriner dans l'eau ;

De stationner ou de courir dans les douches ;

De boire ou de manger dans les cabines individuelles ou vestiaires collectifs, ainsi que dans tout endroit de l'établissement situés en dehors de la cafétéria ;

De jeter des détritiques ailleurs que dans les corbeilles destinées à cet effet ;

De placer des engins sonores ;

De prendre des photos et/ou filmer dans la piscine (sauf avec l'accord explicite de la Direction) ainsi que d'utiliser le GSM ou autres appareils multimédias au bord de la piscine ;

De causer des dégradations dans la piscine, notamment par des inscriptions ou des souillures ;

D'amener des objets dangereux et/ou coupants dans les vestiaires ou dans la piscine ;

De toucher le matériel de sauvetage ou de le déplacer sans justification ;

D'utiliser le matériel scolaire par d'autres personnes que les déposants (enseignants, moniteurs, ...) ;

D'accéder aux locaux techniques ainsi qu'à ceux réservés au personnel de la piscine ;

D'utiliser les prises électriques qui sont exclusivement réservées au personnel d'entretien et de maintenance ;

De jouer à des jeux dangereux, de pousser des gens dans l'eau ou d'enfoncer ou maintenir des gens sous l'eau ;

De courir sur le pourtour de la piscine ou dans les vestiaires ;

De plonger dans la petite et la grande profondeur lorsque les couloirs sont occupés ;

De circuler avec des chaussures dans les couloirs et autour du bassin et des cabines ;

Pour les personnes ne sachant pas suffisamment nager, de nager non accompagnés dans la partie où l'on n'a pas pied ;

De mettre à l'eau des balles dures ou autres objets sans l'autorisation des surveillants de bain ;

De faire des compétitions d'apnée ;

D'afficher des publications dans le bâtiment sans l'accord du Collège communal ;
De se suspendre aux lignes d'eau ou de s'asseoir dessus ;
De gêner le passage à l'entrée de la piscine, de s'installer et de fumer sur le seuil de la porte d'entrée ;
De se laver dans le bassin, d'y introduire du savon ou des produits similaires, ou d'y jeter quoi que ce soit qui puisse souiller l'eau, ainsi que d'entrer à l'eau le corps enduit d'huile, crème ou autre produit quelconque étant de nature à rendre l'eau impure.

CHAPITRE VIII : INTERDICTION D'ACCES

Art. 30

L'accès à la piscine communale est strictement interdit aux personnes en état d'ivresse ou sous l'influence de substances psychotropes. La consommation d'alcool est strictement interdite en dehors du bar.

Art. 31

L'accès au bassin est interdit aux personnes présentant des plaies ouvertes, des pansements, des attelles, des plâtres ou atteintes de maladies contagieuses, de maladies de la peau ou une affection ou un état de malpropreté évidente.

Art. 32

Il est strictement interdit de pénétrer dans l'enceinte de la piscine accompagné d'un animal. Toutefois, les personnes accompagnées d'un chien d'assistance ou de guidance peuvent s'adresser à l'accueil afin d'organiser la garde de leur chien pendant la durée de la natation.

Art. 33

L'accès au bar de la cafeteria est interdit :

- aux personnes en maillot ;
- aux personnes en état d'ivresse ou sous l'emprise de produits psychotropes ou assimilés.

CHAPITRE IX : SECURITE

Art. 34

Les nageurs doivent se conformer à toutes les recommandations du personnel en lien avec l'ordre et la sécurité.

Art. 35

Les nageurs sont chargés de veiller eux-mêmes à leur propre sécurité. La Direction décline toute responsabilité quant aux accidents quelconques qui pourraient survenir aux nageurs.

Art. 36

Il est strictement interdit de plonger des tribunes.

Art. 37

Les exercices d'apnée sont interdits sans avoir au préalable averti le maître-nageur et en avoir obtenu l'autorisation.

Art. 38

Il est strictement défendu aux personnes ne sachant pas suffisamment nager de quitter la partie du bain où elles ont pied. Toute personne ne sachant pas nager est dans l'obligation d'en aviser les maîtres-nageurs.

CHAPITRE X : SPORTS ET JEUX

Art. 39

Les ballons et autres jeux ne peuvent être autorisés que moyennant l'accord préalable du maître-nageur responsable.

La Direction se réserve le droit d'interdire tout exercice ou jeu qui serait susceptible de gêner la clientèle ou de nuire à la bonne tenue de l'établissement.

Art. 40

La plongée n'est autorisée que dans la grande profondeur du bassin. Moyennant

l'accord préalable du maître-nageur responsable, il est possible de nager dans une tenue vestimentaire normale pour s'exercer au sauvetage.

CHAPITRE XI : CLUBS SPORTIFS ET COMPETITIONS

Art. 41

En vue d'encourager le sport et la compétition, les clubs sportifs sont autorisés à pouvoir bénéficier d'heures spéciales d'occupation. Les utilisations collectives des installations sont réglées par le Département Sports de la commune après approbation du Collège communal. La durée de l'autorisation ne peut excéder une année civile. A chaque échéance, les conditions et prix peuvent être revus.

Art. 42

Durant les occupations des clubs sportifs, au moins un des animateurs présents doit être en possession d'un brevet de sauvetage de degré supérieur ou d'un diplôme d'instructeur de plongée. La commune de Saint-Josse-ten-Noode décline toute responsabilité en cas d'accidents corporels survenant dans l'enceinte de l'établissement sauf en cas de faute lourde de sa part.

Art. 43

Les installations peuvent être louées à certains clubs sportifs en vue d'y donner des manifestations ou spectacles sportifs. Dans ce cas, l'accès est interdit à la clientèle habituelle. Celle-ci en sera avisée par voie d'affiches apposées aux valves et à la caisse de la piscine, au moins 8 jours à l'avance.

Art. 44

La Direction se réserve le droit d'organiser toute compétition généralement quelconque, même au cours des heures d'ouverture, et de ce fait se réserve également le droit de fixer l'heure qu'elle jugera utile pour l'évacuation complète ou partielle du public, sans être redevable d'aucune indemnité.

La clientèle en sera avisée par voie d'affiches apposées aux valves et à la caisse de la piscine, au moins 8 jours à l'avance.

CHAPITRE XII : DISPOSITIONS PARTICULIERES POUR LES GROUPES DE JEUNES

Art. 45

Il est obligatoire d'effectuer toute réservation à l'avance. Les groupes sans accompagnateur ne seront pas acceptés.

Il est communément admis qu'une seule personne ne peut assumer la surveillance de plus de 15 non-nageurs ou de plus de 25 nageurs.

Le personnel de la piscine est autorisé à refuser l'accès au bassin de natation dans le cas où l'occupation tolérée serait dépassée.

La personne responsable de la sécurité des baigneurs, laquelle est en possession du diplôme sauveteur, ne peut effectuer la surveillance de la piscine et donner cours de natation en même temps.

Les enseignants accompagnant leurs élèves à la piscine peuvent être déclarés civilement responsables par défaut de surveillance même en présence d'un corps enseignant spécial (enseignement primaire) et de maîtres-nageurs dépendant de la piscine, sur base de l'article 6.13 du nouveau Code Civil.

Tout groupe doit être accompagné d'un nombre de responsables adultes en accord raisonnable avec la taille du groupe. Ces personnes sont personnellement responsables de la discipline du groupe dès l'entrée au bâtiment.

Leur présence constante auprès du groupe, tant dans les vestiaires, les douches, qu'au bord du bassin de natation, est indispensable. Elles doivent assurer activement la surveillance des membres du groupe.

CHAPITRE XIII : FREQUENTATIONS

Art. 46

Les responsables de groupement de personnes veilleront scrupuleusement à ce que les activités et cours de natations se déroulent pendant les horaires fixés, que la sortie se fasse à l'heure exacte et que le matériel ayant été utilisé soit préalablement remis en place. Les vestiaires individuels ne seront accessibles qu'en cas de manque de place dans les installations collectives. De même, les vestiaires collectifs seront attribués en fonction des disponibilités.

CHAPITRE XIV : SURVEILLANCE GÉNÉRALE

Art. 47

L'accompagnateur portera à la connaissance des membres du groupe, dont il a la charge, le contenu du présent règlement et veillera au respect des consignes de sécurité et de l'ordre. En tant que responsable, chaque accompagnateur assure la surveillance des activités du groupe dont il a la responsabilité, c'est à-dire avoir une vue permanente sur l'ensemble du groupe, et ce même en-dehors de l'eau. Sa présence constante auprès du groupe, tant dans les vestiaires, les douches, qu'au bord du bassin de natation, est indispensable. Il doit assurer activement la surveillance des membres du groupe.

CHAPITRE XV : LECONS PARTICULIERES

Art. 48

La Direction se réserve le droit exclusif d'autoriser dans l'enceinte de sa piscine des leçons de natation particulières durant les heures d'ouverture au public par les maîtres-nageurs titularisés à cet effet, en dehors de leur service et titulaires d'une autorisation d'exercer cette activité complémentaire.

Il est interdit à toute personne étrangère à l'établissement de donner des leçons de natation contre rémunération directe ou indirecte. Il est par contre permis d'encadrer, de manière occasionnelle, une personne qui apprend à nager et ce, aux conditions suivantes :

- la personne qui donne la leçon de natation informera la direction de la piscine des dates et heures auxquelles la leçon de natation sera donnée ;
- la personne à laquelle la leçon de natation est donnée signera une déclaration stipulant la gratuité de la leçon.

Il sera dérogé à cet article, à raison de l'utilisation d'un seul couloir de natation, pour les groupes suivants : Les clubs sportifs et les associations dans le cadre d'activités spécifiques. Cette dérogation sera accordée suivant l'espace disponible avec l'accord du Collège communal suite à une demande écrite et après production, par le responsable, d'un brevet supérieur de sauvetage délivré par un organisme agréé.

CHAPITRE XVI : RESPONSABILITE

Art. 49

La Commune de Saint-Josse décline toute responsabilité du fait de la perte ou de la disparition des objets quelconques des usagers dans l'enceinte de l'établissement, également quant aux dommages que ces objets pourraient soit subir, soit occasionner aux biens ou aux personnes.

CHAPITRE XVII : DROIT A L'IMAGE ET LA VIE PRIVE

Art. 50

Il est strictement interdit de photographier et de filmer dans l'enceinte du bâtiment sans autorisation préalable du Collège communal.

Les prises de vues, photos ou vidéos personnelles ne seront autorisées qu'à titre exceptionnel et après obtention de l'autorisation du Collège communal; toute demande devant être introduite au plus tard deux semaines qui précèdent la date d'occupation et durant les heures de bureau (8h - 16h30).

Art. 51

L'apposition d'affiches ou de tout document dans l'enceinte du bâtiment n'est permise que moyennant l'autorisation du Collège communal, lequel se réserve le droit de désigner les endroits d'affichage, ainsi que de refuser tout affichage qu'elle jugerait inadéquat.

CHAPITRE XVIII : RECLAMATIONS ET SUGGESTIONS

Art. 52

Les réclamations, de quelque nature qu'elles soient, doivent être adressées au Département Sports de la commune.

Un formulaire unique de réclamation est disponible à la caisse/accueil de la piscine afin d'introduire toute contestation.

Un support est par ailleurs mis à la disposition du public afin d'y inscrire d'éventuelles suggestions en vue d'améliorer son confort.

Art. 53

Le Collège communal peut, pour des motifs techniques ou pour des raisons de force majeure, tels que la vidange de la piscine, des accidents de machines, etc., ordonner la fermeture provisoire ou définitive de l'établissement, sans qu'il puisse être réclamé par quiconque la perception d'un éventuel remboursement, d'indemnités ou la reconnaissance de dommages.

CHAPITRE XIX : SANCTION

Art. 54

Sans préjudice des poursuites civiles, pénales ou administratives éventuelles, tout contrevenant au présent règlement, au règlement général de police, ou aux injonctions du personnel peut être expulsé de l'établissement ou voir sa carte d'abonnement annulée, et ce sans qu'il puisse réclamer le montant du ticket d'entrée payé ou celui de l'abonnement.

Le personnel de la piscine peut par ailleurs priver toute personne portant atteinte à l'ordre public d'accéder au bâtiment pour une durée limitée et proportionnée à la gravité du comportement adopté. Tout matériel ayant occasionné un trouble à l'ordre public peut également être confisqué temporaire ou définitivement.

Art. 55

Quiconque sera tenu responsable de la commission d'infractions pénales ou dégraderait volontairement ou involontairement l'immeuble ou le matériel engagera sa responsabilité pénale et répondra des dommages occasionnés.

Art 56

Hormis la commission d'infractions pénales ou de dégradation de biens communaux, tout fait grave pourra faire l'objet d'une décision d'expulsion immédiate, temporaire ou définitive, prononcée par le Collège communal sur base d'un rapport circonstancié établi par le personnel de la piscine. Cette décision pourra, le cas échéant, être accompagnée d'une amende administrative.

Si l'urgence et les circonstances de l'espèce le requièrent, la Direction de l'établissement peut prendre toutes mesures provisoires dans l'attente de la tenue du Collège communal.

Art. 57

Tout litige ou cas non prévu par le présent règlement sera ~~examiné~~ soumis à l'examen et tranché par le Collège communal.

Art. 58

L'utilisateur qui activerait volontairement le système Poséidon, lié à la détection des noyades, ou de détection d'incendie de l'établissement, sera passible de poursuites et sera tenu d'indemniser la commune des dégâts occasionnés. Il se verra en outre interdire définitivement l'accès à la piscine communale.

CHAPITRE XX : CONSEILS UTILES

Art. 59

Il est recommandé de ne pas emporter des sommes d'argent importantes, des bijoux ou objets précieux. Chaque usager se doit de respecter les autres usagers ainsi que l'infrastructure communale et à en prendre soin. le personnel de la piscine reste disponible pour répondre à toutes demandes d'informations, questions ou suggestions. Si une situation incommode est rencontrée, l'usager est invité à en informer le personnel de la piscine, qui s'efforcera d'y apporter une solution.

CHAPITRE XXI : PUBLICATION

Art. 60

Le présent règlement sera affiché dans l'établissement de façon apparente et sera remis à chaque groupe scolaire, sportif, éducatif, club, après acceptation des dispositions qu'il contient.

Les nageurs, usagers, visiteurs, membres de clubs et responsable de groupes scolaires sont censés avoir pris connaissance du présent règlement et s'engagent à le respecter scrupuleusement.

Le présent règlement prendra effet à compter du cinquième jour suivant sa publication par voie d'affichage.

Sportdepartement- Goedkeuring van het intern reglement van het gemeentelijk zwembad gelegen aan Sint-Franciscusstraat, 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 oktober 2002 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor zwembaden ;

Gelet op het Algemeen Politierglement ;

Overwegende dat de Gemeente over een infrastructuur beschikt die overeenstemt met een openbaar zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat de installaties van het gemeentelijk zwembad een belangrijke en zware renovatie hebben ondergaan in de loop van de voorbije jaren ;

Overwegende dat het beheer van het gemeentelijk zwembad momenteel wordt verzekerd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-Ten-Node ;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van deze infrastructuur aan het publiek de naleving veronderstelt van fundamentele regels die de verhoudingen regelt tussen de gebruikers en het personeel van het gemeentelijk zwembad, en die de verhoudingen regelt tussen de gebruikers ;

Overwegende dat het aldus noodzakelijk is om een reglement van inwendige orde goed te keuren toepasbaar binnen dit etablissement ;

Dat dit reglement van inwendige orde zich recht tot alle gebruikers van het gemeentelijk zwembad alsook het personeel dat er werkt en dat het bezoek aan deze plaats aldus de instemming inhoudt met de regels en normen voorzien door deze tekst ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Om het onderstaande reglement van inwendige orde goed te keuren met betrekking tot de werking van het gemeentelijk zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node :

HOOFDSTUK I : DEFINITIES

Art. 1

Voor de toepassing van dit reglement, wordt verstaan onder :

Gemeentelijk zwembad : Infrastructuur, gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Brussel, bestaande uit een zwembad, een cafetaria, tribunes, kleedkamers en andere bijlokalen ;

Zwembad : zone van het gemeentelijk zwembad waar zich de waterkuip bevindt ;

Tribunes : zone van het gemeentelijk zwembad gelegen boven de cafetaria, toegankelijk via de ingang van het gebouw, waar men zicht heeft op het zwembad ;

Ruimte kleedkamers/cabines : zone van het gemeentelijk zwembad met de kleedkamers en de sanitaire ruimten ;

Zwemmers : personen in zwemkledij die hun toegangsrecht hebben betaald ;

Cafetaria : zone van het gemeentelijk zwembad die een kleine restauratie en een barruimte biedt ;

Beheerder van het zwembad : het zwembad wordt beheerd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node. De dagelijkse werking wordt verzekerd door de Directie van het zwembad en het Departement Sport van de gemeente, die samen waken over de naleving van dit reglement ;

Bestemming van het reglement : dit reglement is van toepassing op alle personen die het zwembad van Sint-Joost-ten-Node bezoeken.

HOOFDSTUK II : TOEGANG TOT HET ZWEMBAD

Art. 2

Het zwembad is enerzijds toegankelijk volgens het retributie-reglement betreffende de tariefbepaling van het zwembad gestemd door de gemeenteraad, en anderzijds volgens het uurrooster goedgekeurd door het Gemeentecollege. Dit reglement en de openingsuren worden aangeplakt aan de kassa en op het aankondigingsbord van het gemeentelijk zwembad.

Art. 3

Iedere persoon die houder is van een toegangsticket of in het bezit is van een abonnement onderwerpt zich zonder voorbehoud aan dit reglement, aan het algemeen politiereglement gestemd door de gemeenteraad, aan de instructies en richtlijnen van de personeelsleden alsook aan de diverse signalisatiepanelen, affiches en pictogrammen.

Iedere persoon, alleen of in groep, die zich binnen het zwembad bevindt, wordt er overigens toe gehouden om een correcte en eerbiedige houding aan te nemen jegens de plaatsen en andere personen.

Bij gebreke van zich naar voornoemde bepalingen te gedragen, stelt de overtreder zich bloot aan de sancties voorzien in artikel 54 van dit reglement.

Tijdens het uurrooster van de scholen wordt het publiek toegelaten op basis van de beschikbare zwembanen.

Behoudens uitzonderlijke toelating door het personeel of het college, is de aanwezigheid in de tribunes beperkt tot maximaal 2 uur.

Art. 4

De badmeester staat garant voor de veiligheid. Hiertoe mag hij zich het recht voorbehouden om de toegang tot de plaatsen toe te laten of te verhinderen voor iedere persoon indien bijzondere omstandigheden dit rechtvaardigen, en dit zelfs indien deze het toegangsrecht zou hebben betaald.

Art. 5

De geldigheidsduur van de toegangstickets wordt vastgesteld op 2 uur. Echter, in geval van een grote toeloop, behoudt de Directie zich het recht voor om de geldigheidsduur te verkorten tot 1 uur.

Hiertoe zal de zwemmer een armband moeten dragen, die hij op eenvoudig verzoek zal dienen te tonen aan de badmeester.

Art. 6

De kassa wordt 45 minuten voor het sluitingsuur gesloten. Het zwembad moet uiterlijk een half uur voor sluitingstijd worden verlaten en gebruikers zijn verplicht om vijf minuten voor sluitingstijd alle kleedkamers die tot hun beschikking staan te verlaten.

Art. 7

Er worden verschillende abonnementen verkocht teneinde zo veel mogelijk klanten tevreden te stellen. De gebruikersmodaliteiten worden hierop vermeld en de gebruiker zal ertoe gehouden worden om zich hiernaar te gedragen. De abonnementen zijn strikt persoonlijk en de eigenaar dient op alle verzoek zijn identiteit te kunnen bewijzen. Iedere overtreding zal worden gesanctioneerd door de onmiddellijke intrekking ervan.

Art. 8

Het toegangsticket of het abonnement dient te worden voorgelegd op eenvoudig verzoek van een personeelslid, en dit op gelijk welk moment. Bij gebreke hiervan stelt de overtreder zich bloot aan de sancties voorzien in artikel 54 van dit reglement.

Tevens wordt iedere zwemmer ertoe gehouden om zijn identiteitskaart voor te leggen op eenvoudig verzoek van een personeelslid op straffe van onmiddellijke uitzetting.

Art. 9

Wanneer het bedrag van een abonnement of van een ticket werd betaald, zal dit in geen geval kunnen worden terugbetaald, en dit ongeacht om welke reden.

Art. 10

Kinderen jonger dan 10 jaar dienen vergezeld te zijn van een volwassene die bekwaam is om permanent toezicht uit te oefenen op het/de kind(eren) dat/die hij ten laste heeft. Voor kinderen jonger dan 6 jaar dient de volwassene verplicht in het water te zijn met het kind.

Buiten de organisatie van de zwemlessen dienen kinderen die niet kunnen zwemmen verplicht zwembanden te dragen.

Ze mogen niet alleen worden gelaten in of nabij het zwembad.

In geval van twijfel voor wat betreft de leeftijd van het kind dat niet wordt begeleid door een volwassene, kan hem de toegang worden geweigerd, tenzij het zijn leeftijd bewijst door zijn identiteitskaart of een attest van de ouders voor te leggen.

Kinderen tussen 12 en 16 jaar moeten bij de kassa een identiteitsbewijs tonen.

Art. 11

Personen die niet kunnen zwemmen en zich in het diepe gedeelte begeven, mogen enkel de zwembanen 1 en 6 gebruiken, ofwel deze gelegen aan de randen van het zwembad, en dienen in het water vergezeld te zijn van een volwassene die permanent toezicht houdt op hen.

Art. 12

Naast de naleving van dit reglement van inwendige orde zijn scholen die het zwembad bezoeken bovendien verplicht om de voorschriften in acht te nemen van de ministeriële omzendbrief van 29 mei 1991 van toepassing op de scholen inzake omkadering van kinderen.

Art. 13

Een leerling die niet deelneemt aan de zwemlessen zal slechts worden toegestaan om het zwembad te betreden indien hij het toegangsrecht heeft betaald en vergezeld wordt van een lid van zijn school.

HOOFDSTUK III : ZWEMKLEDIJ, ZWEM- EN DUIKMATÉRIAAL

Art. 14

Zwemmers zijn verplicht om een klassiek zwempak te dragen dat in overeenstemming is met de goede zeden en hygiëne. Het dragen van een badmuts is verplicht voor zwemmers.

Het is bovendien ten strengste verboden om te zwemmen zonder zwemkledij te dragen die fatsoenlijk is en door de directie wordt getolereerd. Stadskledij is ten strengste verboden aan de rand van het zwembad.

De criteria voor zwemkledij worden overgelaten aan het oordeel van de badmeesters

of de beheerder van het zwembad.

Art. 15

Shorts, bermuda's, afgeknipte jeans, rokjes, badkledij die wijd is en/of het volledige lichaam bedekt en duikpakken zijn niet toegestaan. Deze kledij is niet toegestaan behalve voor begeleiders van verenigingen of scholen.

Art. 16

Duikflessen en ballastriemen zijn enkel toegestaan bij activiteiten georganiseerd door duikclubs of tijdens begeleide zwemlessen. Indien zwemvliezen andere zwemmers kunnen hinderen, dient voor het gebruik hiervan vooraf de toelating te worden gevraagd aan de badmeester. Deze zal met name verifiëren of de drukte in het zwembad dit toelaat. Duikbrillen met plastic glazen zijn toegestaan. Glazen duikbrillen zijn verboden behalve indien het gaat om « Securit » glas.

HOOFDSTUK IV : KLEEDKAMERS EN CABINES

Art. 17

Na het toegangsgeld te hebben betaald, schikt de zwemmer zich naar het gebruik van de cabines en de kleedkamers door de hiertoe voorziene affiches en pictogrammen in acht te nemen.

Art. 18

Zwemmers mogen zich enkel uit- en aankleden in de lokalen die hiervoor bestemd zijn. In geval van gebruik van collectieve kleedkamers, wordt de naleving van de principes van zedelijkheid en discipline verzekerd door de verantwoordelijke van de groep.

Art. 19

De deuren van de cabines dienen gesloten te blijven tijdens de bezetting ervan. De cabines dienen in een strikte staat van netheid te worden gehouden.

Art. 20

Twee personen mogen zich niet tegelijkertijd in een individuele cabine bevinden behalve indien het kinderen betreft die worden begeleid door een persoon die belast is met het toezicht of personen met een handicap begeleid door een persoon die hen helpt.

Art. 21

Persoonlijke bezittingen van de zwemmers zijn niet toegestaan rond het zwembad.

HOOFDSTUK V : DOUCHES EN SANITAIRE RUIMTEN

Art. 22

Het gebruik van de douches alvorens in het water te gaan is verplicht in het belang van iedereen (duur van maximum 3 minuten). Doorgang in het voetbad is eveneens verplicht.

Art. 23

Het is verboden om de douches en sanitaire ruimten te betreden met schoenen.

Art. 24

De toegang tot de installaties van het zwembad is verboden voor iedere persoon buiten het zwembad.

HOOFDSTUK VI : HYGIENE

Art. 25

Het is verboden voor zwemmers om in het water te gaan zonder eerst het haar te bedekken te bedekken met een badmuts.

Art. 26

Indien de zwemmer de installaties van het zwembad dient te betreden in een rolstoel, dient hij erop toe te zien dat de wielen gereinigd zijn wanneer hij uit de kleedkamers komt. Een personeelslid kan hem hierbij helpen.

Art. 27

Rond het zwembad, in de "blote voeten" gang van de kleedkamers en op het terras voor zwemmers dient men zich te begeven met blote voeten of met aangepaste badslippers. Het is ten strengste verboden om met schoenen aan rond het zwembad te lopen.

Art. 28

Kinderen jonger dan twee jaar dienen een zwemluier te dragen.

HOOFDSTUK VII : ALGEMENE VERBODEN

Art. 29

Het is verboden :

Andere personen lastig te vallen of opzettelijk te hinderen door handelingen of gedragingen die niet overeenstemmen met het respect voor de ander of met een goede sportieve praktijk ;

Het publiek te hinderen door lawaai, gezang of geschreeuw ;

Zich onbeleefd of onzedelijk te gedragen ;

Zich te buiten te gaan aan gelijk welke uitingen strijdig met de zedigheid of de fatsoenlijkheid ;

Te roken of te spuwen in het zwembad ;

Te urineren in het water ;

Te blijven hangen of te lopen in de douches ;

Te drinken of te eten in de individuele cabines of collectieve kleedkamers, alsook op iedere plaats van het etablissement gelegen buiten de cafetaria ;

Afval te werpen elders dan in de hiertoe bestemde vuilnisbakken ;

Geluidsapparatuur te plaatsen ; foto's te maken en/of te filmen in het zwembad (behalve met het uitdrukkelijk akkoord van de Directie) alsook de GSM of andere multimedia- apparaten te gebruiken rond het zwembad ;

Beschadigingen te veroorzaken in het zwembad, met name door geschriften of bevuiling ;

Gevaarlijke en/of scherpe voorwerpen mee te brengen in de kleedkamers of in het zwembad ;

Het reddingsmateriaal zonder noodzaak aan te raken of te verplaatsen ;

Het schoolmateriaal te gebruiken door andere personen dan degenen die het hebben aangebracht (leraren, instructeurs, ...) ;

De technische lokalen en de lokalen die voorbehouden zijn voor het personeel van het zwembad te betreden ;

Elektrische stopcontacten te gebruiken die exclusief zijn voorbehouden voor het onderhoudspersoneel ;

Gevaarlijk te spelen, mensen in het water te duwen of mensen onder het water te houden of te duwen ;

Te lopen rond het zwembad of in de kleedkamers ;

Duiken in ondiep en diep water wanneer de zwembanen bezet zijn ;

Met schoenen in de gangen en rond het zwembad en de cabines te lopen ;

Voor personen die niet goed kunnen zwemmen, om niet-begeleid te zwemmen in het gedeelte waar men niet kan staan ;

Harde ballen of andere voorwerpen in het water te brengen zonder toelating van de badmeesters ;

Deel te nemen aan freedive-wedstrijden ;

Publicaties aan te plakken in het gebouw zonder akkoord van het Gemeentecollege ;

Aan de waterlijnen te hangen of erop te gaan zitten ;

De doorgang naar de ingang van het zwembad te verhinderen, zich te installeren en te roken op de drempel van de toegangsdeur ;

Zich te wassen in het zwembad, er zeep of gelijkaardige producten in te brengen, of gelijk welke artikelen die het water kunnen bevuilden, alsook in het

water te gaan met het lichaam ingesmeerd met olie, crème of gelijk welk ander product dat het water onzuiver maakt.

HOOFDSTUK VIII : TOEGANGSVERBOD

Art. 30

De toegang tot het zwembad is strikt verboden voor personen in staat van dronkenschap of onder invloed van psychotrope substanties. Het verbruik van alcohol is strikt verboden buiten de bar.

Art. 31

De toegang tot het zwembad is verboden voor personen met open wonden, pleisters, spalken, gipsverband of besmettelijke ziekten, huidziekten of een duidelijke aantasting of staat van onreinheid.

Art. 32

Het is strikt verboden om het zwembad te betreden met een dier. Echter, personen vergezeld van een begeleidende- of hulphond kunnen zich wenden tot het onthaal teneinde de bewaking te organiseren van hun hond tijdens de zwemduur.

Art. 33

De toegang tot de bar van de cafetaria is verboden :

- voor personen in zwemkledij ;
- voor personen in staat van dronkenschap of onder invloed van psychotrope of gelijkgestelde producten.

HOOFDSTUK IX : VEILIGHEID

Art. 34

Zwemmers dienen zich te schikken naar alle aanbevelingen van het personeel in verband met orde en veiligheid.

Art. 35

Zwemmers zijn ermee belast om zelf te waken over hun eigen veiligheid. De Directie wijst alle verantwoordelijkheid af voor mogelijke ongevallen die de zwemmers zouden kunnen overkomen.

Art. 36

Het is ten strengste verboden om te duiken van de tribunes.

Art. 37

Freediving oefeningen zijn verboden zonder vooraf de badmeester te hebben verwittigd en hiervoor de toelating te hebben gekregen.

Art. 38

Het is strikt verboden voor personen die niet goed kunnen zwemmen om het gedeelte van het zwembad te verlaten waar ze kunnen staan. Personen die niet kunnen zwemmen zijn verplicht dit te melden aan de badmeesters.

HOOFDSTUK X : SPORT EN SPEL

Art. 39

Ballen en andere spelen kunnen enkel worden toegestaan mits voorafgaand akkoord van de verantwoordelijke badmeester.

De Directie behoudt zich het recht voor om alle oefeningen of spelen te verbieden die het cliënteel zouden kunnen hinderen of schade zouden kunnen toebrengen aan de continuïteit van het etablissement.

Art. 40

Duiken is enkel toegestaan in het diepe gedeelte van het zwembad. Mits voorafgaand akkoord van de verantwoordelijke badmeester is het mogelijk om te zwemmen in normale kleding om redding te oefenen.

HOOFDSTUK XI : SPORTCLUBS EN COMPETITIES

Art. 41

Teneinde sport en competitie aan te moedigen, is het de sportclubs toegestaan om te genieten van speciale bezettingsuren. De collectieve gebruiken van de installaties worden geregeld door het Departement Sport van de gemeente na goedkeuring van het Gemeentecollege. De toelating mag niet langer duren dan één kalenderjaar. Bij iedere vervaldag kunnen de voorwaarden en prijzen worden herzien.

Art. 42

Tijdens de bezettingen van de sportclubs dient tenminste één van de aanwezige animatoren in het bezit te zijn van een reddingsbrevet van een hogere graad of van een diploma van duikinstructeur. De gemeente Sint-Joost-ten-Node wijst alle verantwoordelijkheid af in geval van lichamelijke ongevallen die gebeuren binnen het etablissement behalve in geval van een zware fout van harentwege.

Art. 43

De installaties kunnen aan bepaalde sportclubs worden verhuurd om er sportevenementen of –spektakels te organiseren. In dat geval is de toegang verboden voor het gebruikelijke cliënteel. Dit zal hiervan worden verwittigd door affiches aangeplakt aan de aankondigingsborden en aan de kassa van het zwembad, tenminste 8 dagen op voorhand.

Art. 44

De Directie behoudt zich het recht voor om alle mogelijke competities te organiseren, zelfs tijdens de openingsuren, en behoudt zich hierbij tevens het recht voor om het uur vast te stellen dat zij nodig acht voor de volledige of gedeeltelijke evacuatie van het publiek, zonder enige schadevergoeding verschuldigd te zijn.

Het cliënteel zal hiervan worden verwittigd door affiches aangeplakt op de aankondigingsborden en aan de kassa van het zwembad, tenminste 8 dagen op voorhand.

HOOFDSTUK XII : BIJZONDERE BEPALINGEN VOOR JONGERENGROEPEN

Art. 45

Vooraf reserveren is verplicht. Groepen zonder begeleider zullen niet worden toegelaten.

Er wordt algemeen aangenomen dat één persoon alleen niet kan instaan voor de bewaking van meer dan 15 niet-zwemmers of van meer dan 25 zwemmers.

Het personeel van het zwembad mag de toegang tot het zwembad weigeren indien de toegestane bezetting wordt overschreden.

De persoon die verantwoordelijk is voor de veiligheid van de zwemmers, die in het bezit is van het reddersdiploma, mag niet instaan voor de bewaking van het zwembad en tezelfdertijd zwemles geven.

Leerkrachten die hun leerlingen begeleiden in het zwembad kunnen burgerlijk aansprakelijk worden verklaard door gebrek aan toezicht zelfs in aanwezigheid van een speciale leraar (basisonderwijs) en van badmeesters afhankelijk van het zwembad, op basis van artikel 6.13 van het nieuwe Burgerlijk Wetboek.

Elke groep dient te worden begeleid door een aantal verantwoordelijke volwassenen in redelijke overeenstemming met de grootte van de groep. Deze personen zijn persoonlijk verantwoordelijk voor de discipline van de groep vanaf de betreding van het gebouw.

Hun voortdurende aanwezigheid bij de groep, zowel in de kleedkamers, de douches als rond het zwembad, is strikt noodzakelijk. Zij dienen actief het toezicht te verzekeren op de leden van de groep.

HOOFDSTUK XIII : BEZOEKEN

Art. 46

De verantwoordelijken van een groep personen zullen er nauw over waken dat de activiteiten en zwemlessen plaatsvinden tijdens de vastgestelde uren, dat buiten wordt

gegaan op het exacte uur en dat het materiaal dat werd gebruikt op zijn plaats werd gelegd. De individuele kleedkamers zijn slechts toegankelijk indien er plaatsen ontbreken in de collectieve installaties. De collectieve kleedkamers zullen eveneens worden toegekend in functie van de beschikbaarheden.

HOOFDSTUK XIV : ALGEMEEN TOEZICHT

Art. 47

De begeleider zal de leden van de groep waarvoor hij instaat op de hoogte brengen van de inhoud van dit reglement en zal waken over de naleving van de richtlijnen voor de veiligheid en de orde. Als verantwoordelijke verzekert iedere toezichthouder de bewaking van de activiteiten van de groep waarvoor hij verantwoordelijk is, dit wil zeggen een voortdurend zicht hebben op heel de groep, en dit zelfs uit het water. Zijn voortdurende aanwezigheid bij de groep, stagiaires, zowel in de kleedkamers, de douches als rond het zwembad, is strikt noodzakelijk. Hij dient actief het toezicht te verzekeren op de leden van de groep.

HOOFDSTUK XV : BIJZONDERE LESSEN _

Art. 48

De Directie behoudt zich het exclusieve recht voor om in haar zwembad bijzondere zwemlessen toe te staan tijdens de openingsuren voor het publiek door de badmeesters die hiervoor zijn aangesteld, buiten hun dienst en houders zijnde van een toelating om deze aanvullende activiteit uit te oefenen.

Het is verboden voor iedere persoon vreemd aan het etablissement om zwemlessen te geven tegen een rechtstreekse of onrechtstreekse vergoeding. Het is daarentegen toegestaan om occasioneel een persoon te omkaderen die leert zwemmen, en dit onder de volgende voorwaarden :

- de persoon die de zwemles geeft informeert de directie van het zwembad over de data en uren waarop de zwemles zal worden gegeven ;
- de persoon waaraan de zwemles wordt gegeven ondertekent een verklaring waarin de kosteloosheid van de les wordt bepaald.

Er zal worden afgeweken van dit artikel, op basis van het gebruik van één enkele zwembaan, voor de volgende groepen : Sportclubs en verenigingen in het kader van specifieke activiteiten. Deze afwijking zal worden toegestaan naargelang de beschikbare ruimte met het akkoord van het Gemeentecollege na een schriftelijke aanvraag en na voorlegging, door de verantwoordelijke, van een hoger reddersbrevet afgeleverd door een erkend organisme.

HOOFDSTUK XVI : AANSPRAKELIJKHEID

Art. 49

De Gemeente Sint-Joost wijst alle aansprakelijkheid af bij het verlies of verdwijnen van mogelijke voorwerpen van de gebruikers in het etablissement, en tevens bij schade die deze voorwerpen zouden kunnen oplopen of veroorzaken aan goederen of personen.

HOOFDSTUK XVII : PORTRETRECHT EN PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Art. 50

Het is strikt verboden om te fotograferen en te filmen in het gebouw zonder voorafgaande toelating van het Gemeentecollege.

Persoonlijke beeldopnames, foto's of video's zijn slechts bij uitzondering toegestaan en na het verkrijgen van de toelating van het Gemeentecollege ; iedere aanvraag dient ten laatste te worden ingediend twee weken voorafgaand aan de bezettingsdatum en tijdens de kantooruren (8u – 16u30).

Art. 51

De aanplakking van affiches of alle documenten in het gebouw is enkel toegestaan mits de toelating van het Gemeentecollege, dat zich het recht voorbehoudt om de plaatsen van aanplakking aan te duiden, alsook om iedere aanplakking te weigeren die het ongeschikt acht.

HOOFDSTUK XVIII : KLACHTEN EN SUGGESTIES

Art. 52

Klachten, ongeacht van welke aard, dienen te worden gericht aan het Departement Sport van de gemeente.

Een enig klachtenformulier is beschikbaar bij de kassa/het onthaal van het zwembad teneinde iedere betwisting in te dienen.

Er wordt bovendien een drager ter beschikking gesteld van het publiek om er eventuele suggesties op te schrijven om hun comfort te verbeteren.

Art. 53

Het Gemeentecollege kan, om technische redenen of omwille van overmacht, zoals het ledigen van het zwembad, ongevallen met machines, enz., de voorlopige of definitieve sluiting bevelen van het etablissement, zonder dat door wie ook een eventuele terugbetaling, schadevergoeding of erkenning van schade kan worden geëist.

HOOFDSTUK XIX : SANCTIE

Art. 54

Onverminderd eventuele burgerlijke, strafrechtelijke of administratieve vervolgingen, kan iedere overtreder van dit reglement, van het algemeen politiereglement, of van de geboden van het personeel uit het etablissement worden gezet of zijn abonnementskaart kan worden ingetrokken, en dit zonder dat hij het bedrag van het betaalde toegangsticket of abonnement kan terugvragen.

Het zwembadpersoneel kan bovendien iedere persoon die de openbare orde aantast de toegang tot het gebouw ontzeggen voor een beperkte duur en in verhouding tot de ernst van het tentoongespreide gedrag. Elk materiaal dat een verstoring van de openbare orde veroorzaakt, kan tevens tijdelijk of definitief in beslag worden genomen.

Art. 55

Al wie verantwoordelijk zal worden gehouden voor het begaan van strafrechtelijke overtredingen of opzettelijk of onopzettelijk het gebouw of het materiaal zou beschadigen, zal strafrechtelijk aansprakelijk worden gesteld en zal de veroorzaakte schade moeten vergoeden.

Art 56

Naast het begaan van strafrechtelijke overtredingen of schade aan gemeentelijke goederen, kan bij ieder ernstig feit de beslissing worden genomen tot onmiddellijke uitzetting, tijdelijk of definitief, uitgesproken door het Gemeentecollege op basis van een gedetailleerd rapport van het personeel van het zwembad. Een dergelijke beslissing zou kunnen gepaard gaan met een administratieve boete.

Indien de dringendheid en de omstandigheden van het geval dit vereisen, kan de Directie van het etablissement alle voorlopige maatregelen nemen in afwachting van de zitting van het Gemeentecollege.

Art. 57

Ieder geschil of geval dat niet voorzien is door dit reglement zal worden onderzocht en beoordeeld door het Gemeentecollege.

Art. 58

Een gebruiker die opzettelijk het Poseidon-systeem voor de detectie van drenkelingen, of het branddetectiesysteem van het etablissement zou in werking zetten, zal worden vervolgd en zal de gemeente moeten vergoeden voor de veroorzaakte schade. Bovendien zal hem definitief de toegang tot het gemeentelijk zwembad worden

geweigerd.

HOOFDSTUK XX : NUTTIGE RAADGEVINGEN

Art. 59

Er wordt aanbevolen om geen grote sommen geld, juwelen kostbare voorwerpen mee te brengen. Iedere gebruiker dient de andere gebruikers alsook de gemeentelijke infrastructuur te respecteren en er zorg voor te dragen. De leden van het zwembadpersoneel zijn beschikbaar om te antwoorden op alle vragen om informatie/vragen of suggesties. Indien een hinderlijke situatie wordt ervaren, kan de gebruiker dit meedelen aan de leden van het zwembadpersoneel, die ervoor zullen zorgen dat deze wordt opgelost.

HOOFDSTUK XXI : PUBLICATIE

Art. 60

Dit reglement zal worden aangeplakt in het etablissement op een zichtbare wijze en zal worden overhandigd aan iedere schoolgroep, sport- of vormingsclub, na aanvaarding van de clausules die erin vermeld worden.

De zwemmers, gebruikers, bezoekers, clubleden en verantwoordelijken van schoolgroepen worden geacht kennis te hebben genomen van dit reglement en verbinden zich ertoe om dit strikt na te leven.

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag die volgt op de publicatie door aanplakking.

26.11.2025/A/0016 **Département Sports - Salle de sports Guy Cudell - sise 105-107, rue des Deux-Eglises à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ; règlement d'ordre intérieur ; adoption**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant que la Commune possède une infrastructure correspondant à une salle de sports dénommée « Guy Cudell », sise 105-107, rue des Deux Eglises à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que la gestion de la salle des sports Guy Cudell est actuellement assurée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode via le Département des Sports ;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public suppose le respect de règles fondamentales réglant les rapports entre les usagers et le personnel de la salle des sports Guy Cudell, et celles réglant les rapports entre les usagers ;

Considérant qu'il est ainsi nécessaire d'adopter un règlement d'ordre intérieur applicable au sein de cet établissement ;

Que ce règlement d'ordre intérieur s'adresse à tout usager de la salle des sports ainsi qu'au personnel y travaillant et que la fréquentation de ce lieu implique ainsi l'adhésion aux règles et normes prévues par le présent texte ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur repris ci-après relatif au fonctionnement de

la salle des sports Guy Cudell sise 105-107, rue des Deux Eglises à 1210 Saint-Josse-ten-Noode :

Règlement d'Ordre Intérieur – Salle des Sports Guy Cudell (2025 - 2030)

Article 1. Objet et définitions

§1. Le présent règlement est d'application dans les locaux de la salle de sports Guy Cudell sise rue des Deux-Eglises 105-107 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode

Il s'applique à toutes les personnes qui fréquentent la salle de sports Guy Cudell ainsi qu'au personnel y travaillant.

Ce règlement sera affiché dans l'établissement de façon apparente et chacun est censé en avoir pris connaissance. Un exemplaire sera remis à chaque cercle sportif ou association. Les usagers, visiteurs, membres de clubs et responsable de groupes sont censés avoir pris connaissance de ce règlement et s'engagent à s'y conformer scrupuleusement et en permanence.

§1 bis. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- **Club tennodois** : club dont le siège est situé sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode et qui compte parmi ses membres au moins 60 % de personnes domiciliées à Saint-Josse-ten-Noode, ou qui y organise ses activités depuis au moins 5 ans.
- **Associations para-communales/services tennodoises** : associations dont les organes de gestion (assemblée générale et/ou Conseil d'administration) comprennent des membres désignés par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode.
- **Jeune** : toute personne de moins de 18 ans au 31 août de l'année n+1.
- **Occupations annuelles** : réservations régulières sur base d'une saison de 35 semaines (entraînements et compétitions).
- **Occupations occasionnelles** : toutes les autres occupations (stages, tournois, événements ponctuels).
- **Entreprises privées** : toute personne morale à but lucratif, assimilée à un club non-tennodois, dont le capital est détenu par des particuliers, des investisseurs privés ou d'autres entités privées, et non par l'État.

Article 2. Accès et Réservation

§1. L'autorisation d'occupation de l'installation sportive est subordonnée au paiement d'une redevance fixée par le règlement-redevance relatif à la tarification de la salle de sports Guy Cudell.

§2. Toute demande d'occupation, qu'il s'agisse d'activités hebdomadaires, régulières, ponctuelles ou de participation à un championnat officiel de la saison à venir, doit être introduite le plus tôt possible et au plus tard le 15 mai de la saison précédente auprès du Département des Sports. Passé ce délai, et durant la saison, les réservations seront effectuées en fonction des créneaux horaires encore disponibles et les activités hebdomadaires déjà planifiées.

§3. Toute demande d'occupation doit être introduite au moins deux semaines avant la date souhaitée auprès du Département des Sports. Une priorité sera accordée aux clubs et associations tennodois dans l'attribution des créneaux horaires.

Toute annulation de la réservation devra être sollicitée au moins quinze jours à l'avance avant l'occupation, sinon elle reste due, sauf cas de force majeure.

L'occupation est subordonnée à l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et au strict respect de l'horaire d'occupation établi par lui.

§4. Les manifestations revêtant un caractère exceptionnel feront l'objet d'un examen particulier, dans chaque cas, par le Département des Sports et présentés au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

En cas d'organisation exceptionnelle d'un grand événement (tournoi, compétition, manifestation sportive ou culturelle), la Commune pourra mettre la salle Guy Cudell à disposition pour une durée équivalente à une journée complète ou répartie en une ou deux tranches de 4 heures. Dans ce cas, les clubs et associations utilisant habituellement l'infrastructure seront avertis en temps utile par le Département des Sports. Ces occupations exceptionnelles donneront lieu à l'application d'un tarif spécial fixé par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

§5. Les associations ou clubs sportifs sont tenus de faire parvenir au Département des Sports, la liste de chacune de leurs équipes en mentionnant les nom, prénom, domicile et numéro national des joueurs tels que repris sur leur carte d'identité. Avant chaque séance, chaque occupant est tenu de remettre au personnel communal un document mentionnant la liste nominative des participants (nom, prénom, adresse, âge). Ces informations sont collectées uniquement pour : vérifier la qualité de club tennodois (résidence des membres), appliquer les réductions tarifaires (jeunes/adultes), assurer le suivi administratif et sécuritaire. Les données à caractère personnel seront traitées conformément à l'article 10 du présent règlement.

L'administration communale se réserve le droit de vérifier l'exactitude des renseignements transmis par les responsables des clubs concernés.

Lors des contrôles, si le club ou l'association ne respecte pas la condition de 60 % de membres tennodois sur l'ensemble de l'année civile, il sera automatiquement soumis au tarif applicable aux clubs non-tennodois pour l'ensemble de ses occupations.

En cas de modification ponctuelle (joueurs absents, remplacements, circonstances particulières), le club ou l'association peut demander une dérogation motivée auprès du Département des Sports, au plus tard 48 heures avant la séance concernée.

Si un club formule de manière répétée et abusive des demandes de dérogation, l'administration communale se réserve le droit de refuser ces demandes et d'appliquer systématiquement le tarif correspondant aux non-tennodois.

§6. La mise à disposition pour les utilisateurs réguliers n'est valable que pendant la saison sportive (septembre à mai). Pour toute demande d'utilisation en dehors de cette période, les utilisateurs doivent soumettre une demande écrite au moins deux semaines à l'avance au Département des Sports.

Article 3. Horaires et Occupation

§1. La salle de sports Guy Cudell est ouverte du lundi au dimanche inclus selon l'horaire établi par le Département des Sports. Il est impératif de respecter l'horaire d'occupation. Les cercles sportifs qui ne respecteraient pas l'horaire prévu peuvent voir leur droit d'occupation suspendu ou annulé.

Toute modification de cet horaire est de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins, lequel se réserve le droit de le modifier de sa propre initiative si les nécessités de fonctionnement ou de gestion l'exigent.

L'infrastructure sportive est fermée les jours fériés légaux et les jours de pont, sauf en cas de matchs de compétition programmés ou d'évènement exceptionnel. Le Département des Sports avertira en temps utile le club ou l'association en cas d'indisponibilité exceptionnelle de la salle.

§2. Par dérogation au §1^{er}, le Département des Sports peut accorder des modifications ou suppléments ponctuels d'horaire aux clubs déjà utilisateurs sans passer par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

§3. Le titulaire d'une autorisation d'occuper la salle à une heure définie ne peut céder, sans l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins, cette autorisation à d'autres personnes ou groupements.

§4. En cas de problème dans l'octroi de plage horaire à des clubs ou des cercles, le titulaire inscrit officiellement en championnat aura la priorité sur la mise à disposition de l'infrastructure sportive.

§5. A la demande du club, les matchs officiels peuvent avoir lieu sans public.

§6. L'absence d'occupation de deux séances non-prévenu par e-mail 48h à l'avance de l'infrastructure mise à disposition du demandeur entraîne le retrait de l'autorisation d'occupation, qui lui est notifié par écrit. Il revient au Collège d'apprécier la validité des éventuelles justifications avancées par le demandeur.

§7. Les titulaires d'autorisations d'occupation et les personnes dont ils répondent doivent veiller à ne pas perturber les activités des autres personnes autorisées à occuper les locaux. A cet effet, ils veilleront à n'utiliser que la salle qui leur a été attribuée ; ils commenceront et termineront leurs propres activités aux heures prévues, en ce compris la pose et la remise en place du matériel.

Article 4. Sécurité et responsabilité

§1. Chaque cercle sportif doit disposer d'une trousse de secours.

§2. Chaque club ou association utilisant la salle devra obligatoirement désigner un représentant officiel qui sera responsable vis-à-vis du Collège des Bourgmestre et Echevins de l'application du présent règlement et du respect des consignes et recommandations qui pourraient être faites par toute personne qualifiée.

§3. Le Collège des Bourgmestre et Echevins décline toute responsabilité quelconque en cas de vol, de perte ou de détérioration d'objets personnels ou de matériel appartenant à des groupements ou des personnes fréquentant les installations.

§4. Chaque groupe est tenu responsable, par le biais du référent, de l'utilisation appropriée des vestiaires et des douches, ainsi que du respect du présent règlement par les clubs visiteurs ou cercles extérieurs. L'occupation des infrastructures sportives ainsi que l'utilisation du matériel et équipement sportifs se font sous l'entière responsabilité de l'occupant. En cas de dégradations, le club utilisateur est responsable de tous les frais de réparation, même si les dégâts sont causés par une équipe visiteuse.

§5. Les titulaires d'autorisations d'occupation devront avoir fait couvrir leur responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (autres occupants ou usagers comme personnes extérieures) et aux biens, équipements et installations mis à disposition, en ce compris les actes de vandalisme, par une police d'assurance. Le demandeur veillera à fournir avant l'occupation des infrastructures la preuve de la souscription du ou des contrats. A défaut, l'accès aux dites infrastructures lui sera refusé.

§6. Le titulaire de l'autorisation d'occupation reste toujours personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration. Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, impôts, droits d'auteurs et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités, en ce compris la pratique de sports.

§7. Tout dommage causé entraînera l'indemnisation à charge du demandeur, sans préjudice de sanctions administratives qui pourraient également être prises. La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

§8. Sans préjudice de la réparation des dommages qui pourraient en résulter, toute contravention à l'une des dispositions du présent règlement ou au règlement général de police entraînera la suspension de l'autorisation d'accès aux infrastructures, ce jusqu'à ce qu'une décision définitive soit prise par le Collège.

Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'utilisation de celle-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

Article 5. Comportement et respect des lieux

§1. Les usagers doivent être vêtus de tenues vestimentaires appropriées et porter des chaussures de sport à semelles plates, ces chaussures devront être dans un parfait état de propreté et auront des semelles qui ne sont pas susceptibles de laisser des traces sur le sol. L'accès à la salle sera refusé aux personnes ne respectant pas ces consignes.

§2. L'activité de foot en salle doit obligatoirement se pratiquer avec des ballons semi-rebond.

§3. Un état des lieux de l'infrastructure sportive sera établi par le surveillant affecté par le Département des Sports, avant et après la tenue de l'événement exceptionnel, en présence du responsable du club sportif.

§4. Dans l'enceinte du complexe, il est strictement interdit :

- de fumer ;
- de cuisiner ou de manger dans les tribunes ;
- de garer des voitures ou motos sous le préau couvert de la salle Guy Cudell (caves en sous-sol), côté rue des Deux Eglises. (une redevance par véhicule sera envoyé au responsable du « club ») ;
- de pénétrer à l'intérieur avec un vélo (non pliable) ou une trottinette, un emplacement étant dédié aux utilisateurs juste à l'entrée (en cas de non-respect, une redevance par véhicule sera envoyé au responsable du « club ») ;
- de se pendre aux panneaux de basket ou de détériorer les filets des goals et des murs ;
- d'installer un bar dans la salle de compétition ;
- de venir accompagné d'animaux.

§5. Il y a lieu de prévoir le placement des tapis de protection pour les manifestations sportives ou non qui risquent de détériorer le revêtement du sol de la salle de sports.

Article 6. Utilisation des espaces communs

§1. Les vestiaires et douches doivent être libérés dans les 20 minutes suivant la fin des activités.

§2. L'aménagement de la salle avant et après une manifestation exceptionnelle est à la charge de l'organisateur.

§3. En cas de situation d'urgence, les usagers sont priés de suivre impérativement les consignes données par le personnel de la salle.

Article 7. Redevances

§1. Les redevances d'occupation sont à payer mensuellement, et peuvent l'être annuellement sur demande du club.

§2. Les équipes de jeunes des cercles locaux des catégories des moins de 18 ans bénéficient d'une réduction de 50 % sur le montant des redevances, conformément aux tarifs repris dans le règlement-redevance ci-annexé et à la condition que l'infrastructure est effectivement occupée par les jeunes.

§3. En cas de retard de paiement, la caisse communale enverra systématiquement un rappel et en cas de non-paiement, le Collège des Bourgmestre et Echevins se verra le droit de mettre fin temporairement ou définitivement à la mise à disposition de l'installation sportive.

Article 8. Affichage et Communication

§1. L'apposition d'affiches ou de documents dans l'établissement doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§2. Les membres du personnel sont disponibles pour répondre aux questions ou suggestions des usagers.

Article 9. Sanctions et Litiges

§1. Les personnes, joueurs ou spectateurs, qui par leur comportement, nuiraient à la bonne tenue ou au bon fonctionnement de l'établissement ou qui ne respecteraient pas les prescriptions réglementaires et recommandations qui leur sont faites, pourraient être expulsées et l'accès de l'établissement pourrait leur être interdit, soit temporairement, soit définitivement.

§2. Les litiges non prévus par le règlement seront examinés au cas par cas par le

Département des Sports et seront soumis éventuellement au Collège des Bourgmestre et Echevins.

§3. Les réclamations éventuelles sont à adresser au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode.

Article 10. Données à caractère personnel

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- Responsable de traitement : la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la redevance ;
- Catégorie de données : données d'identification ;
- Durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour la saison sportive en cours maximum et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat suivant leurs instructions ;
- Méthode de collecte : recensement par l'administration ;
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92 ;
- Exercice de droits ou demande d'information : dpo@sjtn.brussels

Article 11. Entrée en Vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication par voie d'affichage.

Sportdepartement- Goedkeuring van het intern reglement van de sportzaal Guy Cudell gelegen in de Twekerkenstraat 105-107 te 1210 Sint-Joost-ten-Node:

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;

Gelet op het Algemeen Politierglement ;

Overwegende dat de Gemeente beschikt over een infrastructuur die overeenkomt met een sportzaal genaamd "Guy Cudell", gelegen Twekerkenstraat 105-107 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat het beheer van de sportzaal Guy Cudell momenteel wordt verzekerd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-Ten-Node via de Sportdienst ;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van deze infrastructuur aan het publiek de naleving van fundamentele regels veronderstelt die de relaties tussen de gebruikers en het personeel van de sportzaal Guy Cudell regelen, en die de relaties tussen de gebruikers regelen;

Overwegende dat het daarom noodzakelijk is om een intern reglement goed te keuren dat van toepassing is binnen deze instelling ;

Dat dit intern reglement zich richt tot elke gebruiker van de sportzaal en het personeel dat er werkzaam is, en dat het gebruik van deze ruimte inhoudt dat de regels en normen die in deze tekst zijn vastgelegd, worden nageleefd ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Het intern reglement goed te keuren dat hierna wordt vermeld met betrekking tot de werking van de sportzaal Guy Cudell gelegen Twekerkenstraat 105-107 te 1210 Sint-

Intern Reglement – Sportzaal Guy Cudell (2025-2030)

Artikel 1. Voorwerp en definities

Dit reglement is van toepassing in de lokalen van de sportzaal Guy Cudell gelegen Tweekerkenstraat 105-107 te 1210 Sint-Joost-ten-Node.

Het geldt voor alle personen die de sportzaal bezoeken evenals voor het personeel dat er werkzaam is.

Dit reglement wordt op een zichtbare plaats in het gebouw aangeplakt en iedereen wordt geacht ervan kennis te hebben genomen. Elk sportclub of vereniging ontvangt een exemplaar. Gebruikers, bezoekers, clubleden en groepsverantwoordelijken worden geacht kennis te hebben genomen van dit reglement en verbinden zich ertoe het nauwgezet en voortdurend na te leven.

§2. Voor de toepassing van onderhavig reglement wordt verstaan onder :

- **Tennoodse club** : club waarvan de zetel zich bevindt op het grondgebied van Sint-Joost-ten-Node en die onder zijn leden ten minste 60 % personen heeft die in Sint-Joost wonen, of die daar zijn activiteiten al minstens 5 jaar organiseert.
- **Paragemeentelijke verenigingen/Tennoodse diensten** : verenigingen waarvan de bestuursorganen (algemene vergadering en/of Raad van Bestuur) leden bevatten die zijn aangesteld door de Gemeenteraad van Sint-Joost.
- **Jongere** : elke persoon jonger dan 18 jaar op 31 augustus van het jaar n+1.
- **Jaarlijkse bezettingen** : regelmatige reserveringen op basis van een seizoen van 35 weken (trainingen en competities).
- **Occasionele bezettingen** : alle andere bezettingen (stages, toernooien, eenmalige evenementen).
- **Particuliere ondernemingen** : elke rechtspersoon met winstoogmerk, gelijkgesteld aan een niet-Tennoodse club, waarvan het kapitaal wordt beheerd door particulieren, particuliere investeerders of andere particuliere entiteiten, en niet door de staat.

Artikel 2. Toegang en Reservering

§1. De toelating voor het gebruik van de sportfaciliteit is afhankelijk van de betaling van een retributie vastgesteld door het retributiereglement met betrekking tot de tarieven van de sportzaal Guy Cudell.

§2. Elke aanvraag voor bezetting, hetzij voor wekelijkse, reguliere, occasionele activiteiten of deelname aan een officiële competitie van het komende seizoen, moet zo vroeg mogelijk en uiterlijk vóór 15 mei van het voorgaande seizoen worden ingediend bij de Sportdienst. Na het verstrijken van deze termijn en tijdens het seizoen worden reserveringen gemaakt op basis van de nog beschikbare tijdvakken en de reeds geplande wekelijkse activiteiten.

§3. Aanvragen tot bezetting moeten ten minste twee weken voor de gewenste datum worden ingediend bij de Sportdienst. Bij de toewijzing van tijdvakken wordt voorrang gegeven aan Tennoodse clubs en verenigingen.

Elke annulering van de reservering moet ten minste vijftien dagen vóór de bezetting worden aangevraagd, anders blijft de reservering geldig, behalve in geval van overmacht.

De bezetting dient te worden goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node en moet strikt voldoen aan het bezettingsrooster dat door hen wordt vastgesteld.

§4. Evenementen van uitzonderlijke aard worden in elk geval afzonderlijk behandeld

door de Sportdienst en voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen ter beslissing.

In geval van een uitzonderlijke organisatie van een groot evenement (toernooi, wedstrijd, sportief of cultureel evenement) kan de Gemeente de zaal Guy Cudell ter beschikking stellen voor een periode van een volledige dag of verdeeld over een of twee tijdvakken van 4 uur. In dat geval worden de clubs en verenigingen die gewoonlijk gebruik maken van de infrastructuur tijdig op de hoogte gebracht door de Sportdienst. Voor deze uitzonderlijke bezettingen geldt een speciaal tarief dat wordt vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen.

§5. De sportverenigingen of clubs zijn verplicht om de Sportdienst een lijst van elk van hun teams te bezorgen, waarin de naam, voornaam, adres en het nationale nummer van de spelers worden vermeld zoals deze voorkomen op hun identiteitskaart. Voor elke sessie is elke gebruiker verplicht om het gemeentepersoneel een document te overhandigen waarin de namenlijst van de deelnemers (naam, voornaam, adres, leeftijd) wordt vermeld. Deze informatie wordt uitsluitend verzameld om : de kwaliteit van de Tennoodse club te verifiëren (woonplaats van de leden), de kortingen toe te passen (jongeren/volwassenen), en het administratieve en veiligheidsbeheer te waarborgen. De verstrekte persoonsgegevens worden verwerkt in overeenstemming met artikel 10 van onderhavig reglement.

De gemeentelijke administratie behoudt zich het recht voor om de juistheid van de informatie die door de verantwoordelijken van de betrokken clubs is verstrekt, te controleren.

Bij controles, als de club of vereniging de voorwaarde van 60 % Tennoodse leden gedurende het hele kalenderjaar niet respecteert, zal deze automatisch onderworpen zijn aan het tarief dat van toepassing is op niet-Tennoodse clubs voor al zijn bezettingen.

In geval van een eenmalige wijziging (afwezigheid van spelers, vervangingen, bijzondere omstandigheden), kan de club een gemotiveerd afwijgingsverzoek indienen bij de Sportdienst, uiterlijk 48 uur voor de betreffende sessie.

Als een club op een herhaaldelijke manier misbruik maakt van afwijgingsverzoeken, behoudt de gemeentelijke administratie zich het recht voor om deze aanvragen in de toekomst te weigeren en systematisch het tarief dat van toepassing is op niet-Tennoodse clubs toe te passen.

§6. De terbeschikkingstelling voor regelmatige gebruikers geldt enkel tijdens het sportseizoen (september tot mei). Voor elke aanvraag tot gebruik buiten deze periode moeten gebruikers ten minste twee weken van tevoren een schriftelijk verzoek indienen bij de Sportdienst.

Artikel 3. Openingstijden en Bezetting

§1. De sportzaal Guy Cudell is geopend van maandag tot en met zondag volgens de openingstijden vastgesteld door de Sportdienst. Het is absoluut noodzakelijk om de bezettingstijden te respecteren. Van sportclubs die deze richtlijn niet naleven, kan hun recht op bezetting worden geschorst of geannuleerd.

Elke wijziging van dit uurrooster valt onder de bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen, dat zich het recht voorbehoudt om het op eigen initiatief te wijzigen indien de werking of het beheer dit vereisen.

De sportinfrastructuur is gesloten op wettelijke feestdagen en brugdagen, behalve in geval van geplande competitiewedstrijden of uitzonderlijke evenementen. De Sportdienst zal de club of vereniging tijdig op de hoogte brengen in geval van uitzonderlijke onbeschikbaarheid van de zaal.

§2. In afwijking van §1 kan de Sportdienst reeds bestaande gebruikers van de zaal eenmalige wijzigingen of aanvullingen op het uurrooster toestaan zonder tussenkomst van het College van Burgemeester en Schepenen.

§3. De houder van een toelating om de zaal op een bepaald tijdstip te gebruiken, mag

deze toelating niet aan andere personen of groepen overdragen zonder akkoord van het college van burgemeester en schepenen .

§4. In geval van problemen bij de toekenning van tijdvakken aan clubs of verenigingen, krijgt de houder die officieel in een kampioenschap is ingeschreven voorrang bij de terbeschikkingstelling van de sportinfrastructuur.

§5. Op verzoek van de club kunnen officiële wedstrijden zonder publiek plaatsvinden.

§6. Bij gebreke van bezetting gedurende twee sessies waarbij dit niet 48 uur van tevoren per e-mail wordt gemeld, zal de toelating tot bezetting worden ingetrokken, hetgeen de aanvrager schriftelijk wordt meegedeeld. Het is aan het College om de geldigheid van eventuele verantwoordingen van de aanvrager te beoordelen.

§7. Houders van toelatingen tot bezetting en de personen voor wie deze verantwoordelijk zijn, dienen ervoor te zorgen dat zij de activiteiten van andere personen die toelating hebben om de lokalen te gebruiken, niet verstoren. Daartoe zullen zij zich ervan verzekeren dat zij enkel de zaal gebruiken die hun werd toegekend; zij zullen hun eigen activiteiten op de voorziene uren aanvangen en beëindigen, met inbegrip van het plaatsen en terugzetten van het materiaal.

Artikel 4. Veiligheid en Aansprakelijkheid

§1. Elke sportvereniging moet beschikken over een EHBO-doos.

§2. Elke club of vereniging die de zaal gebruikt, moet een officiële vertegenwoordiger aanwijzen die tegenover het College van Burgemeester en Schepenen verantwoordelijk is voor de toepassing van onderhavig reglement en de naleving van de instructies en aanbevelingen die door een gekwalificeerde persoon kunnen worden gegeven.

§3. De gemeentelijke administratie wijst elke aansprakelijkheid af voor beschadigde, gestolen of verloren kleding of persoonlijke voorwerpen of materiaal dat toebehoort aan groepen of personen die de infrastructuur gebruiken.

§4. Elke groep staat tevens in, via de verantwoordelijke, voor het correct gebruik van de kleedkamers en douches, evenals voor het naleven van dit reglement door de bezoekende clubs of externe verenigingen. De bezetting van de sportinfrastructuren en het gebruik van sportmateriaal en -uitrusting vinden plaats onder de volledige verantwoordelijkheid van de gebruiker. In geval van schade is de organiserende club verantwoordelijk voor de reparatiekosten, zelfs als de schade is veroorzaakt door een bezoekend team.

§5. Houders van toelatingen tot bezetting moeten hun burgerlijke aansprakelijkheid voor schade aan derden (andere bezetters of gebruikers zoals externe personen) en aan ter beschikking gestelde goederen, uitrustingen en installaties, met inbegrip van vandalisme, door een verzekeringspolis laten dekken. De aanvrager dient vóór de bezetting van de infrastructuur het bewijs van het afsluiten van het/de contract(en) overleggen. Bij gebreke hiervan wordt hem de toegang tot de genoemde infrastructuur geweigerd.

§6. De houder van de toelating tot bezetting blijft aansprakelijk tegenover derden en elke autoriteit of administratie. Hij is verplicht om, indien van toepassing, belastingen, auteursrechten en andere eventuele retributies te betalen die voortvloeien uit zijn activiteiten, met inbegrip van het beoefenen van sport.

§7. Elke veroorzaakte schade zal worden vergoed door de aanvrager, onverminderd eventuele administratieve sancties die ook kunnen worden opgelegd. De gemeente is niet aansprakelijk voor schade die zou kunnen voortvloeien uit de al dan niet foutieve uitoefening van de activiteit waarop de toelating betrekking heeft.

§8. Onverminderd de vergoeding van de schade die hieruit zou kunnen voortvloeien, leidt elke overtreding van een van de bepalingen van dit reglement of van het algemeen politiereglement tot de schorsing van de toegangsvergunning tot de infrastructuur, totdat het College een definitieve beslissing heeft genomen.

De begunstigden dienen zich strikt te houden aan de voorschriften van de

vergunningsakte en ervoor zorgen dat het gebruik ervan geen schade toebrengt aan anderen en geen afbreuk doet aan de openbare veiligheid, rust, gezondheid of netheid.

Artikel 5. Gedrag en Respect voor de Ruimten

§1. Gebruikers moeten gepaste kleding dragen en sportschoenen met platte zolen. Deze schoenen moeten perfect schoon zijn en zolen hebben die geen sporen achterlaten op de vloer. Personen die zich niet aan deze voorschriften houden, wordt de toegang tot de vier zalen geweigerd.

§2. Zaalvoetbal moet verplicht worden beoefend met semi-bounceballen.

§3. Een inventaris van de sportinfrastructuur zal worden opgesteld door de toezichthouder van de Sportdienst, voor en na het houden van een uitzonderlijk evenement, in aanwezigheid van de verantwoordelijke van de sportvereniging.

§4. Binnen het complex is het ten strengste verboden om :

- te roken ;
- te koken of te eten op de tribunes ;
- auto's of motoren te parkeren onder de overdekte ruimte van zaal Guy Cudell (kelders), aan de kant van de Tweekerkenstraat (er wordt een retributie per voertuig naar de verantwoordelijke van de “club” gestuurd);
- het gebouw binnen te gaan met een fiets (niet opvouwbaar) of een step, aangezien er bij de ingang een speciale plaats voor gebruikers is (bij niet-naleving wordt een retributie per voertuig naar de verantwoordelijke van de “club” gestuurd);
- aan de basketborden te hangen en de netten van de doelen en de muren te beschadigen.
- een bar te installeren in de competitieruimte ;
- dieren mee te brengen ;

§5. Er dienen beschermende matten te worden voorzien voor sportieve of andere evenementen die de vloer van de sportzaal kunnen beschadigen.

Artikel 6. Gebruik van Gemeenschappelijke Ruimten

§1. De kleedkamers en douches moeten binnen 20 minuten na afloop van de activiteiten worden vrijgemaakt.

§2. De inrichting van de zaal voor en na een uitzonderlijk evenement is de verantwoordelijkheid van de organisator.

§3. In geval van een noodsituatie worden de gebruikers dringend verzocht de instructies van het personeel van de zaal strikt op te volgen.

Artikel 7. Retributies

§1. De retributies voor bezetting moeten maandelijks worden voldaan en kunnen jaarlijks worden betaald op verzoek van de club.

§2. Jeugdploegen van categorieën jonger dan 18 jaar genieten van een korting van 50 % op het bedrag van de retributies, in overeenstemming met de tarieven vermeld in het retributiereglement en op voorwaarde dat de infrastructuur daadwerkelijk door jongeren wordt gebruikt.

§3. In geval van laattijdige betaling, zal de gemeentekas systematisch een herinnering sturen en, in geval van niet-betaling, behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om de terbeschikkingstelling van de sportinfrastructuur tijdelijk of definitief te beëindigen.

Artikel 8. Aankondiging en Communicatie

§1. Het aanbrengen van affiches of documenten binnen de instelling vereist de toelating van het College van Burgemeester en Schepenen.

§2. De leden van het personeel zijn beschikbaar om vragen of suggesties van gebruikers te beantwoorden.

Artikel 9. Sancties en Geschillen

§1. Personen, spelers of toeschouwers die door hun gedrag de goede orde of de goede werking van de instelling verstoren of die zich niet houden aan de voorschriften en aanbevelingen die hun worden opgelegd, kunnen worden verwijderd en de toegang tot de instelling kan hun tijdelijk of definitief worden ontzegd.

§2. Geschillen die niet in het reglement zijn voorzien, zullen per geval door de Sportdienst worden onderzocht en eventueel worden voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen.

§3. Eventuele klachten dienen te worden gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node.

Artikel 10. Persoonsgegevens

De verwerking van persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering van dit reglement vindt plaats volgens de volgende regels :

Verantwoordelijke voor de gegevensverwerking : Gemeente Sint-Joost-ten-Node ;

Doeleinde van de verwerking : vaststelling en inning van de retributie ;

Categorie van gegevens : identificatiegegevens ;

Bewaartermijn : de Gemeente verbindt zich ertoe de gegevens maximaal gedurende het lopende sportseizoen te bewaren en ze daarna te verwijderen of over te dragen aan het archief van de Staat volgens hun instructies ;

Verzamelmethode : telling door de administratie ;

Verstrekking van gegevens : de gegevens worden enkel verstrekt aan derden die daartoe wettelijk bevoegd zijn, met name op grond van artikel 327 van het CIR92 ;

Uitoefening van rechten of aanvraag van informatie : dpo@sjtn.brussels

Artikel 11. Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de publicatie ervan door middel van aanplakking.

26.11.2025/A/0017 **Salle de sports Liedekerke sise 40, rue de Liedekerke, à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ; règlement d'ordre intérieur ; adoption.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant que la Commune possède une infrastructure correspondant à une salle de sports dénommée « Liedekerke », sise 40, rue de Liedekerke à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que la gestion de la salle de sports Liedekerke est présentement assurée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Saint-Josse-Ten-Noode via le Département des Sports en dehors des heures d'occupation du lycée Guy Cudell;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public suppose le respect de règles fondamentales réglant les rapports entre les usagers et le personnel de la salle de sports Liedekerke, et celles réglant les rapports entre les usagers ;

Considérant qu'il est ainsi nécessaire d'adopter un règlement d'ordre intérieur applicable au sein de cet établissement ;

Que ce règlement d'ordre intérieur s'adresse à tout usager de la salle de sports ainsi qu'au personnel y travaillant et que la fréquentation de ce lieu implique ainsi l'adhésion aux règles et normes prévues par le présent texte ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur repris ci-après relatif au fonctionnement de la salle de sports Liedekerke sise 40, rue de Liedekerke à 1210 Saint-Josse-ten-Noode :

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR RELATIF A LA SALLE DE SPORTS LIEDEKERKE (2025-2030)

Article 1. Objet et définitions

§1. Le présent règlement est d'application dans les locaux de la salle de sports Liedekerke sise rue de Liedekerke 40, à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.

Il s'applique à tous les usagers de la salle de sports Liedekerke ainsi qu'au personnel y travaillant.

§2. Ce règlement sera affiché dans l'établissement de façon apparente et chacun est censé en avoir pris connaissance. Un exemplaire sera remis à chaque cercle sportif ou association. Les usagers, visiteurs, membres de clubs et responsable de groupes sont censés avoir pris connaissance de ce règlement et s'engagent à s'y conformer scrupuleusement et en permanence.

Article 2. Accès et réservation

§1. L'autorisation d'occupation de l'installation sportive est subordonnée au paiement d'une redevance fixée par le règlement-redevance relatif à la tarification de la salle de sports Liedekerke.

§2. Toute demande d'occupation, qu'il s'agisse d'activités hebdomadaires, régulières, ponctuelles ou de participation à un championnat officiel de la saison à venir, doit être introduite le plus tôt possible et au plus tard le 15 mai de la saison précédente auprès du Département des Sports. Passé ce délai, et durant la saison, les réservations seront effectuées en fonction des créneaux horaires encore disponibles et les activités hebdomadaires déjà planifiées.

Toute annulation de la réservation devra être sollicitée au moins quinze jours à l'avance avant l'occupation, sinon elle reste due, sauf cas de force majeure.

§3. Chaque club ou association utilisant la salle devra obligatoirement désigner un représentant officiel qui sera responsable vis-à-vis du Collège des Bourgmestre et Echevins de l'application du présent règlement et du respect des consignes et recommandations qui pourraient être faites par toute personne qualifiée.

§4. Le Département des Sports avertira en temps utile le club ou l'association en cas d'indisponibilité exceptionnelle de la salle.

§5. Les événements revêtant un caractère exceptionnel feront l'objet d'un examen particulier, dans chaque cas, par le Département des Sports et présentés au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

§6. La mise à disposition pour les utilisateurs réguliers n'est valable que pendant la saison sportive (septembre à mai). Pour toute demande d'utilisation en dehors de cette période, les utilisateurs doivent soumettre une demande écrite au moins deux semaines à l'avance au Département des Sports.

Article 3. Horaires et occupation

§1. La salle de sports Liedekerke est ouverte du lundi au dimanche inclus selon l'horaire établi par le Département des Sports. Il est impératif de respecter l'horaire d'occupation. Les cercles sportifs qui ne respecteraient pas l'horaire prévu peuvent voir leur droit d'occupation suspendu ou annulé. -

Toute modification de cet horaire est de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins, lequel se réserve le droit de le modifier de sa propre initiative si les nécessités de fonctionnement ou de gestion l'exigent.

L'infrastructure sportive est fermée les jours fériés légaux et les jours de pont, sauf pour les matchs de compétition programmés ou d'évènement exceptionnel.

§2. Par dérogation au §1^{er}, le Département des Sports peut mettre la salle de sports à la disposition des cercles locaux déjà utilisateurs de la salle, sans avoir besoin de passer par le Collège des Bourgmestre et Echevins en cas d'ajout de match de championnat ou de demande exceptionnelle.

§3. Le titulaire d'une autorisation d'occuper la salle à une heure définie ne peut céder, sans l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins, cette autorisation à d'autres personnes ou groupements.

§4. Les titulaires d'autorisations d'occupation et les personnes dont ils répondent doivent veiller à ne pas perturber les activités des autres personnes autorisées à occuper les locaux. A cet effet, ils veilleront à n'utiliser que la salle qui leur a été attribuée ; ils commenceront et termineront leurs propres activités aux heures prévues, en ce compris la pose et la remise en place du matériel.

Article 4. Sécurité et Responsabilité

§1. Chaque club sportif doit disposer d'une trousse de secours.

§2. Le Collège des Bourgmestre et Echevins décline toute responsabilité quelconque en cas de vol, de perte ou de détérioration d'objets personnels ou de matériel appartenant à des groupements ou des personnes fréquentant les installations.

§3. Chaque groupe est tenu responsable, par le biais du référent, de l'utilisation appropriée des vestiaires et des douches, ainsi que du respect du présent règlement par les clubs visiteurs ou cercles extérieurs. L'occupation des infrastructures sportives ainsi que l'utilisation du matériel et équipement sportifs se font sous l'entière responsabilité de l'occupant. En cas de dégradations, le club utilisateur est responsable de tous les frais de réparation.

§4. Les titulaires d'autorisations d'occupation devront avoir fait couvrir leur responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (autres occupants ou usagers comme personnes extérieures) et aux biens, équipements et installations mis à disposition, en ce compris les actes de vandalisme, par une police d'assurance.

§5. Le titulaire de l'autorisation d'occupation reste toujours personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration. Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, impôts, droits d'auteurs et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités, en ce compris la pratique de sports.

§6. Tout dommage causé entraînera l'indemnisation à charge du demandeur, sans préjudice de sanctions administratives qui pourraient également être prises. La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

§7. Sans préjudice de la réparation des dommages qui pourraient en résulter, toute contravention à l'une des dispositions du présent règlement ou au règlement général de police entraînera la suspension de l'autorisation d'accès aux infrastructures, ce jusqu'à ce qu'une décision définitive soit prise par le Collège.

Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'utilisation de celle-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

Article 5. Comportement et Respect des Lieux

§1. Les usagers doivent être vêtus de tenues vestimentaires appropriées et porter des chaussures de sport à semelles plates, ces chaussures devront être dans un parfait état de propreté et auront des semelles qui ne sont pas susceptibles de laisser des traces sur le sol. L'accès aux quatre salles sera refusé aux personnes ne respectant pas ces consignes.

§2. L'activité de foot en salle doit obligatoirement se pratiquer avec des ballons semi-rebond.

§3. Un état des lieux de l'infrastructure sportive sera établi par le surveillant affecté par le Département des Sports, avant et après la tenue de l'événement exceptionnel, en présence du responsable du club sportif.

§4. Dans l'enceinte du complexe, il est strictement interdit :
de fumer ;
de cuisiner ;
de manger ;

de souiller les lieux ;
de garer des motos ou trottinettes dans la cour intérieure ;
de pénétrer à l'intérieur avec un vélo (non pliable) ou une trottinette ;
de se pendre aux panneaux de basket ou de détériorer les filets des goals ;
de venir accompagné d'animaux.

§5. Il y a lieu de prévoir le placement des tapis de protection pour les manifestations sportives ou non qui risquent de détériorer le revêtement du sol de la salle de sports.

Article 6. Utilisation des Espaces Communs

§1. Les vestiaires et douches doivent être libérés dans les 20 minutes suivant la fin des activités.

§2. L'aménagement de la salle avant et après une manifestation exceptionnelle est à la charge de l'organisateur.

§3. En cas de situation d'urgence, les usagers sont priés de suivre impérativement les consignes données par le personnel de la salle.

Article 7. Redevances

§1. Les redevances d'occupation sont à payer mensuellement et peuvent l'être annuellement sur demande du club .

§2. En cas de retard de paiement, la caisse communale enverra systématiquement un rappel et en cas de non-paiement, le Collège des Bourgmestre et Echevins se verra le droit de mettre fin temporairement ou définitivement à la mise à disposition de l'installation sportive.

Article 8. Affichage et Communication

§1. L'apposition d'affiches ou de documents dans l'établissement doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§2. Les membres du personnel sont disponibles pour répondre aux questions ou suggestions des usagers.

Article 9. Sanctions et Litiges

§1. Les personnes, joueurs ou spectateurs, qui par leur comportement, nuiraient à la bonne tenue ou au bon fonctionnement de l'établissement ou qui ne respecteraient pas les prescriptions réglementaires et recommandations qui leur sont faites, pourraient être expulsées et l'accès de l'établissement pourrait leur être interdit, soit temporairement, soit définitivement.

§2. Les litiges non prévus par le règlement seront examinés au cas par cas par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

§3. Les réclamations éventuelles sont à adresser au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode.

Article 10. Données à caractère personnel

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- Responsable de traitement : la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la redevance ;
- Catégorie de données : données d'identification ;
- Durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour la saison sportive en cours maximum et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat suivant leurs instructions ;
- Méthode de collecte : recensement par l'administration ;
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92 ;
- Exercice de droits ou demande d'information : dpo@sjtn.brussels

Article 11. Entrée en Vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication par voie d'affichage.

Sportzaal Liedekerke gelegen Liedekerkestraat 40 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ; intern reglement ; goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;

Gelet op het Algemeen Politierglement ;

Overwegende dat de Gemeente beschikt over een infrastructuur die overeenkomt met een sportzaal genaamd “Liedekerke”, gelegen Liedekerkestraat 40 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat het beheer van de sportzaal Liedekerke momenteel wordt verzekerd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node via de Sportdienst buiten de uren dat het Guy Cudell Lyceum er gebruik van maakt ;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van deze infrastructuur aan het publiek de naleving van fundamentele regels veronderstelt die de relaties tussen de gebruikers en het personeel van de sportzaal Liedekerke regelen, en die de relaties tussen de gebruikers regelen;

Overwegende dat het daarom noodzakelijk is om een intern reglement goed te keuren dat van toepassing is binnen deze instelling ;

Dat dit intern reglement zich richt tot elke gebruiker van de sportzaal en het personeel dat er werkzaam is, en dat het gebruik van deze ruimte inhoudt dat de regels en normen die in deze tekst zijn vastgelegd, worden nageleefd ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Het intern reglement goed te keuren dat hierna wordt vermeld met betrekking tot de werking van de sportzaal Liedekerke gelegen Liedekerkestraat 40 te 1210 Sint-Joost-ten-Node :

Intern Reglement – Sportzaal Liedekerke (2025-2030)

Artikel 1. Voorwerp en definities

Dit reglement is van toepassing in de lokalen van de sportzaal Liedekerke gelegen Liedekerkestraat 40 te 1210 Sint-Joost-ten-Node.

Het geldt voor alle personen die de sportzaal bezoeken evenals voor het personeel dat er werkzaam is.

Dit reglement wordt op een zichtbare plaats in het gebouw aangeplakt en iedereen wordt geacht ervan kennis te hebben genomen. Elk sportclub of vereniging ontvangt een exemplaar. Gebruikers, bezoekers, clubleden en groepsverantwoordelijken worden geacht kennis te hebben genomen van dit reglement en verbinden zich ertoe het nauwgezet en voortdurend na te leven.

Artikel 2. Toegang en Reservering

§1. De toelating voor het gebruik van de sportfaciliteit is afhankelijk van de betaling van een retributie vastgesteld door het retributiereglement met betrekking tot de tarieven van de sportzaal Liedekerke.

§2. Elke aanvraag voor bezetting, hetzij voor wekelijkse, reguliere, occasionele activiteiten of deelname aan een officiële competitie van het komende seizoen, moet

zo vroeg mogelijk en uiterlijk vóór 15 mei van het voorgaande seizoen worden ingediend bij de Sportdienst. Na het verstrijken van deze termijn en tijdens het seizoen worden reserveringen gemaakt op basis van de nog beschikbare tijdvakken en de reeds geplande wekelijkse activiteiten.

Elke annulering van de reservering moet ten minste vijftien dagen vóór de bezetting worden aangevraagd, anders blijft de reservering geldig, behalve in geval van overmacht.

§3. Elke club of vereniging die de zaal gebruikt, dient een officiële vertegenwoordiger aan te wijzen die tegenover het College van Burgemeester en Schepenen verantwoordelijk is voor de toepassing van dit reglement en de naleving van de instructies en aanbevelingen die door een gekwalificeerde persoon kunnen worden gegeven.

§4. De Sportdienst zal de club of vereniging tijdig op de hoogte brengen wanneer de zaal uitzonderlijk niet beschikbaar is.

§5. Evenementen van uitzonderlijke aard zullen in elk geval afzonderlijk worden onderzocht door de Sportdienst en ter beslissing worden voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen.

§6. De terbeschikkingstelling voor regelmatige gebruikers geldt enkel tijdens het sportseizoen (september tot mei). Voor elke aanvraag tot bezetting buiten deze periode moeten gebruikers ten minste twee weken van tevoren een schriftelijk verzoek indienen bij de Sportdienst.

Artikel 3. Openingstijden en Bezetting

§1. De sportzaal Liedekerke is geopend van maandag tot en met zondag volgens de openingstijden vastgesteld door de Sportdienst. Het is absoluut noodzakelijk om de bezettingstijden te respecteren. Van sportclubs die deze richtlijn niet naleven, kan hun recht op bezetting worden geschorst of geannuleerd.

Elke wijziging van dit uurrooster valt onder de bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen, dat zich het recht voorbehoudt om het op eigen initiatief te wijzigen indien de werking of het beheer dit vereisen.

De sportinfrastructuur is gesloten op wettelijke feestdagen en bruggen, behalve in geval van geplande competitiewedstrijden of uitzonderlijke evenementen. De Sportdienst zal de club of vereniging tijdig op de hoogte brengen in geval van uitzonderlijke onbeschikbaarheid van de zaal.

§2. In afwijking van §1 kan de Sportdienst reeds bestaande gebruikers van de zaal eenmalige wijzigingen of aanvullingen op het uurrooster toestaan zonder tussenkomst van het College van Burgemeester en Schepenen.

§3. De houder van een toelating om de zaal op een bepaald tijdstip te gebruiken, mag deze toelating niet aan andere personen of groepen overdragen zonder akkoord van het college van burgemeester en schepenen.

§4. Houders van toelatingen tot bezetting en de personen voor wie deze verantwoordelijk zijn, dienen ervoor te zorgen dat zij de activiteiten van andere personen die toelating hebben om de lokalen te gebruiken, niet verstoren. Daartoe zullen zij zich ervan verzekeren dat zij enkel de zaal gebruiken die hun werd toegekend; zij zullen hun eigen activiteiten op de voorziene uren aanvangen en beëindigen, met inbegrip van het plaatsen en terugzetten van het materiaal.

Artikel 4. Veiligheid en Aansprakelijkheid

§1. Elke sportvereniging moet beschikken over een EHBO-doos.

§2. De gemeentelijke administratie wijst elke aansprakelijkheid af voor beschadigde, gestolen of verloren kleding of persoonlijke voorwerpen of materiaal dat toebehoort aan groepen of personen die de infrastructuur gebruiken.

§3. Elke groep staat in, via de verantwoordelijke, voor het correct gebruik van de kleedkamers en douches, evenals voor het naleven van dit reglement door de

bezoekende clubs of externe verenigingen. De bezetting van de sportinfrastructuur en het gebruik van sportmateriaal en -uitrusting vinden plaats onder de volledige verantwoordelijkheid van de gebruiker. In geval van schade is de organiserende club verantwoordelijk voor de reparatiekosten.

§4. Houders van toelatingen tot bezetting moeten hun burgerlijke aansprakelijkheid voor schade aan derden (andere bezetters of gebruikers zoals externe personen) en aan ter beschikking gestelde goederen, uitrustingen en installaties, met inbegrip van vandalisme, door een verzekeringspolis laten dekken.

§5. De houder van de toelating tot bezetting blijft aansprakelijk tegenover derden en elke autoriteit of administratie. Hij is verplicht om, indien van toepassing, belastingen, auteursrechten en andere eventuele retributies te betalen die voortvloeien uit zijn activiteiten, met inbegrip van het beoefenen van sport.

§6. Elke veroorzaakte schade zal worden vergoed door de aanvrager, onverminderd eventuele administratieve sancties die ook kunnen worden opgelegd. De gemeente is niet aansprakelijk voor schade die zou kunnen voortvloeien uit de al dan niet foutieve uitoefening van de activiteit waarop de toelating betrekking heeft.

§7. Onverminderd de vergoeding van de schade die hieruit zou kunnen voortvloeien, leidt elke overtreding van een van de bepalingen van dit reglement of van het algemeen politiereglement tot de schorsing van de toegangsvergunning tot de infrastructuur, totdat het College een definitieve beslissing heeft genomen.

De begunstigden dienen zich strikt te houden aan de voorschriften van de vergunningsakte en ervoor zorgen dat het gebruik ervan geen schade toebrengt aan anderen en geen afbreuk doet aan de openbare veiligheid, rust, gezondheid of netheid.

Artikel 5. Gedrag en Respect voor de Ruimten

§1. Gebruikers moeten gepaste kleding dragen en sportschoenen met platte zolen. Deze schoenen moeten perfect schoon zijn en zolen hebben die geen sporen achterlaten op de vloer. Personen die zich niet aan deze voorschriften houden, wordt de toegang tot de vier zalen geweigerd.

§2. Zaalvoetbal moet verplicht worden beoefend met semi-bounceballen.

§3. Een inventaris van de sportinfrastructuur zal worden opgesteld door de toezichthouder van de Sportdienst, voor en na het houden van een uitzonderlijk evenement, in aanwezigheid van de verantwoordelijke van de sportvereniging.

§4. Binnen het complex is het ten strengste verboden om :

- te roken ;
- te koken
- te eten ;
- de lokalen te vervuilen ;
- motoren of steps te parkeren op de binnenplaats ;
- het gebouw binnen te gaan met een fiets (niet opvouwbaar) of een step ;
- aan de basketborden te hangen of de netten van de doelen te beschadigen.
- dieren mee te brengen ;

§5. Er dienen beschermende matten te worden voorzien voor sportieve of andere evenementen die de vloer van de sportzaal kunnen beschadigen.

Artikel 6. Gebruik van Gemeenschappelijke Ruimten

§1. De kleedkamers en douches moeten binnen 20 minuten na afloop van de activiteiten worden vrijgemaakt.

§2. De inrichting van de zaal voor en na een uitzonderlijk evenement is de verantwoordelijkheid van de organisator.

§3. In geval van een noodsituatie worden de gebruikers dringend verzocht de instructies van het personeel van de zaal strikt op te volgen.

Artikel 7. Retributies

§1. De retributies voor bezetting moeten maandelijks worden voldaan en kunnen jaarlijks worden betaald op verzoek van de club.

§2. In geval van laattijdige betaling, zal de gemeentekas systematisch een herinnering sturen en, in geval van niet-betaling, behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om de terbeschikkingstelling van de sportinfrastructuur tijdelijk of definitief te beëindigen.

Artikel 8. Aankondiging en Communicatie

§1. Het aanbrengen van affiches of documenten binnen de instelling vereist de voorafgaande toelating van het College van Burgemeester en Schepenen.

§2. De leden van het personeel zijn beschikbaar om vragen of suggesties van gebruikers te beantwoorden.

Artikel 9. Sancties en Geschillen

§1. Personen, spelers of toeschouwers die door hun gedrag de goede orde of de goede werking van de instelling verstoren of die zich niet houden aan de voorschriften en aanbevelingen die hun worden opgelegd, kunnen worden verwijderd en de toegang tot de instelling kan hun tijdelijk of definitief worden ontzegd.

§2. Geschillen die niet in het reglement zijn voorzien, zullen per geval door de Sportdienst worden onderzocht en eventueel worden voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen.

§3. Eventuele klachten dienen te worden gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node.

Artikel 10. Persoonsgegevens

De verwerking van persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering van dit reglement vindt plaats volgens de volgende regels :

Verantwoordelijke voor de gegevensverwerking : Gemeente Sint-Joost-ten-Node ;

Doeleinde van de verwerking : vaststelling en inning van de retributie ;

Categorie van gegevens : identificatiegegevens ;

Bewaartermijn : de Gemeente verbindt zich ertoe de gegevens maximaal gedurende het lopende sportseizoen te bewaren en ze daarna te verwijderen of over te dragen aan het archief van de Staat volgens hun instructies ;

Verzamelmethode : telling door de administratie ;

Verstrekking van gegevens : de gegevens worden enkel verstrekt aan derden die daartoe wettelijk bevoegd zijn, met name op grond van artikel 327 van het CIR92 ;

Uitoefening van rechten of aanvraag van informatie : dpo@sjtn.brussels

Artikel 11. Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de publicatie ervan door middel van aanplakking.

26.11.2025/A/0018 **Département Sports - Salle des sports Nelson Mandela sise 50, rue Verte, à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ; règlement d'ordre intérieur ; adoption.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant que la Commune possède une infrastructure correspondant à une salle de sports, sise 50, rue Verte à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que la gestion de la salle des sports Nelson Mandela est présentement assurée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Saint-Josse-Ten-Noode via le Département des Sports ;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public suppose le

respect de règles fondamentales réglant les rapports entre les usagers et le personnel de la salle des sports Nelson Mandela, et celles réglant les rapports entre les usagers ;
Considérant qu'il est ainsi nécessaire d'adopter un règlement d'ordre intérieur applicable au sein de cet établissement ;
Que ce règlement d'ordre intérieur s'adresse à tout usager de la salle des sports ainsi qu'au personnel y travaillant et que la fréquentation de ce lieu implique ainsi l'adhésion aux règles et normes prévues par le présent texte ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur repris ci-après relatif au fonctionnement de la salle des sports Nelson Mandela sise 50, rue Verte à 1210 Saint-Josse-ten-Noode :

Règlement d'Ordre Intérieur – Salle des Sports Nelson Mandela (2025–2030)

1. Dispositions Générales

Le présent règlement s'applique à tous les usagers de la salle des sports Nelson Mandela ainsi qu'au personnel y travaillant. La fréquentation de la salle implique l'adhésion aux règles énoncées dans ce document.

Article 1 bis – Définitions

- Club tennodois : club dont le siège est situé sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode et qui compte parmi ses membres au moins 60 % de personnes domiciliées à Saint-Josse, ou qui y organise ses activités depuis au moins 5 ans.
- Associations para-communales/services tennodoises : associations dont les organes de gestion comprennent des membres désignés par le Conseil communal de Saint-Josse.
- Jeune : toute personne de moins de 18 ans au 31 août de l'année n+1.
- Occupations annuelles : réservations régulières sur base d'une saison de 35 semaines (entraînements et compétitions).
- Occupations occasionnelles : toutes les autres occupations (stages, tournois, événements ponctuels).
- Entreprises privées : toute personne morale à but lucratif, assimilée à un club non-tennodois.

2. Accès et Réservation

L'autorisation d'utilisation de l'installation sportive est conditionnée par le paiement d'un droit d'accès. Toute personne ayant obtenu la mise à disposition de l'infrastructure doit se conformer au règlement et aux directives du personnel affecté à la salle.

Aucun club ne peut occuper l'infrastructure sans la présence d'un responsable dûment identifié par le Département des Sports.

Les réservations doivent être annulées au moins deux semaines avant l'occupation, sinon elles restent dues sauf cas de force majeure.

L'infrastructure sportive est fermée les jours fériés légaux et les jours de pont, sauf en cas d'événement exceptionnel.

Le Département des Sports avertira en temps utile en cas d'indisponibilité exceptionnelle de la salle.

Les demandes pour des occupations permanentes, qu'il s'agisse d'activités hebdomadaires, régulières, ponctuelles ou de participation à un championnat officiel de la saison à venir, doivent être soumises le plus tôt possible, et au plus tard avant le 15 mai de la saison précédente.

Durant la saison sportive, les réservations seront effectuées en fonction des créneaux horaires encore disponibles des différentes salles de sports et des activités hebdomadaires déjà planifiées

La mise à disposition pour les utilisateurs réguliers n'est valable que pendant la saison sportive (septembre à mai). Pour toute demande d'utilisation en dehors de cette période, les utilisateurs doivent soumettre une demande écrite au moins trois semaines à l'avance au département des sports.

Les événements ayant un caractère exceptionnel seront examinés de manière spécifique par le service des sports et présentés après examen au collège des Bourgmestre et échevins pour décision.

Toute demande d'occupation doit être introduite au moins deux semaines avant la date souhaitée auprès du Département des Sports.

Les clubs et associations tennodoises sont prioritaires dans l'attribution des créneaux horaires.

Chaque club ou association doit obligatoirement désigner un représentant officiel qui sera responsable vis-à-vis de l'administration communale.

Les associations ou clubs sportifs sont tenus de faire parvenir au service des Sports, la liste de chacune de leurs équipes en mentionnant les nom, prénom, domicile et numéro national des joueurs tels que repris sur leur carte d'identité.

Avant chaque séance, chaque occupant est tenu de remettre au personnel communal un document mentionnant la liste nominative des participants (nom, prénom, adresse, âge).

Ces informations sont collectées uniquement pour : vérifier la qualité de club tennodois (résidence des membres), appliquer les réductions tarifaires (jeunes/adultes), assurer le suivi administratif et sécuritaire.

Les données transmises sont traitées par le Département des Sports dans le respect du RGPD. Elles ne sont conservées que pour la saison sportive en cours et ne sont accessibles qu'aux agents communaux compétents.

L'administration communale se réserve le droit de vérifier l'exactitude des renseignements transmis par les responsables des clubs concernés.

Lors des contrôles, si le club ou l'association ne respecte pas la condition de 60 % de membres tennodois sur l'ensemble de l'année civile, il sera automatiquement soumis au tarif applicable aux clubs non-tennodois.

En cas de modification ponctuelle (joueurs absents, remplacements, circonstances particulières), le club peut demander une dérogation motivée auprès du Département des Sports, au plus tard 48 heures avant la séance concernée.

Si un club formule de manière répétée et abusive des demandes de dérogation, l'administration communale se réserve le droit de refuser ces demandes et d'appliquer systématiquement le tarif correspondant aux non-tennodois.

Le Collège est seul habilité à autoriser l'occupation des infrastructures sportives communales.

Grands événements : En cas d'organisation exceptionnelle d'un grand événement (tournoi, compétition, manifestation sportive ou culturelle), la Commune pourra mettre la salle Nelson Mandela à disposition pour une durée équivalente à une journée complète, répartie en une ou deux tranches de 4 heures. Les clubs seront avertis en temps utile. Ces occupations exceptionnelles donneront lieu à un tarif spécial fixé par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

3. Horaires et Occupation

- La salle des Sports Nelson Mandela est ouverte du lundi au dimanche inclus selon l'horaire établi par le Département des Sports.
- Il est impératif de respecter l'horaire d'occupation. Les cercles sportifs qui ne respectent pas Cette directive peuvent voir leur droit d'occupation suspendu ou annulé.

- Le Département des Sports peut accorder des modifications ponctuelles d'horaire aux clubs déjà utilisateurs sans passer par le Collège. Toute nouvelle demande régulière doit en revanche être soumise au Collège.
- Il est strictement interdit de sous-louer les heures d'occupation de la salle des sports.
- En cas de problème dans l'octroi de plage horaire à des clubs ou des cercles, le titulaire inscrit officiellement en championnat aura la priorité sur la mise à disposition de l'infrastructure sportive.
- A la demande du club, les matchs officiels peuvent avoir lieu sans public
- Les infrastructures sont fermées les jours fériés légaux et les jours de pont, sauf pour les matches de compétition programmés.
- L'inoccupation de 2 séances non-prévenu par mail 48h à l'avance de l'infrastructure mise à disposition du demandeur entraîne le retrait de l'autorisation d'occupation, qui lui est notifié par écrit.
- Il revient au Collège d'apprécier la validité des éventuelles justifications avancées par le demandeur.
- La salle Nelson Mandela comprend plusieurs espaces pouvant être utilisés simultanément par différents clubs ou associations. Chaque utilisateur se voit attribuer un espace précis par le Département des Sports et doit respecter cette affectation.
- Les clubs et associations doivent veiller à ce que leurs activités ne gênent pas ni ne perturbent le déroulement des activités des autres utilisateurs présents dans l'infrastructure.

4. Sécurité et Responsabilité

- L'administration communale décline toute responsabilité du chef de vêtements ou objets détériorés, volés ou perdus dans l'enceinte de l'infrastructure.
- Chaque groupe est également tenu responsable, par le biais du référent, de l'utilisation appropriée des vestiaires et des douches, ainsi que du respect de ce règlement par les clubs visiteurs ou cercles extérieurs
- Chaque club doit disposer d'une trousse de secours et d'une assurance responsabilité civile.
- En cas de dégradations, le club organisateur est responsable des frais de réparation, même si les dégâts sont causés par une équipe visiteuse.
- L'occupation des infrastructures sportives ainsi que l'utilisation du matériel et équipement sportifs se font sous l'entière responsabilité de l'occupant. Ce dernier est tenu de prendre l'ensemble des assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'occupation des lieux et à l'exercice de ses activités, en ce compris les actes de vandalisme qui seraient commis par toute personne sous leur responsabilité.
- Le demandeur reste responsable vis-à-vis des tiers et doit payer toutes taxes et droits éventuels (SABAM, impôts, etc.).
- Le demandeur veillera à fournir avant l'occupation des infrastructures la preuve de la souscription du ou des contrats. A défaut, l'accès aux dites infrastructures lui sera refusé.
- Le demandeur reste personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration. Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, impôts, droits d'auteur et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités.
- La commune décline toute responsabilité en cas de dommage corporel, dégâts matériels subis par tout utilisateur ou visiteur de l'infrastructure ou en cas de vol, perte ou détérioration d'objets personnels.
- Tout dommage causé entraînera l'indemnisation à charge du demandeur, sans préjudice de sanctions administratives qui pourraient également être prises.
- Sans préjudice de la réparation des dommages qui pourraient en résulter, toute contravention à l'une des dispositions du présent règlement entraînera la suspension de l'autorisation d'accès aux infrastructures, ce jusqu'à ce qu'une décision définitive

soit prise par le Collège.

- Les utilisateurs des infrastructures sportives communales sont tenus de se conformer aux dispositions du Règlement général de police.

5. Comportement et Respect des Lieux

- Les usagers doivent être équipés de tenues vestimentaires appropriées et porter des chaussures de sport propres et adaptées à l'intérieur (semelles plates) qui ne sont pas susceptibles de laisser des traces sur le sol. L'accès à la salle sera refusé aux personnes ne respectant pas ces consignes.
- L'activité de foot en salle doit obligatoirement se pratiquer avec des ballons semi-rebond.
- Un état des lieux de l'infrastructure sportive sera établi par le surveillant affecté par le Département des sports, avant et après la tenue d'événement exceptionnel, en présence du responsable du club sportif
- Il est strictement interdit de fumer, cuisiner ou manger en dehors de la cafétéria.
- Il est strictement interdit de se pendre aux panneaux de basket ou de détériorer le matériel.
- L'installation d'un bar dans la salle de compétition est strictement interdite.
- Il y a lieu de prévoir le placement des tapis de protection pour les manifestations sportives ou non qui risquent de détériorer le revêtement du sol de la salle des sports
- L'accès aux animaux est strictement interdit.

6. Utilisation des Espaces Communs

- Chaque groupe est tenu responsable, par le biais du référent, de l'utilisation appropriée des vestiaires et des douches, ainsi que du respect de ce règlement par les clubs visiteurs ou cercles extérieurs
- Les vestiaires doivent être libérés dans les 20 minutes suivant la fin des activités.
- L'aménagement de la salle avant et après une manifestation est à la charge de l'organisateur.
- Il est strictement interdit de garer des motos ou trottinettes dans le parking de la salle Nelson Mandela. (une redevance par véhicule sera envoyé au responsable du « club »)
- Les vélos (non pliables) et trottinettes ne peuvent pénétrer dans l'enceinte du bâtiment. (en cas de non-respect, une redevance par véhicule sera envoyé au responsable du « club »)
- En cas de situation d'urgence, les usagers sont priés de suivre impérativement les consignes données par le personnel de la salle

7. Redevances

- Les redevances d'occupation sont à payer mensuellement.
- Le demandeur d'un cercle sportif local ou autres organisation 'non-formateur' de jeunes bénéficient d'une réduction de 50% sur le montant des redevances conformément aux tarifs en annexe et à la condition que l'infrastructure est effectivement occupée par les jeunes des moins de 18 ans.
- Lors des contrôles effectués par l'administration communale sur base des listes nominatives transmises, si le club ou l'association ne respecte pas la condition de 60 % de membres tennodois sur l'ensemble de l'année civile, il sera automatiquement soumis au tarif applicable aux clubs non-tennodois pour l'ensemble de ses occupations.
- Les données nominatives sont traitées conformément au RGPD (Règlement (UE) 2016/679). Elles sont utilisées uniquement par le Département des Sports et, si besoin, par le Collège. Elles ne sont conservées que pour la saison sportive en

cours. Chaque participant dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement de ses données. Ces droits peuvent être exercés en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode.

- En cas de modification ponctuelle (joueurs absents, remplacements, circonstances particulières), le club peut demander une dérogation motivée auprès du Département des Sports, au plus tard 48 heures avant la séance concernée.
- Si un club formule de manière répétée et abusive des demandes de dérogation, l'administration communale se réserve le droit de refuser ces demandes à l'avenir et d'appliquer systématiquement le tarif correspondant aux non-tennoodois.
- En cas de retard de paiement, la caisse communale enverra systématiquement un rappel et en cas de non-paiement, le Collège des Bourgmestre et Echevins se verra le droit de mettre fin temporairement ou définitivement à la mise à disposition de l'installation sportive

8. Affichage et Communication

- L'apposition d'affiches ou de documents dans l'établissement nécessite l'autorisation du Collège communal.
- Les membres du personnel sont disponibles pour répondre aux questions ou suggestions des usagers.

9. Sanctions et Litiges

- Tout manquement au règlement ou non-respect des injonctions du personnel peut entraîner l'expulsion du bâtiment et éventuellement l'exclusion définitive de l'infrastructure sportive.
- Les litiges non prévus par le règlement seront examinés au cas par cas par le Collège communal.

10. Entrée en Vigueur

Le présent règlement prendra effet à compter du cinquième jour suivant celui de sa publication par voie d'affichage.

La réglementation énoncée ci-dessus sera affichée dans l'établissement de façon apparente et un exemplaire sera remis à chaque cercle sportif ou association.

Les usagers, visiteurs, membres de clubs et responsable de groupes sont censés avoir pris connaissance de ce règlement et s'engagent à s'y conformer scrupuleusement et en permanence.

Sportdepartement - Sportzaal Nelson Mandela gelegen Groenstraat 50 te 1210 Sint-Joost-ten-Node; Goedkeuring van de intern Reglement

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;

Gelet op het Algemeen Politiereglement ;

Overwegende dat de Gemeente beschikt over een infrastructuur die overeenkomt met een sportzaal, gelegen in de Groenstraat 50 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat het beheer van de sportzaal Nelson Mandela momenteel wordt verzekerd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-Ten-Noode via de Sportdienst ;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van deze infrastructuur aan het publiek de naleving van fundamentele regels veronderstelt die de relaties tussen de gebruikers en het personeel van de sportzaal Nelson Mandela regelen, evenals die welke de relaties tussen de gebruikers regelen ;

Overwegende dat het daarom noodzakelijk is om een intern reglement goed te keuren dat van toepassing is binnen deze instelling ;

Dat dit intern reglement zich richt tot elke gebruiker van de sportzaal en het personeel dat er werkzaam is, en dat het gebruik van deze ruimte inhoudt dat de regels en normen die in deze tekst zijn vastgelegd, worden nageleefd,
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit :

Het intern reglement goed te keuren dat hierna wordt vermeld met betrekking tot de werking van de sportzaal Nelson Mandela, gelegen in de Groenstraat 50 te 1210 Sint-Joost-ten-Node :

Intern Reglement – Sportzaal Nelson Mandela (2025–2030)

1. Algemene bepalingen

Dit reglement is van toepassing op alle gebruikers van de sportzaal Nelson Mandela evenals op het personeel dat er werkzaam is. Het bezoeken van de zaal impliceert de naleving van de regels die in dit document worden vermeld.

Artikel 1 bis – Definities

- Tennoodse club : club waarvan de zetel zich bevindt op het grondgebied van Sint-Joost-ten-Node en die onder zijn leden ten minste 60 % personen heeft die in Sint-Joost wonen, of die daar zijn activiteiten al minstens 5 jaar organiseert.
- Paragemeentelijke verenigingen/Tennoodse diensten : verenigingen waarvan de bestuursorganen leden bevatten die zijn aangesteld door de Gemeenteraad van Sint-Joost.
- Jongere : elke persoon jonger dan 18 jaar op 31 augustus van het jaar n+1.
- Jaarlijkse bezettingen : regelmatige reserveringen op basis van een seizoen van 35 weken (trainingen en competities).
- Occasionele bezettingen : alle andere bezettingen (stages, toernooien, eenmalige evenementen).
- Particuliere ondernemingen : elke rechtspersoon met winstoogmerk, gelijkgesteld aan een niet-Tennoodse club.

2. Toegang en Reservering

De toelating voor het gebruik van de sportfaciliteit is afhankelijk van de betaling van een toegangsgeld. Elke persoon die de terbeschikkingstelling van de infrastructuur heeft verkregen, moet zich houden aan het reglement en de richtlijnen van het personeel dat aan de zaal is toegewezen.

Geen enkele club mag de infrastructuur bezetten zonder de aanwezigheid van een verantwoordelijke die naar behoren werd aangeduid door de Sportdienst.

Reserveringen moeten ten minste twee weken voor de bezetting worden geannuleerd, anders blijven ze verschuldigd, tenzij in geval van overmacht.

De sportinfrastructuur is gesloten op wettelijke feestdagen en op bruggedagen, behalve in het geval van een uitzonderlijk evenement.

De Sportdienst zal tijdig verwittigen in geval van uitzonderlijke onbeschikbaarheid van de zaal.

Aanvragen voor permanente bezettingen, hetzij voor wekelijkse, reguliere, occasionele activiteiten of deelname aan een officiële competitie van het komende seizoen, moeten zo vroeg mogelijk en uiterlijk vóór 15 mei van het voorgaande seizoen worden ingediend.

Tijdens het sportseizoen worden de reserveringen gemaakt op basis van de nog beschikbare tijdsblokken van de verschillende sportzalen en de al geplande wekelijkse activiteiten.

De terbeschikkingstelling voor regelmatige gebruikers is alleen geldig tijdens het sportseizoen (september tot mei). Voor elke aanvraag om gebruik buiten deze periode moeten gebruikers een schriftelijk verzoek indienen ten minste drie weken van tevoren bij de Sportdienst.

Evenementen met een uitzonderlijk karakter zullen specifiek door de Sportdienst worden beoordeeld en na beoordeling aan het College van Burgemeester en Schepenen worden voorgelegd ter beslissing.

Elke aanvraag tot bezetting moet ten minste twee weken voor de gewenste datum worden ingediend bij de Sportdienst.

De Tennoodse clubs en verenigingen hebben voorrang bij de toewijzing van tijdsblokken.

Elke club of vereniging moet verplicht een officiële vertegenwoordiger aanduiden die verantwoordelijk zal zijn tegenover de gemeentelijke administratie.

De sportverenigingen of clubs zijn verplicht om de Sportdienst een lijst van elk van hun teams te bezorgen, waarin de naam, voornaam, adres en het nationale nummer van de spelers worden vermeld zoals deze op hun identiteitskaart staan vermeld.

Voor elke sessie is elke gebruiker verplicht om het gemeentepersoneel een document te overhandigen waarin de namenlijst van de deelnemers (naam, voornaam, adres, leeftijd) wordt vermeld.

Deze informatie wordt uitsluitend verzameld om : de kwaliteit van de Tennoodse club te verifiëren (woonplaats van de leden), de kortingen toe te passen (jongeren/volwassenen), en het administratieve en veiligheidsbeheer te waarborgen.

De verstrekte gegevens worden door de Sportdienst verwerkt in overeenstemming met de AVG. Ze worden enkel bewaard voor het huidige sportseizoen en zijn enkel toegankelijk voor de bevoegde gemeentelijke ambtenaren.

De gemeentelijke administratie behoudt zich het recht voor om de juistheid van de informatie die door de verantwoordelijken van de betrokken clubs is verstrekt, te controleren.

Bij controles, als de club of vereniging de voorwaarde van 60 % Tennoodse leden gedurende het hele kalenderjaar niet respecteert, zal deze automatisch onderworpen zijn aan het tarief dat van toepassing is op niet-Tennoodse clubs voor al zijn bezettingen.

In geval van een eenmalige wijziging (afwezigheid van spelers, vervangingen, bijzondere omstandigheden), kan de club een gemotiveerd afwijkingsverzoek indienen bij de Sportdienst, uiterlijk 48 uur voor de betreffende sessie.

Als een club op een herhaaldelijke manier misbruik maakt van afwijkingsverzoeken, behoudt de gemeentelijke administratie zich het recht voor om deze aanvragen in de toekomst te weigeren en systematisch het tarief toe te passen dat van toepassing is op niet-Tennoodse clubs.

Enkel het College is bevoegd om de bezetting van de gemeentelijke sportinfrastructuren toe te staan.

Grote evenementen : In geval van de uitzonderlijke organisatie van een groot evenement (toernooi, competitie, sportieve of culturele manifestatie), kan de Gemeente de zaal Nelson Mandela ter beschikking stellen voor een periode gelijk aan een volledige dag, verdeeld over een of twee blokken van 4 uur. De clubs zullen tijdig worden geïnformeerd. Deze uitzonderlijke bezettingen zullen aanleiding geven tot de toepassing van een speciaal tarief vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen.

3. Openingstijden en Bezetting

- De sportzaal Nelson Mandela is geopend van maandag tot en met zondag volgens de openingstijden vastgesteld door de Sportdienst.
- Het is absoluut noodzakelijk om de bezettingstijden te respecteren. Van sportclubs die deze richtlijn niet naleven, kan hun recht op bezetting worden geschorst of geannuleerd.
- De Sportdienst kan aan clubs die al gebruik maken van de zaal, zonder toelating van het College, tijdelijke wijzigingen in het uurrooster toestaan. Elke nieuwe reguliere aanvraag moet echter aan het College worden voorgelegd.
- Het is ten strengste verboden om de bezettingstijden van de sportzaal onder te verhuren.
- In geval van problemen met de toewijzing van tijdsblokken aan clubs of verenigingen, heeft de houder die officieel deelneemt aan een competitie voorrang op de terbeschikkingstelling van de sportinfrastructuur.
- Op verzoek van de club kunnen officiële wedstrijden zonder publiek plaatsvinden.
- De infrastructuren zijn gesloten op wettelijke feestdagen en op brugdagen, behalve voor geplande competitiewedstrijden.
- Indien een aanvrager 2 sessies niet gebruik maakt van de ter beschikking gestelde infrastructuur en dit niet 48 uur op voorhand per e-mail heeft gemeld, wordt de toelating tot bezetting ingetrokken, wat hem schriftelijk wordt meegedeeld.
- Het is aan het College om de geldigheid van eventuele verantwoordingen die door de aanvrager worden ingediend, te beoordelen.
- De zaal Nelson Mandela omvat verschillende ruimtes die gelijktijdig door verschillende clubs of verenigingen kunnen worden gebruikt. Elke gebruiker krijgt een specifieke ruimte toegewezen door de Sportdienst en moet deze toewijzing respecteren.
- De clubs en verenigingen moeten ervoor zorgen dat hun activiteiten geen hinder of verstoring vormen voor de activiteiten van andere gebruikers in de infrastructuur.

4. Veiligheid en Aansprakelijkheid

- De gemeentelijke administratie wijst elke aansprakelijkheid af voor beschadigde, gestolen of verloren kleding of voorwerpen binnen de infrastructuur.
- Elke groep staat tevens in, via de verantwoordelijke, voor het correct gebruik van de kleedkamers en douches, evenals voor het naleven van dit reglement door de bezoekende clubs of externe verenigingen.
- Elke club moet beschikken over een EHBO-doos en een aansprakelijkheidsverzekering.
- In geval van schade is de organiserende club verantwoordelijk voor de reparatiekosten, zelfs als de schade is veroorzaakt door een bezoekend team.
- De bezetting van de sportinfrastructuren en het gebruik van sportmateriaal en -uitrusting vinden plaats onder de volledige verantwoordelijkheid van de gebruiker. Deze laatste is verplicht om alle nodige verzekeringen af te sluiten ter dekking van de risico's die verband houden met de bezetting van de ruimtes en de uitoefening van zijn activiteiten, inclusief vandalisme dat door personen onder hun verantwoordelijkheid zou kunnen worden gepleegd.
- De aanvrager blijft aansprakelijk tegenover derden en moet alle eventuele belastingen en rechten betalen (SABAM, belastingen, enz.).
- De aanvrager dient ervoor te zorgen dat vóór de bezetting van de

infrastructuren het bewijs van de ondertekening van de contracten wordt geleverd. Bij gebrek daaraan wordt de toegang tot de genoemde infrastructuren geweigerd.

- De aanvrager blijft persoonlijk verantwoordelijk tegenover derden en elke autoriteit of administratie. Hij is verplicht, indien van toepassing, belastingen, heffingen, auteursrechten en andere mogelijke vergoedingen te betalen die voortvloeien uit zijn activiteiten.
- De gemeente wijst elke aansprakelijkheid af in geval van lichamelijk letsel, materiële schade geleden door een gebruiker of bezoeker van de infrastructuur, of in geval van diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke voorwerpen.
- Elke veroorzaakte schade leidt tot een schadevergoeding door de aanvrager, onverminderd eventuele administratieve sancties die eveneens kunnen worden opgelegd.
- Onverminderd de schadevergoeding die daaruit voortvloeit, leidt elke overtreding van een van de bepalingen van dit reglement tot schorsing van de toegang tot de infrastructuren, totdat een definitieve beslissing door het College is genomen.
- De gebruikers van de gemeentelijke sportinfrastructuren zijn verplicht zich te houden aan de bepalingen van het Algemeen Politiereglement.

5. Gedrag en Respect voor de Ruimten

- De gebruikers moeten geschikte kleding dragen en schone, geschikte sportschoenen voor binnen (platte zolen) die geen sporen op de vloer achterlaten. Toegang tot de zaal wordt geweigerd aan personen die deze richtlijnen niet naleven.
- Zaalvoetbal moet verplicht worden beoefend met semi-bounceballen.
- Een inventaris van de sportinfrastructuur zal worden opgesteld door de toezichthouder van de Sportdienst, voor en na het houden van een uitzonderlijk evenement, in aanwezigheid van de verantwoordelijke van de sportvereniging.
- Het is ten strengste verboden om te roken, te koken of te eten buiten de cafetaria.
- Het is ten strengste verboden om aan de basketborden te hangen of het materiaal te beschadigen.
- De installatie van een bar in de competitieruimte is ten strengste verboden.
- Er moeten beschermende matten worden geplaatst voor sportieve of andere evenementen die de vloer van de sportzaal kunnen beschadigen.
- Toegang voor dieren is ten strengste verboden.

6. Gebruik van Gemeenschappelijke Ruimten

- Elke groep staat in, via de verantwoordelijke, voor het correct gebruik van de kleedkamers en douches, evenals voor het naleven van dit reglement door de bezoekende clubs of externe verenigingen.
- De kleedkamers en douches moeten binnen 20 minuten na afloop van de activiteiten worden vrijgemaakt.
- De inrichting van de zaal voor en na een uitzonderlijk evenement is de verantwoordelijkheid van de organisator.
- Het is ten strengste verboden om motoren of steps te parkeren op de parkeerplaats van de zaal Nelson Mandela. (er zal een retributie per voertuig naar de verantwoordelijke van de “club” worden gestuurd)
- Fietsen (niet opvouwbaar) en steps mogen niet binnen het gebouw worden

gebracht. (bij niet-naleving zal een retributie per voertuig naar de verantwoordelijke van de “club” worden gestuurd)

- In geval van een noodsituatie worden de gebruikers dringend verzocht de instructies van het personeel van de zaal strikt op te volgen.

7. Retributies

- De retributies voor bezettingen moeten maandelijks worden betaald.
- De aanvrager van een lokale sportvereniging of andere ‘niet-opleidende’ organisaties van jongeren komen in aanmerking voor een korting van 50% op het bedrag van de vergoedingen overeenkomstig de tarieven in de bijlage en op voorwaarde dat de infrastructuur daadwerkelijk wordt gebruikt door jongeren onder de 18 jaar.
- Tijdens de controles uitgevoerd door de gemeentelijke administratie op basis van de verstrekte namenlijsten, als de club of vereniging de voorwaarde van 60 % Tennoodse leden gedurende het hele kalenderjaar niet respecteert, zal deze automatisch worden onderworpen aan het tarief dat van toepassing is op niet-Tennoodse clubs voor al zijn bezettingen.
- De persoonsgegevens worden verwerkt in overeenstemming met de AVG (Verordening (EU) 2016/679). Ze worden uitsluitend gebruikt door de Sportdienst en, indien nodig, door het College. Ze worden enkel bewaard voor het huidige sportseizoen. Elke deelnemer heeft recht op toegang, rectificatie en verwijdering van zijn gegevens. Deze rechten kunnen worden uitgeoefend door contact op te nemen met de Gegevensbeschermingsfunctionaris (DPO) van de Gemeente Sint-Joost-ten-Noode.
- In geval van een eenmalige wijziging (afwezigheid van spelers, vervangingen, bijzondere omstandigheden), kan de club een gemotiveerd afwijkingsverzoek indienen bij de Sportdienst, uiterlijk 48 uur voor de betreffende sessie.
- Indien een club herhaaldelijk en onterecht verzoeken om afwijking indient, behoudt de gemeentelijke administratie zich het recht voor om deze aanvragen in de toekomst te weigeren en systematisch het tarief toe te passen dat van toepassing is op niet-Tennoodse clubs.
- In geval van laattijdige betaling, zal de gemeentekas systematisch een herinnering sturen en, in geval van niet-betaling, behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om de terbeschikkingstelling van de sportinfrastructuur tijdelijk of definitief te beëindigen.

8. Aankondiging en Communicatie

- Het aanbrengen van posters of documenten binnen de instelling vereist de toelating van het Gemeentecollege.
- De leden van het personeel zijn beschikbaar om vragen of suggesties van gebruikers te beantwoorden.

9. Sancties en Geschillen

- Elke schending van het reglement of niet-naleving van de instructies van het personeel kan leiden tot uitzetting uit het gebouw en eventueel tot definitieve uitsluiting van de sportinfrastructuur.
- Geschillen die niet in het reglement zijn voorzien, zullen per geval door het

10. Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de publicatie ervan door middel van aanplakking.

Het bovengenoemd reglement zal op een zichtbare plaats binnen de instelling worden aangeplakt en een exemplaar zal aan elke sportvereniging of vereniging worden overhandigd.

Gebruikers, bezoekers, clubleden en groepsverantwoordelijken worden geacht kennis te hebben genomen van dit reglement en verbinden zich ertoe om het strikt en voortdurend na te leven.

26.11.2025/A/0019

Département Sports - Stade Georges Pètre; règlement d'utilisation et d'ordre intérieur des installations sportives de la salle polyvalente et du Hall polyvalent ; adoption.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant que la Commune possède une infrastructure correspondant à des installations sportives au stade Georges Pètre, sis rue Georges de Lombaerde 55 à 1140 Evere ;

Considérant que la gestion du stade Georges Pètre est présentement assurée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Saint-Josse-Ten-Noode via le Département des Sports;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public suppose le respect de règles fondamentales réglant les rapports entre les usagers et le personnel du stade Georges Pètre, et celles réglant les rapports entre les usagers ;

Considérant qu'il est ainsi nécessaire d'adopter un règlement d'ordre intérieur applicable au sein de cet établissement ;

Que ce règlement d'ordre intérieur s'adresse à tout usager du stade Georges Pètre ainsi qu'au personnel y travaillant et que la fréquentation de ce lieu implique ainsi l'adhésion aux règles et normes prévues par le présent texte ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur repris ci-après relatif au fonctionnement de la salle polyvalente et du Hall polyvalent du stade Georges Pètre 55, rue Georges de Lombaerde à 1140 Evere :

Règlement d'utilisation et d'ordre intérieur relatif au fonctionnement de la salle polyvalente et du Hall polyvalent (espace pétanque) du stade Georges Pètre:

Article 1. Champ d'application

Le présent règlement est d'application à la salle polyvalente et au Hall polyvalent du Stade Communal de Saint-Josse, Georges Pètre, sis rue Georges De Lombaerde 55 à 1140 Evere.

Il s'applique à toutes les personnes utilisant les installations sportives situées sur le

site mentionné ci-dessus.

Les responsables de clubs sont tenus d'en informer leurs membres et tous leurs intervenants. Les usagers, visiteurs, membres de clubs et responsable de groupes sont censés avoir pris connaissance de ce règlement et s'engagent à s'y conformer scrupuleusement et en permanence.

Article 2. Conditions d'occupation

L'occupation des installations du stade est subordonnée à l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et au strict respect de l'horaire d'occupation établi par lui.

Cette autorisation est accordée sous forme d'un titre personnel, à titre précaire, incessible, et peut être révoquée à tout moment ou suspendue par les Autorités communales si elles l'estiment nécessaire, si l'intérêt général le requiert ou suite à tout manquement.

L'occupation des clubs n'a trait qu'au bâtiment du hall polyvalent et de ses annexes extérieures, toutes les autres aires du Stade en étant exclues.

L'aire de la Plaine de jeux est également exclue mais l'occupation de celle-ci pourrait être accordée lors d'événements exceptionnels (tournois, championnats, ...) après approbation du Département des Sports et consultation pour avis du gestionnaire du stade.

Article 3. Redevance d'occupation

L'autorisation d'occupation de l'installation sportive est subordonnée au paiement d'une redevance fixée par le règlement-redevance relatif à la tarification du hall polyvalent du stade Georges Pêtre, qui devra être versée avant le début de toute occupation.

En cas de non-paiement, le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit de reconsidérer les autorisations accordées.

Dans certains cas, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra décider d'octroyer des mises à disposition à titre gratuit conformément au règlement des redevances en application au Stade Georges Pêtre.

Article 4. Réservations et délais

Les demandes pour des occupations régulières, hebdomadaires ou un championnat officiel doivent être adressées au gestionnaire du Stade pour vérification des disponibilités et ce dernier les soumettra pour approbation au Département des Sports au plus tard le 1er mai de la saison en cours et précédant celle entrant en vigueur après la trêve sportive d'été.

Il est aussi du devoir des clubs de transférer immédiatement au Département des Sports via le gestionnaire des installations sportives du Stade, toute information qui leur aura été communiquée concernant leur championnat, leurs remises et autres.

Lorsque les championnats ne seront plus en cours suite aux trêves d'été et d'hiver établies par les Fédérations, les installations sportives ne seront plus accessibles aux clubs durant ces périodes.

En cas de nécessité d'occupation, le club fera connaître le motif au Département des Sports, via le gestionnaire des installations sportives du Stade, qui décidera de la pertinence de la mise à disposition.

Article 5. Accès et départ des installations

L'accès à la salle polyvalente ou aux terrains de pétanque, est soumis aux réglementations établies avec les Fédérations sportives stipulant que l'accès aux installations doit être permis une heure avant le début de toute compétition officielle, ainsi qu'aux horaires approuvés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Toute modification de ces horaires devra être soumise au Département des Sports via le gestionnaire du Stade.

Toute activité nécessite la présence d'un responsable du club ou de l'organisation pendant toute la durée de l'occupation.

Pour rappel, les cafétérias des Clubs House sont destinées à accueillir les utilisateurs et leurs accompagnants pendant le déroulement des activités sportives.

L'horaire de fermeture de la cafétéria et le départ des installations après occupation devra avoir lieu au plus tard une heure après la fin des activités sportives en soirée et deux heures lors d'activités organisées avant 19 heures.

Le responsable veillera à la fermeture à clé du local, des grilles d'accès ainsi qu'à l'extinction des feux et au départ de tous les véhicules stationnées dans les espaces de stationnement dévolus au club en ce compris le parking.

Ce dernier, composé de 5 emplacements de véhicules au maximum, est réservé exclusivement pour les personnes à mobilité réduite fréquentant le club de pétanque.

En cas de non-respect de cette règle, l'Administration mettra en œuvre toutes les mesures que celle-ci jugera nécessaire.

L'accès aux installations sportives n'est pas autorisé lors de congés officiels définis par les autorités communales. Une liste des jours fériés et assimilés sera communiquée aux cercles utilisateurs.

Il est demandé aux clubs de s'organiser en interne en vue de prendre leurs matériels et équipements en dehors des périodes programmées de fermeture du Stade.

Article 6. Usage exclusif des locaux

Chaque club ou cercle sportif est tenu de respecter les conditions des mises à disposition dont il fait l'objet.

Toute modification des termes de la mise à disposition des infrastructures doit faire l'objet d'une autorisation préalable auprès du Département des Sports.

Article 7. Cession de l'autorisation

Le titulaire d'une autorisation ne peut céder, sans l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins, cette autorisation à d'autres personnes ou groupements.

En cas de non-respect de la présente disposition, le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit de suspendre ou d'exclure le ou les contrevenants.

Article 8. Fin de la mise à disposition

Le titulaire peut décider de mettre fin à la mise à disposition de l'infrastructure qui lui a été attribuée par un courriel ou courrier adressé au Collège des Bourgmestre et Echevins via le Département des Sports.

Le Département des Sports déterminera les modalités pratiques de cette cessation.

Article 9. Modification des horaires d'occupation et éclairage

Les demandes de modification d'horaire du planning, qu'elles soient permanentes ou ponctuelles (réservation, annulation, changement de jour ou d'heure), doivent être soumises au gestionnaire des installations sportives. L'intéressé se concertera avec sa hiérarchie, ils demanderont si nécessaire l'accord éventuel du Collège des Bourgmestre et Échevins dans un délai minimum de quinze jours. Les modifications seront effectuées en fonction des décisions de la hiérarchie ou de l'autorité communale.

Toute annulation ou modification d'une activité doit être transmise au gestionnaire des installations sportives, sauf cas de force majeure, dès que l'information est connue par le club ou du cercle sportif. Cette information doit être communiquée uniquement par écrit via courriel ou SMS au plus tard 48h00 avant la date de l'annulation ou modification dans le but de permettre au personnel affecté au stade de s'organiser en conséquence.

L'utilisateur veillera à utiliser de manière adéquate les fournitures d'énergie (eau, gaz et électricité). En cas de défaillance dans la fourniture de celles-ci, l'intéressé avertira immédiatement le gestionnaire du Stade.

Article 10. Assurance responsabilité civile

Les titulaires d'autorisations d'occupation devront avoir fait couvrir leur responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (autres occupants ou usagers comme personnes extérieures) et aux biens, équipements et installations mis à disposition.

Lors d'intempéries, les clubs devront se conformer aux consignes édictées par les autorités fédérales via l'IRM et leurs fédérations sportives via les médias pour le maintien de l'accès aux domaines boisés. Le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra également émettre un avis de non accès aux installations sportives du Stade Georges Pêtre.

Article 11. Responsabilité personnelle

Le titulaire de l'autorisation d'occupation reste toujours personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration. Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, impôts, droits d'auteurs et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités menées sur les lieux.

Le titulaire veillera à ce que leurs membres et utilisateurs venant en moto, à vélo ou en trottinette ne circulent pas sur les chemins et garent leur véhicule aux endroits prévus à cet effet. Les véhicules de location devront impérativement rester à l'extérieur de l'enceinte du stade. A défaut, seules les responsables de Club devront se charger d'évacuer à leurs frais tous les engins de locomotion.

L'accès aux animaux est autorisé à condition que les propriétaires les tiennent en laisse et assurent en permanence la surveillance.

Article 12. Dommages aux installations

Le titulaire d'une autorisation est responsable de tout dommage causé aux locaux, matériels, équipements ou installations, par ses membres ou par toute autre intervenant. En cas de dégâts constatés et imputable à un club ou un cercle sportif, la Commune établira un devis de réparation qui sera envoyé au responsable du club qui devra s'en acquitter.

Article 13. Personne responsable des groupements sans personnalité juridique

Chaque club ou association utilisant l'installation sportive devra obligatoirement désigner un représentant officiel qui sera responsable vis-à-vis du Collège des Bourgmestre et Echevins de l'application du présent règlement et du respect des consignes de sécurité, d'ordre et de bonne gestion.

Article 14. Tenue appropriée et entretien des installations

Les usagers des aires de jeux doivent être vêtus de tenues vestimentaires appropriées et porter des chaussures adéquates en fonction des surfaces de jeux utilisées. Ces derniers devront interdire l'accès aux personnes ayant des chaussures non conformes.

Article 15. Accès des accompagnants et spectateurs

L'accès aux surfaces de jeux est réservé aux personnes essentielles au bon déroulement des activités sportives. Les accompagnants ne peuvent se tenir sur les terrains de jeu et ils doivent demeurer dans des zones qui leur sont destinées (cafétéria, terrasses, etc...).

La présence d'accompagnants sur les terrains est laissée à l'appréciation des responsables des clubs et cercles sportifs.

Article 16. Responsabilité des titulaires concernant les locaux

Chaque titulaire est responsable de l'usage approprié des installations et des sanitaires mis à sa disposition et de l'application du règlement envers les clubs adverses ou autres usagers.

Il est interdit de nettoyer les chaussures de sport ou de se rafraîchir dans les éviers.

Après l'occupation des locaux, les poubelles devront être utilisées pour y déposer tous les déchets.

Article 17. Consignes d'utilisation des locaux

La cafétéria étant destinée à un usage exclusif d'accueil des membres et des visiteurs au cours des activités sportives, en aucun cas elle ne pourra être transformée en établissement Horeca ou local festif.

Une tolérance sera accordée pour l'organisation de fêtes liées aux activités sportives du club, dont le club devra faire part au préalable via une demande au gestionnaire du Stade afin qu'une autorisation soit accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

A défaut, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prendre des mesures restrictives ou mettre un terme à l'occupation.

Le responsable de chaque club devra être le dernier à quitter les locaux et veillera à ce que tous les robinets soient fermés, les lumières éteintes et les portes fermées à clé.

A défaut, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prendre des mesures restrictives ou mettre un terme à l'occupation.

Article 18. Respect du planning horaire et coordination des activités

Les titulaires d'autorisations d'occupation et les personnes dont ils répondent doivent respecter les horaires attribués et veiller à ne pas perturber les activités des autres usagers. A cet effet, ils veilleront à commencer et terminer leurs propres activités aux heures prévues, en veillant à libérer les lieux à l'horaire prévu.

Article 19. Comportement des usagers

Les clubs et les cercles utilisateurs des installations veilleront à ce que tous les membres et intervenants aient un comportement adéquat et conforme au bon déroulement de l'ensemble des activités au Stade.

Dans le cas contraire, il revient aux responsables de prendre immédiatement toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires.

Article 20. Matériel

Le titulaire doit assurer le montage et le démontage de son matériel dans le respect des règles de sécurité et des horaires qui lui sont attribués.

En fin d'activité et immédiatement après utilisation, tout le matériel sportif ou non devra être rangé par des adultes en les remettant dans les espaces prévus à cet effet. Chaque utilisateur a la responsabilité de son matériel.

Article 21. Défectuosité du matériel

En cas de défectuosité des équipements et matériels, le bénéficiaire doit en aviser le gestionnaire du Stade afin que celui-ci puisse prendre toutes les mesures utiles en concertation avec le Département des Sports.

Article 22. Matériel apporté dans les locaux, délestage de biens et containers

L'abandon et l'entreposage de biens (appareils électro, mobilier déclassé, ...) dans l'enceinte du stade est strictement interdit.

En cas de nécessité d'évacuation d'encombrants, une demande doit être introduite par chaque club auprès du gestionnaire des installations sportives au maximum deux fois par an.

Des containers pour les détritres sont mis à disposition de tous les clubs, ceux-ci sont tenus de faire un tri correct conformément à la réglementation de la Région de Bruxelles-Capitale pour éviter que le service de la voirie ne les prenne pas en charge. Les clubs veilleront à respecter les horaires de ramassage en sortant et rentrant les containers aux dates prévues à cet effet.

Article 23. Manifestations exceptionnelles

Les demandes ayant trait à des manifestations à caractère exceptionnel seront transmises au Collège des Bourgmestre et Echevins qui décidera après avis du Département des Sports de la suite à réserver à ces requêtes

Article 24. Utilisation par des sportifs individuels non organisés

Les manifestations revêtant un caractère exceptionnel ou individuel feront l'objet d'un examen particulier, dans chaque cas, par le Département des Sports et présentés au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

Article 25. Vol, perte et détérioration d'objets

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décline toute responsabilité quelconque en cas de vol, de perte ou de détérioration d'objets personnels ou de matériel appartenant à des groupements ou des personnes fréquentant le bâtiment et ses annexes.

La Commune, via le gestionnaire des installations sportives, remettra deux jeux de clés de sécurité. Les clubs sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires afin de ne pas les perdre.

En cas de perte de clé et pour des raisons de sécurité, les cylindres seront remplacés par la Commune et de nouvelles clés leurs seront mises à disposition, à charge du club responsable de la perte.

Article 26. Affichage et communication

L'apposition d'affiches ou de documents sur les murs, portes, fenêtres et grilles du bâtiment et de ses annexes doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins.

L'Autorité communale, si elle l'estime nécessaire ou non éthique, peut décider d'interdire l'affichage publicitaire sous toutes ses formes. Le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit de retirer toute annonce jugée non autorisée ou inappropriée.

Article 27. Nuisances sonores des activités sportives et extra-sportives

Le bruit généré durant les activités des clubs sportives ou extra-sportives des clubs, ne peut perturber la quiétude du voisinage à partir de 22h00.

Les responsables de clubs veilleront à ce que des instructions claires soient données à tous leurs membres et intervenants afin d'éviter des nuisances sonores et des perturbations pour les habitations des riverains du Stade.

Article 28. Interdiction de fumer

Conformément à la législation, il est interdit de fumer dans les installations sportives, à l'exception des zones définies à cet effet.

Les utilisateurs sont responsables de la bonne application de cette directive tant pour tous ses membres que pour toutes les personnes accueillies. Il est de la responsabilité de tout un chacun de respecter la présente réglementation.

Article 29. Réclamations

En cas de problème éventuel, de suspicion ou constatation d'un dysfonctionnement, les réclamations ou les remarques doivent être adressés au gestionnaire des installations sportives qui les transmettra au Département des Sports, qui décidera de

la suite à y réserver.

Article 30. Sanctions

Les personnes, joueurs ou spectateurs, qui par leur comportement, nuiraient à la bonne tenue ou au bon fonctionnement de l'établissement ou qui ne respecteraient pas les prescriptions réglementaires et recommandations qui leur sont faites, pourraient faire l'objet d'une amende administrative dont le montant sera fixé par les services communaux, ou être expulsées et l'accès de l'établissement pourrait leur être interdit, soit temporairement, soit définitivement.

Sportdepartement - Georges Petre stadion; Goedkeuring van de intern Reglement voor het gebruik en de orde van de sportinfrastructuur van de polyvalente zaal en de polyvalente Hal

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name de artikelen 117 en 135;

Gelet op het Algemeen PolitieReglement;

Overwegende dat de Gemeente beschikt over een infrastructuur met sportfaciliteiten in het stadion Georges Pètre, gelegen aan de Georges de Lombaerde straat 55 te 1140 Evere;

Overwegende dat het beheer van het stadion Georges Pètre momenteel wordt uitgevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node via de Afdeling Sport;

Overwegende dat de beschikbaarstelling van deze infrastructuur aan het publiek de naleving van fundamentele regels inhoudt die de betrekkingen tussen de gebruikers en het personeel van het stadion Georges Pètre regelen, en die de betrekkingen tussen de gebruikers onderling regelen;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is om een huishoudelijk reglement aan te nemen dat van toepassing is binnen deze instelling;

Dat dit huishoudelijk reglement gericht is op elke gebruiker van het stadion Georges Pètre alsook op het personeel dat daar werkt, en dat het bezoeken van deze plek derhalve impliceert dat men zich houdt aan de regels en normen zoals vastgelegd in deze tekst;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit:

Het huishoudelijk reglement aan te nemen zoals hieronder uiteengezet, betreffende de werking van de polyvalente zaal en de polyvalente hal van het stadion Georges Pètre, gelegen aan de Georges de Lombaerde straat 55, te 1140 Evere:

Huishoudelijk Reglement voor het gebruik en de interne orde betreffende de werking van de polyvalente zaal en de polyvalente hal (petanque-ruimte) van het stadion Georges Pètre:

Artikel 1. Toepassingsgebied

Dit reglement is van toepassing op de polyvalente hal van het Gemeentelijk Stadion van Sint-Joost, Georges Pètre, gelegen Georges De Lombaerdestraat 55 te 1140 Evere.

Het is geldig voor alle personen die gebruik maken van de sportinstallaties op de hierboven vermelde locatie.

De verantwoordelijken van clubs zijn verplicht hun leden en alle betrokkenen hiervan op de hoogte te brengen. Gebruikers, bezoekers, clubleden en

groepsverantwoordelijken worden geacht kennis te hebben genomen van dit reglement en verbinden zich ertoe dit nauwgezet en voortdurend na te leven.

Artikel 2. Voorwaarden voor bezetting

De bezetting van de stadionfaciliteiten is afhankelijk van de toelating van het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en van de strikte naleving van het door hen vastgestelde bezettingsrooster.

Deze toelating wordt verleend in de vorm van een persoonlijke, voorlopige en niet-overdraagbare titel en kan te allen tijde worden ingetrokken of opgeschort door de gemeentelijke autoriteiten indien zij dit nodig achten, indien het algemeen belang dit vereist of als gevolg van een inbreuk.

De bezetting door de clubs heeft enkel betrekking op het gebouw van de polyvalente hal en de bijgebouwen, alle andere delen van het stadion zijn uitgesloten.

Het speelfeld is eveneens uitgesloten, maar de bezetting ervan kan worden toegestaan bij uitzonderlijke evenementen (toernooien, kampioenschappen, ...) na goedkeuring door de Sportdienst en na raadpleging van de beheerder van het stadion.

Artikel 3. Retributie voor bezetting

De toelating voor de bezetting van de sportinstallatie is afhankelijk van de betaling van een retributie die is vastgesteld door het retributiereglement betreffende de tarifiering voor de polyvalente hal van het Georges Pètre-stadion. Deze retributie moet vóór aanvang van de bezetting worden betaald.

Bij niet-betaling behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om de verleende toelatingen te heroverwegen.

In bepaalde gevallen kan het College van Burgemeester en Schepenen besluiten om gratis terbeschikkingstelling toe te kennen overeenkomstig het retributiereglement dat van toepassing is voor het Georges Pètre-stadion.

Artikel 4. Reserveringen en termijnen

Aanvragen voor regelmatige, wekelijkse bezettingen of een officiële competitie moeten worden gericht aan de beheerder van het stadion voor controle van de beschikbaarheid. Deze laatste zal de aanvragen uiterlijk op 1 mei van het lopende seizoen en voorafgaand aan het seizoen dat na de zomerse sportpauze ingaat, ter goedkeuring voorleggen aan de Sportdienst.

Het is tevens de plicht van de clubs om alle informatie die zij hebben ontvangen over hun kampioenschap, uitreikingen en andere zaken onmiddellijk door te geven aan de Sportdienst via de beheerder van de sportinstallaties van het stadion.

Wanneer de kampioenschappen niet meer lopen als gevolg van de door de federaties vastgestelde zomer- en winterstop, zijn de sportinstallaties tijdens deze periodes niet meer toegankelijk voor de clubs.

Indien het nodig is om de installaties te gebruiken, deelt de club de reden hiervoor mee aan de Sportdienst, via de beheerder van de sportinstallaties van het stadion, die beslist of het gebruik gerechtvaardigd is.

Artikel 5. Toegang tot en vertrek uit de installaties

De toegang tot de polyvalente zaal of de petanqueterreinen is onderworpen aan de voorschriften die zijn vastgelegd met de sportfederaties, waarin wordt bepaald dat de toegang tot de infrastructuur een uur voor aanvang van elke officiële wedstrijd moet worden toegestaan, alsook aan de uurroosters goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Elke wijziging van deze uren moet via de beheerder van het stadion worden voorgelegd aan de Sportdienst.

Voor elke activiteit dient een verantwoordelijke van de club of organisatie aanwezig te zijn gedurende de hele duur van de bezetting.

Ter herinnering, de cafetaria's van de Club Houses zijn bedoeld om de gebruikers en hun begeleiders te ontvangen tijdens de sportactiviteiten.

Uiterlijk één uur na afloop van de sportactiviteiten in de avond en twee uur na afloop van activiteiten die vóór 19 uur worden georganiseerd, dient de cafetaria te worden gesloten en de infrastructuur te worden verlaten.

De verantwoordelijke ziet erop toe dat de lokalen en toegangspoorten worden afgesloten, dat de lichten worden gedoofd en dat alle voertuigen die geparkeerd staan op de parkeerplaatsen van de club, met inbegrip van de parking, vertrokken zijn.

De parking, die plaats biedt aan maximaal 5 voertuigen, is uitsluitend voorbehouden voor personen met beperkte mobiliteit die de petanqueclub bezoeken.

Bij niet-naleving van deze regel zal de administratie alle maatregelen nemen die zij nodig acht.

Toegang tot de sportinstallaties is niet toegestaan tijdens officiële feestdagen die door de gemeentelijke autoriteiten zijn vastgesteld. Een lijst van feestdagen en gelijkgestelde dagen zal aan de gebruikersverenigingen worden meegedeeld.

De clubs worden verzocht om interne afspraken te maken om hun materiaal en uitrusting buiten de geplande sluitingsperiodes van het stadion op te halen.

Artikel 6. Exclusief gebruik van de lokalen

Elke sportclub of -vereniging is verplicht de voorwaarden voor de terbeschikkingstelling na te leven.

Elke wijziging in de voorwaarden voor de terbeschikkingstelling van de infrastructuur dient vooraf te worden goedgekeurd door de Sportdienst.

Artikel 7. Overdracht van de toelating

De houder van een toelating mag deze niet zonder akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen overdragen aan andere personen of groeperingen.

Bij niet-naleving van deze bepaling behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om de overtreder(s) te schorsen of uit te sluiten.

Artikel 8. Beëindiging van de terbeschikkingstelling

De houder kan beslissen om de terbeschikkingstelling van de hem toegewezen infrastructuur te beëindigen door een e-mail of brief te sturen naar het College van Burgemeester en Schepenen via de Sportdienst.

De Sportdienst bepaalt de praktische modaliteiten van deze stopzetting.

Artikel 9. Wijziging van de bezettingsuren en verlichting

Aanvragen tot wijziging van het bezettingsrooster, zowel permanente als eenmalige (reservering, annulering, wijziging van dag of uur), moeten worden ingediend bij de beheerder van de sportinstallaties. De betrokkene zal overleg plegen met zijn hiërarchische oversten, die indien nodig binnen een termijn van minimaal vijftien dagen het eventuele akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen zullen vragen. De wijzigingen zullen worden doorgevoerd op basis van de beslissingen van de hiërarchische oversten of de gemeentelijke autoriteiten.

Elke annulering of wijziging van een activiteit moet, behalve in geval van overmacht, aan de beheerder van de sportinstallaties worden meegedeeld zodra de club of de sportvereniging hiervan op de hoogte is. Deze informatie dient uitsluitend schriftelijk via e-mail of sms te worden meegedeeld, uiterlijk 48 uur vóór de datum van de annulering of wijziging, zodat het personeel dat in het stadion is aangesteld, zich hierop kan voorbereiden.

De gebruiker dient ervoor te zorgen dat hij op gepaste wijze gebruik maakt van de energievoorzieningen (water, gas en elektriciteit). In geval van een storing in de levering hiervan, dient de betrokkene onmiddellijk de beheerder van het stadion op de hoogte te stellen.

Artikel 10. Burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering

Houders van toelatingen tot bezetting dienen een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering te hebben afgesloten voor schade aan derden (andere bezetters of gebruikers zoals externe personen) en aan de ter beschikking gestelde goederen, uitrusting en installaties.

Bij slecht weer dienen de clubs zich te houden aan de instructies die worden gegeven door de federale autoriteiten via het KMI en hun sportfederaties via de media om de toegang tot bosgebieden te handhaven. Het College van Burgemeester en Schepenen kan eveneens een verbod op toegang tot de sportinstallaties van het Georges Pètréstadion afkondigen.

Artikel 11. Persoonlijke aansprakelijkheid

De houder van de toelating tot bezetting blijft steeds persoonlijk verantwoordelijk ten opzichte van derden en elke autoriteit of administratie. Hij is verplicht om, in voorkomend geval, belastingen, auteursrechten en andere eventuele heffingen te betalen die voortvloeien uit zijn activiteiten op de locatie.

De toelatinghouder zorgt ervoor dat zijn leden en gebruikers die met de motor, fiets of step komen, niet op de wegen rijden en hun voertuig op de daarvoor bestemde plaatsen parkeren. Huurauto's moeten buiten het stadion blijven. Bij gebreke hiervan staan uitsluitend de clubverantwoordelijken in voor het op eigen kosten verwijderen van alle motorvoertuigen.

Toegang voor dieren is toegestaan op voorwaarde dat de eigenaars ze aan de leiband houden en voortdurend toezicht houden.

Artikel 12. Schade aan de installaties

De houder van een toelating is aansprakelijk voor alle schade aan de lokalen, het materiaal, de uitrusting of de installaties, veroorzaakt door zijn leden of door andere betrokkenen. In geval van vastgestelde schade die toe te schrijven is aan een club of een sportvereniging, stelt de gemeente een kostenraming voor de herstelling op, die wordt bezorgd aan de verantwoordelijke van de club, die deze dient te vergoeden.

Artikel 13. Verantwoordelijke persoon voor groeperingen zonder rechtspersoonlijkheid

Elke club of vereniging die gebruik maakt van de sportinstallaties moet verplicht een officiële vertegenwoordiger aanduiden die tegenover het College van Burgemeester en Schepenen verantwoordelijk is voor de toepassing van dit reglement en de naleving van de instructies voor veiligheid, orde en goed beheer.

Artikel 14. Geschikte kleding en onderhoud van de installaties

Gebruikers van de speelpleinen dienen gepaste kleding te dragen en schoenen die geschikt zijn voor de gebruikte speelterreinen. Personen met niet-conforme schoenen zal de toegang worden verboden.

Artikel 15. Toegang voor begeleiders en toeschouwers

De toegang tot de speelvelden is voorbehouden aan personen die essentieel zijn voor het goede verloop van de sportactiviteiten. Begeleiders mogen zich niet op de speelterreinen bevinden en moeten in de voor hen bestemde zones blijven (cafetaria, terrassen, ...).

De aanwezigheid van begeleiders op de terreinen wordt aan het oordeel van de verantwoordelijken van de sportclubs en -verenigingen overgelaten.

Artikel 16. Verantwoordelijkheid van de toelatinghouder met betrekking tot de lokalen

Elke toelatinghouder is verantwoordelijk voor het correcte gebruik van de faciliteiten en sanitaire voorzieningen die hem ter beschikking worden gesteld en voor de naleving van het reglement ten opzichte van andere clubs of gebruikers.
Het is verboden om sportschoenen te reinigen of zich te wassen in de wastafels.
Na gebruik van de lokalen moet al het afval in de vuilnisbakken worden gedeponneerd.

Artikel 17. Instructies voor het gebruik van de lokalen

Aangezien de cafetaria uitsluitend bestemd is voor het ontvangen van leden en bezoekers tijdens sportactiviteiten, mag deze in geen geval worden omgevormd tot een horecagelegenheid of feestzaal.

De organisatie van feesten in verband met de sportactiviteiten van de club wordt getolereerd, maar de club moet dit vooraf melden via een aanvraag bij de beheerder van het stadion, zodat het College van Burgemeester en Schepenen toelating kan verlenen.

Bij gebreke hiervan kan het College van Burgemeester en Schepenen beperkende maatregelen nemen of een einde stellen aan de bezetting.

De verantwoordelijke van elke club moet als laatste de sanitaire ruimten verlaten en controleren of alle kranen zijn dichtgedraaid, de toegangsdeuren zijn vergrendeld en de verlichting is uitgeschakeld.

Bij gebreke hiervan kan het College van Burgemeester en Schepenen beperkende maatregelen nemen of een einde stellen aan de bezetting.

Artikel 18. Naleving van het uurrooster en coördinatie van de activiteiten

De houders van gebruikstoelatingen en de personen voor wie zij verantwoordelijk zijn, moeten zich houden aan de toegewezen uren en ervoor zorgen dat zij de activiteiten van andere gebruikers niet verstoren. Hiertoe dienen zij ervoor te zorgen dat zij hun eigen activiteiten op de geplande tijdstippen aanvangen en beëindigen, en dat zij de lokalen op het geplande tijdstip verlaten.

Artikel 19. Gedrag van de gebruikers

De clubs en verenigingen die gebruik maken van de faciliteiten dienen erop toe te zien dat alle leden en medewerkers zich correct gedragen en zich houden aan de regels voor een goed verloop van alle activiteiten in het stadion.

Indien niet aan de regels wordt voldaan, is het aan de verantwoordelijken om onmiddellijk alle maatregelen te nemen die zij nodig achten.

Artikel 20. Materiaal

De toelatinghouder moet zorgen voor de opbouw en afbraak van zijn materiaal met inachtneming van de veiligheidsvoorschriften en de hem toegekende gebruiksuren.

Na afloop van de activiteit en onmiddellijk na gebruik moet al het sportmateriaal en ander materiaal door volwassenen worden opgeruimd en teruggebracht naar de hiervoor bestemde ruimten. Elke gebruiker is verantwoordelijk voor zijn materiaal.

Artikel 21. Defecten aan materiaal

In geval van defecten aan uitrusting en materiaal dient de begunstigde de beheerder van het stadion hiervan op de hoogte te stellen, zodat deze alle nodige maatregelen kan nemen in overleg met de Sportdienst.

Artikel 22. Materiaal dat in de lokalen wordt gebracht, ontruimen van goederen en containers

Het achterlaten en opslaan van goederen (elektrische apparaten, afgedankte meubels, ...) binnen het stadion is ten strengste verboden.

Indien er grofvuil dient te worden afgevoerd, moet elke club maximaal twee keer per jaar een aanvraag indienen bij de beheerder van de sportinstallaties.

Er worden containers voor afval ter beschikking gesteld van alle clubs, die verplicht zijn om het afval correct te sorteren overeenkomstig de regelgeving van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, om te voorkomen dat de dienst wegen de ophaling ervan weigert.

De clubs dienen ervoor te zorgen dat ze de ophaaltijden respecteren door de containers op de daarvoor bestemde dagen buiten te zetten en weer binnen te halen.

Artikel 23. Uitzonderlijke evenementen

Aanvragen met betrekking tot evenementen van uitzonderlijke aard worden doorgestuurd naar het College van Burgemeester en Schepenen, dat na advies van het Departement Sport beslist over het gevolg dat aan deze aanvragen wordt gegeven.

Artikel 24. Gebruik door niet-georganiseerde individuele sporters

Evenementen van uitzonderlijke of individuele aard worden in elk geval afzonderlijk onderzocht door de Sportdienst en ter beslissing voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 25. Diefstal, verlies en beschadiging van voorwerpen

Het College van Burgemeester en Schepenen wijst elke aansprakelijkheid af in geval van diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke voorwerpen of materiaal dat toebehoort aan groepen of personen die het gebouw en de bijgebouwen bezoeken.

De Gemeente zal via de beheerder van de sportinstallaties twee sets veiligheidssleutels overhandigen. De clubs zijn verplicht alle nodige maatregelen te nemen om deze niet te verliezen.

In geval van verlies van sleutels en om veiligheidsredenen zullen de cilinders door de Gemeente worden vervangen en zullen nieuwe sleutels ter beschikking worden gesteld, voor rekening van de club die verantwoordelijk is voor het verlies.

Artikel 26. Aanplakking en communicatie

Het aanplakken van affiches of documenten op muren, deuren, ramen en hekken van het gebouw en zijn bijgebouwen moet voorafgaandelijk worden goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen.

De gemeentelijke autoriteit kan, indien zij dit nodig of onethisch acht, beslissen om alle vormen van publiciteit te verbieden. Het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor om alle advertenties die als niet toegelaten of ongepast worden beschouwd, te verwijderen.

Artikel 27. Geluidsoverlast door sportieve en niet-sportieve activiteiten

Het geluid dat wordt geproduceerd tijdens de activiteiten van sportclubs of andere verenigingen mag vanaf 22u00 de rust in de buurt niet verstoren.

De clubverantwoordelijken zorgen ervoor dat al hun leden en medewerkers duidelijke instructies krijgen om geluidsoverlast en verstoring van de rust van de omwonenden van het stadion te voorkomen.

Artikel 28. Rookverbod

Overeenkomstig de wetgeving is het verboden om te roken in de sportinfrastructuren, met uitzondering van de hiervoor bestemde zones.

De gebruikers zijn verantwoordelijk voor de correcte toepassing van deze richtlijn, zowel voor al hun leden als voor alle andere bezoekers. Het is de verantwoordelijkheid van iedereen om deze regelgeving na te leven.

Artikel 29. Klachten

In geval van een eventueel probleem, vermoeden of vaststelling van een onregelmatigheid, moeten klachten of opmerkingen worden gericht aan de

beheerder van de sportinstallaties. Hij zal deze doorgeven aan de Sportdienst, die zal beslissen over de te nemen maatregelen.

Artikel 30. Sancties

Personen, spelers of toeschouwers die door hun gedrag de goede orde of de vlotte werking van de inrichting verstoren of die de voorschriften en aanbevelingen niet naleven, kunnen een administratieve boete opgelegd krijgen waarvan het bedrag door de gemeentelijke diensten wordt vastgesteld, of zij kunnen worden verwijderd en de toegang tot de inrichting kan hen tijdelijk of definitief worden ontzegd.

26.11.2025/A/0020

Département Sports - Stade Georges Pètre; règlement d'utilisation et d'ordre intérieur des installations sportives des aires de football et de rugby ; adoption.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant que la Commune possède une infrastructure correspondant à des installations sportives au stade Georges Pètre, sis rue Georges de Lombaerde 55 à 1140 Evere ;

Considérant que la gestion du stade Georges Pètre est présentement assurée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Saint-Josse-Ten-Noode via le Département des Sports;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public suppose le respect de règles fondamentales réglant les rapports entre les usagers et le personnel du stade Georges Pètre, et celles réglant les rapports entre les usagers ;

Considérant qu'il est ainsi nécessaire d'adopter un règlement d'ordre intérieur applicable au sein de cet établissement ;

Que ce règlement d'ordre intérieur s'adresse à tout usager du stade Georges Pètre ainsi qu'au personnel y travaillant et que la fréquentation de ce lieu implique ainsi l'adhésion aux règles et normes prévues par le présent texte ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur repris ci-après relatif au fonctionnement des aires de football et de rugby du stade Georges Pètre 55, rue Georges de Lombaerde à 1140 Evere :

Règlement d'utilisation et d'ordre intérieur relatif au fonctionnement des aires de rugby et de football du stade Georges Pètre:

Article 1. Champ d'application

Le présent règlement s'applique aux aires de rugby et de football du Stade Communal de Saint-Josse, Georges Pètre, sis rue Georges De Lombaerde 55 à 1140 Evere.

Il concerne toute personne utilisant les installations sportives situées sur le site mentionné ci-dessus.

Ce règlement sera affiché dans l'établissement de façon apparente et chacun est censé en avoir pris connaissance. Un exemplaire sera remis à chaque cercle sportif ou association. Les usagers, visiteurs, membres de clubs et responsable de groupes sont censés avoir pris connaissance de ce règlement et s'engagent à s'y conformer scrupuleusement et en permanence.

Article 2. Conditions d'utilisation

L'utilisation des installations du Stade communal est soumise à une autorisation préalable délivrée par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Cette autorisation peut être révoquée ou suspendue à tout moment par les Autorités communales, notamment en cas de nécessité, pour des raisons d'intérêt général ou en cas de manquement au règlement.

L'occupation des installations doit respecter strictement les horaires fixés par l'Administration communale.

Article 3. Redevance d'occupation

L'autorisation d'utilisation des installations du Stade communal est conditionnée au paiement d'une redevance, dont le montant est fixé par le règlement relatif à la tarification du stade Georges Pètre.

Cette redevance doit être acquittée avant le début de toute occupation.

En cas de non-paiement, le Collège des Bourgmestre et Échevins se réserve le droit de retirer ou reconsidérer l'autorisation accordée.

Les Autorités communales peuvent, dans certaines circonstances, décider d'accorder une mise à disposition gratuite, conformément au règlement des redevances applicable au stade Georges Pètre, notamment pour des activités à vocation sportive, sociale ou culturelle.

Article 4. Réservations et délais

Toute demande d'occupation, qu'il s'agisse d'activités hebdomadaires, régulières, ponctuelles ou de participation à un championnat officiel de la saison à venir, doit être adressée au gestionnaire du Stade qui vérifie les disponibilités et transmet la demande au Département des Sports au plus tard le 1^{er} mai de la saison en cours et précédant celle entrant en vigueur après la trêve sportive d'été.

Les clubs ont l'obligation de communiquer immédiatement au Département des Sports, via le gestionnaire du Stade, toute information reçue concernant leur championnat, les remises de matchs ou toute autre modification.

Pendant les trêves d'été et d'hiver fixées par les Fédérations, les installations sportives ne sont pas accessibles aux clubs. En cas de nécessité d'utilisation durant ces périodes, le club doit en exposer le motif au Département des Sports, via le gestionnaire du Stade, qui décidera de la pertinence d'une mise à disposition exceptionnelle.

Article 5. Accès et départ des installations

L'accès aux terrains est régi par les réglementations établies avec les Fédérations sportives, lesquelles prévoient que les installations doivent être accessibles une heure avant le début de toute compétition officielle.

En dehors de ces dispositions, l'accès est soumis aux horaires approuvés par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Toute modification des horaires doit être transmise au Département des Sports, par l'intermédiaire du gestionnaire du Stade, pour validation.

Toute activité nécessite la présence d'un responsable du club ou de l'organisation pendant toute la durée de l'utilisation.

Les cafétérias des Clubs House sont exclusivement destinées à accueillir les utilisateurs et leurs accompagnants pendant le déroulement des activités sportives.

La fermeture des cafétérias et le départ des installations doivent intervenir :

- au plus tard trois heures après la fin d'un match,
- au plus tard une heure trente après la fin d'un entraînement.

Le responsable veillera à la fermeture à clé du local, des vestiaires, des grilles d'accès ainsi qu'à l'extinction des éclairages dans toutes les installations utilisées, et au départ de tous les véhicules stationnés dans les espaces de stationnement réservé au club, y compris le parking.

En cas de non-respect de la présente règle, l'Administration communale se réserve le

droit de prendre toutes les mesures qu'elle jugera nécessaires, conformément à ses compétences et dans l'intérêt du bon fonctionnement des installations.

L'accès aux installations sportives n'est pas autorisé lors de congés officiels fixés par les autorités communales.

Une liste des jours fériés et assimilés est communiquée aux cercles utilisateurs.

Il appartient aux clubs de s'organiser en interne afin de récupérer leurs matériels et équipements en dehors des périodes de fermeture programmées du Stade.

Article 6. Respect des conditions de mise à disposition

Chaque club ou cercle sportif est tenu de respecter les conditions des mises qui lui sont accordées.

Toute modification des conditions de la mise à disposition des infrastructures doit faire l'objet d'une demande écrite et d'une autorisation préalable du Département des Sports.

Toute collaboration ou association (école, club, académie, entreprise, fédération, ligue, organisation, variante de la discipline sportive, création de nouvelles structures, ...) qui ne correspond pas aux modalités définies dans l'autorisation initiale doit faire l'objet d'une nouvelle demande adressée au Département des Sports.

Article 7. Cession de la mise à disposition

Le titulaire ne peut céder l'autorisation d'utilisation des infrastructures à un tiers sans l'accord préalable du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Toute sous-exploitation est strictement interdite.

À défaut, l'Autorité communale se réserve le droit de suspendre l'autorisation ou d'exclure le(s) contrevenant(s)

Article 8. Fin de la mise à disposition

Le titulaire a la possibilité de mettre fin à la mise à disposition de l'infrastructure qui lui a été attribuée en notifiant sa décision par écrit. Cette notification doit être effectuée par courriel ou par courrier postal, adressé au Collège des Bourgmestre et Echevins. Il est impératif de communiquer cette cessation au Département des Sports afin qu'il puisse établir les modalités pratiques y afférentes._

Article 9. Modification des horaires d'occupation et éclairage

Les demandes de modification d'horaire du planning, qu'elles soient permanentes ou ponctuelles (réservation, annulation, changement de jour ou d'heure), doivent être soumises au gestionnaire des installations sportives.

L'intéressé se concertera avec sa hiérarchie, ils demanderont si nécessaire l'accord éventuel du Collège des Bourgmestre et Échevins dans un délai minimum de quinze jours.

Les modifications seront effectuées, en fonction des décisions de la hiérarchie ou de l'Autorité communale.

Toute annulation ou modification d'une activité doit être transmise au gestionnaire des installations sportives, sauf cas de force majeure, dès que l'information est connue par le club ou du cercle sportif. Cette information doit être communiquée par écrit via courriel ou SMS au plus tard 48h avant la date de l'annulation ou modification.

L'utilisateur veille à utiliser de manière adéquate les fournitures d'énergie (eau, gaz et électricité). En cas de défaillance dans la fourniture de celles-ci, l'intéressé avertit immédiatement le gestionnaire du Stade.

Article 10. Assurance responsabilité civile et intempéries

Les titulaires d'autorisations doivent disposer d'une police d'assurance couvrant leur responsabilité civile en cas de dommages causés à des tiers, ainsi qu'aux biens, équipements et installations mis à disposition.

Lors d'intempéries, les clubs devront se conformer aux consignes édictées par les autorités fédérales via l'IRM et leurs fédérations sportives via les médias pour le maintien ou non de l'accès aux domaines boisés.

Les autorités communales peuvent interdire l'accès aux installations sportives en cas de conditions météorologiques défavorables.

Article 11. Responsabilité et règles d'accès

Le titulaire d'une autorisation demeure personnellement responsable :

- vis-à-vis de ses utilisateurs, de ses membres ou de tout tiers,
- pour tout dommage causé aux locaux, matériels, équipements ou installations mis à disposition,
- ainsi que pour le paiement des impôts, taxes ou redevances liés aux activités menées sur les lieux.

En cas de dégâts constatés et imputable à un club ou un cercle sportif, la Commune établira un devis de réparation qui sera envoyé au responsable du club qui devra s'en acquitter.

Le titulaire veillera à ce que leurs membres et utilisateurs venant en moto, à vélo ou en trottinette ne circulent pas sur les chemins et garent leur véhicule aux endroits prévus à cet effet.

Les véhicules de location devront impérativement rester à l'extérieur de l'enceinte du stade. A défaut, les responsables de Club devront se charger d'évacuer à leurs frais tous les engins de locomotion concernés.

L'accès aux animaux est autorisé à condition que les propriétaires les tiennent en laisse et assurent en permanence la surveillance.

Article 12. Personne responsable des associations de fait

Les groupements ou associations de fait sont tenus de respecter le présent règlement ainsi que les consignes de sécurité, d'ordre et de bonne gestion établies par l'Administration communale, notamment par le Département des Sports, à travers le gestionnaire du Stade Georges Pètre.

Article 13. Port des chaussures et tenue vestimentaire

L'utilisation des terrains sportifs et espaces verts est soumise au port de chaussures de sport adaptées pour chaque terrain et d'une tenue vestimentaire correcte.

Article 14. Accès des accompagnants et spectateurs

L'accès aux terrains est réservé aux personnes essentielles au bon déroulement des activités sportives.

Les accompagnants ne peuvent se tenir sur les terrains de jeu et ils doivent demeurer dans des zones qui leur sont destinées (tribunes, cafétéria, etc.).

La présence d'accompagnants sur les terrains est laissée à l'appréciation des responsables des clubs et cercles sportifs.

Article 15. Vestiaires et douches

Les utilisateurs des installations doivent se changer dans les vestiaires attribués par le gestionnaire du Stade ou, en cas d'accord de celui-ci, par le club visité.

En cas d'utilisation simultanée de vestiaires par plusieurs clubs ou cercles, ils veilleront à ne pas entraver les autres usagers.

Article 16. Responsabilité des titulaires concernant les vestiaires

Chaque titulaire est responsable de l'usage approprié des vestiaires, des douches et des toilettes.

Il est interdit de nettoyer les chaussures de sport dans les douches, vestiaires ou couloirs d'accès.

Après l'occupation des locaux, tous les déchets devront être déposés dans les poubelles prévues à cet effet.

Article 17. Utilisation des vestiaires et douches

Utilisation des vestiaires et douches L'utilisation des vestiaires et des douches est limitée à un maximum de 45 minutes avant et après l'activité sportive. Ce délai doit être strictement respecté et le club, par l'intermédiaire d'un responsable, veille au bon déroulement de l'occupation depuis l'ouverture jusqu'au départ du dernier utilisateur. Les responsables des clubs et cercles s'assurent qu'aucun dégât n'a été occasionné. Le responsable de chaque club doit être le dernier à quitter les installations sanitaires et vérifier que tous les robinets sont fermés, que les portes d'accès sont verrouillées et que l'éclairage est éteint.

A défaut, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prendre des mesures restrictives ou mettre un terme à l'occupation.

Article 18. Ponctualité et mode d'occupation

Les utilisateurs doivent respecter les horaires et les intéressés sont tenus d'occuper uniquement les espaces et les locaux qui leur ont été attribués.

Article 19. Comportement des usagers

Les clubs et les cercles veilleront à ce que tous les membres et intervenants aient un comportement adéquat et conforme au bon déroulement de l'ensemble des activités en cours au Stade.

À défaut, les responsables sont tenus de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires.

Article 20. Matériel

Le titulaire est responsable de l'organisation et du déroulement du montage et démontage du matériel nécessaire à ses activités pendant les plages horaires qui lui sont dévolues.

Lors de tout changement d'emplacement, l'utilisateur veillera à sécuriser systématiquement les goals mis à sa disposition.

En fin d'activité et immédiatement après utilisation, tout le matériel devra être rangé par des adultes en les remettant dans les espaces prévus à cet effet.

Chaque utilisateur est responsable de son matériel.

Article 21. Défectuosités du matériel

En cas de défectuosité des équipements et/ou du matériel, le titulaire de l'autorisation doit en aviser immédiatement le gestionnaire du Stade afin que toutes les mesures utiles soient prises en concertation avec le Département des Sports.

Article 22. Gestion des déchets et encombrants

Il est strictement interdit d'abandonner ou d'entreposer des biens (appareils électroménagers, mobilier déclassé, etc.) dans l'enceinte du stade.

En cas de nécessité d'évacuation d'encombrants, une demande doit être introduite auprès du gestionnaire des installations sportives, dans la limite de deux fois par an.

Des containers sont mis à disposition de tous les clubs pour les détritrus. Ceux-ci doivent être utilisés conformément aux règles de tri de la Région de Bruxelles-Capitale, faute de quoi le service de la voirie peut refuser leur collecte.

Chaque club est tenu de respecter les horaires de ramassage en sortant et en rentrant les containers aux dates prévues.

Article 23. Evènement exceptionnel

Toute demande relative à l'organisation d'un événement exceptionnel doit être

transmise au Collège des Bourgmestre et Échevins, qui statuera après avis du Département des Sports quant à la suite à réserver à cette requête._

Article 24. Utilisation exceptionnelle ou individuelle des installations

Toute demande d'utilisation des installations à titre exceptionnel ou individuel doit être adressée au Collège des Bourgmestre et Échevins. Celui-ci statue après avis du Département des Sports sur la suite à donner à la requête._

Article 25. Vol, perte et détérioration d'objets

La Commune décline toute responsabilité en cas de vol, perte ou détérioration d'objets personnels ou du matériel des utilisateurs du stade.

Deux jeux de clés de sécurité sont remis aux clubs par le gestionnaire des installations sportives. Les clubs doivent prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter leur perte.

En cas de perte de clé, et pour des raisons de sécurité, les cylindres seront remplacés par la Commune. De nouvelles clés seront alors fournies, aux frais du club responsable de la perte.

Article 26. Affichage et communication

Tout affichage sur les murs, portes, fenêtres et grilles est interdit sans autorisation expresse des autorités communales.

L'autorité communale peut, si elle l'estime nécessaire ou contraire à l'éthique, interdire toute forme d'affichage publicitaire.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins se réserve le droit de retirer toute annonce jugée non autorisée ou inappropriée.

Article 27. Nuisances sonores

Les responsables de clubs veilleront à la tranquillité publique, en ce que le bruit généré lors des activités sportives ou extra-sportives ne peut perturber la quiétude du voisinage à partir de 22h00.

Les responsables de clubs sont tenus de donner des consignes claires à leurs membres et intervenants afin d'éviter toute nuisance sonore ou perturbation pour les habitations riveraines du stade.

Article 28. Interdiction de fumer

Conformément à la législation, il est interdit de fumer dans les installations sportives, à l'exception des zones prévues à cet effet.

Les utilisateurs sont responsables du respect de cette directive tant pour tous ses membres que pour les personnes qu'ils accueillent._

Article 29. Réclamations

En cas de problème, de suspicion ou de constatation d'un dysfonctionnement, toute réclamation ou remarque doit être adressée au gestionnaire des installations sportives. Celui-ci les transmettra au Département des Sports, qui décidera des suites à donner._

Article 30. Sanctions

Les personnes, joueurs ou spectateurs, qui par leur comportement, nuiraient à la bonne tenue ou au bon fonctionnement de l'établissement ou qui ne respecteraient pas les prescriptions réglementaires et recommandations qui leur sont faites, pourraient faire l'objet d'une amende administrative dont le montant sera fixé par les services communaux, ou être expulsées et l'accès de l'établissement pourrait leur être interdit, soit temporairement, soit définitivement.

Les litiges non prévus par le règlement seront examinés au cas par cas par le Département des Sports et seront soumis éventuellement au Collège des

Bourgmestre et Echevins.

Les réclamations éventuelles sont à adresser au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode.

Article 31. Entrée en Vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication par voie d'affichage

Sportdepartement- Georges Petre Stadion; goedkeuring van het intem reglement voor het gebruik en de orde van de sportinfrastructuur van de voetbal en rugbyvelden.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name de artikelen 117 en 135;

Gelet op het Algemeen PolitieReglement;

Overwegende dat de Gemeente beschikt over een infrastructuur met sportfaciliteiten in het stadion Georges Pètre, gelegen aan de Georges de Lombaerde straat 55 te 1140 Evere;

Overwegende dat het beheer van het stadion Georges Pètre momenteel wordt uitgevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node via de Afdeling Sport;

Overwegende dat de beschikbaarstelling van deze infrastructuur aan het publiek de naleving van fundamentele regels inhoudt die de betrekkingen tussen de gebruikers en het personeel van het stadion Georges Pètre regelen, evenals die de betrekkingen tussen de gebruikers onderling regelen;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is om een huishoudelijk reglement aan te nemen dat van toepassing is binnen deze instelling;

Dat dit huishoudelijk reglement gericht is op elke gebruiker van het stadion Georges Pètre alsook op het personeel dat daar werkt, en dat het bezoeken van deze plek derhalve impliceert dat men zich houdt aan de regels en normen zoals vastgelegd in deze tekst;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit:

Het huishoudelijk reglement aan te nemen zoals hieronder uiteengezet, betreffende de werking van de voetbal- en rugbyvelden van het stadion Georges Pètre, gelegen aan de Georges de Lombaerde straat 55, te 1140 Evere:

Reglement inzake het gebruik en de interne orde van de sportinstallaties van het Georges Pètre-stadion met betrekking tot de voetbal- en rugbyvelden

Artikel 1. Toepassingsgebied

Dit reglement is van toepassing op de voetbal- en rugbyvelden van het Gemeentelijk Stadion van Sint-Joost, Georges Pètre, gelegen Georges De Lombaerdestraat 55 te 1140 Evere.

Het is geldig voor alle personen die gebruik maken van de sportinfrastructuur op de hierboven vermelde locatie.

Dit reglement wordt op een zichtbare plaats in het gebouw aangeplakt en iedereen wordt geacht hiervan kennis te hebben genomen. Elk sportclub of vereniging ontvangt een exemplaar. Gebruikers, bezoekers, clubleden en groepsverantwoordelijken worden geacht kennis te hebben genomen van dit reglement en verbinden zich ertoe dit nauwgezet en voortdurend na te leven.

Artikel 2. Voorwaarden voor bezetting

Het gebruik van de installaties van het gemeentelijk stadion is afhankelijk van een voorafgaande toelating die wordt verleend door het College van Burgemeester en Schepenen.

Deze toelating kan op elk moment door de gemeentelijke autoriteiten worden ingetrokken of opgeschort, met name in geval van noodzaak, om redenen van algemeen belang of in geval van niet-naleving van het reglement.

Het gebruik van de installaties moet strikt plaatsvinden volgens de door het gemeentebestuur vastgestelde uurroosters.

Artikel 3. Retributie voor bezetting

De toelating voor de bezetting van de installaties van het gemeentelijk stadion is afhankelijk van de betaling van een retributie die is vastgesteld door het retributiereglement betreffende de tariefbepaling voor het Georges Pètre-stadion.

Deze retributie moet vóór aanvang van de bezetting worden betaald.

Bij niet-betaling behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om de verleende toelating in te trekken of te heroverwegen.

In bepaalde gevallen kan het College van Burgemeester en Schepenen beslissen om gratis terbeschikkingstelling toe te kennen overeenkomstig het retributiereglement dat van toepassing is voor het Georges Pètre-stadion, met name voor activiteiten met een sportief, sociaal of cultureel doeleinde.

Artikel 4. Reserveringen en termijnen

Aanvragen voor regelmatige, wekelijkse bezettingen of een officiële competitie moeten worden gericht aan de beheerder van het stadion voor controle van de beschikbaarheid. Deze laatste zal de aanvragen uiterlijk op 1 mei van het lopende seizoen en voorafgaand aan het seizoen dat na de zomerse sportpauze ingaat, ter goedkeuring voorleggen aan de Sportdienst.

Het is de plicht van de clubs om alle informatie die zij hebben ontvangen over hun kampioenschap, uitreikingen of andere wijzigingen onmiddellijk door te geven aan de Sportdienst via de beheerder van het stadion.

Wanneer de kampioenschappen niet meer lopen als gevolg van de door de federaties vastgestelde zomer- en winterstop, zijn de sportinstallaties tijdens deze periodes niet meer toegankelijk voor de clubs.

Indien het nodig is om de installaties te gebruiken, deelt de club de reden hiervoor mee aan de Sportdienst, via de beheerder van de sportinstallaties van het stadion, die beslist of een uitzonderlijke terbeschikkingstelling gerechtvaardigd is.

Artikel 5. Toegang tot en vertrek uit de installaties

De toegang tot de terreinen is onderworpen aan de voorschriften die zijn vastgelegd met de sportfederaties, waarin wordt bepaald dat de toegang tot de infrastructuur een uur voor aanvang van elke officiële wedstrijd moet worden toegestaan. Buiten deze bepalingen is de toegang onderworpen aan de uurroosters goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Elke wijziging van deze uren moet via de beheerder van het stadion worden voorgelegd aan de Sportdienst.

Voor elke activiteit dient een verantwoordelijke van de club of organisatie aanwezig te zijn gedurende de hele duur van de bezetting.

De cafetaria's van de Club Houses zijn uitsluitend bedoeld om de gebruikers en hun begeleiders te ontvangen tijdens de sportactiviteiten.

De cafetaria's dienen te worden gesloten en de installaties te worden verlaten :

- ten laatste drie uur na afloop van een wedstrijd,
- ten laatste anderhalf uur na afloop van een training.

De verantwoordelijke ziet erop toe dat de lokalen, kleedkamers en toegangspoorten worden afgesloten, dat de lichten in alle gebruikte installaties worden gedoofd en dat

alle voertuigen die geparkeerd staan op de parkeerplaatsen van de club, met inbegrip van de parking, vertrokken zijn.

Bij niet-naleving van deze regel zal de administratie alle maatregelen nemen die zij nodig acht, overeenkomstig haar bevoegdheden en in het belang van de goede werking van de installaties.

Toegang tot de sportinstallaties is niet toegestaan tijdens officiële feestdagen die door de gemeentelijke autoriteiten zijn vastgesteld.

Een lijst van feestdagen en gelijkgestelde dagen zal aan de gebruikersverenigingen worden meegedeeld.

De clubs worden verzocht om interne afspraken te maken om hun materiaal en uitrusting buiten de geplande sluitingsperiodes van het stadion op te halen.

Artikel 6. Naleving van de voorwaarden voor terbeschikkingstelling

Elke sportclub of -vereniging is verplicht de voorwaarden voor de terbeschikkingstelling na te leven.

Elke wijziging in de voorwaarden voor de terbeschikkingstelling van de infrastructuur dient vooraf te worden goedgekeurd door de Sportdienst.

Elke samenwerking of vereniging (school, club, academie, bedrijf, federatie, liga, organisatie, variant van de sportdiscipline, oprichting van nieuwe structuren, enz.) die niet voldoet aan de voorwaarden die in de initiële toestemming zijn vastgelegd, moet opnieuw worden aangevraagd bij de Sportdienst.

Artikel 7. Overdracht van de terbeschikkingstelling

De houder van een toelating tot gebruik van de infrastructuur mag deze niet zonder akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen overdragen aan derden.

Elke vorm van onderexploitatie is ten strengste verboden.

Bij niet-naleving van deze bepaling behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor om de overtreder(s) te schorsen of uit te sluiten.

Artikel 8. Beëindiging van de terbeschikkingstelling

De toelatinghouder kan beslissen om de terbeschikkingstelling van de hem toegewezen infrastructuur te beëindigen door een schriftelijke kennisgeving te sturen, en dit via e-mail of per brief aan het College van Burgemeester en Schepenen. Het is absoluut noodzakelijk om deze beëindiging aan de Sportdienst te melden, zodat deze de praktische modaliteiten hiervoor kan vaststellen.

Artikel 9. Wijziging van de bezettingsuren en verlichting

Aanvragen tot wijziging van het bezettingsrooster, zowel permanente als eenmalige (reservering, annulering, wijziging van dag of uur), moeten worden ingediend bij de beheerder van de sportinstallaties.

De betrokkene zal overleg plegen met zijn hiërarchische oversten, die indien nodig binnen een termijn van minimaal vijftien dagen het eventuele akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen zullen vragen.

De wijzigingen zullen worden doorgevoerd op basis van de beslissingen van de hiërarchische oversten of de gemeentelijke autoriteiten.

Elke annulering of wijziging van een activiteit moet, behalve in geval van overmacht, aan de beheerder van de sportinfrastructuur worden meegedeeld zodra de club of de sportvereniging hiervan op de hoogte is. Deze informatie dient uitsluitend schriftelijk via e-mail of sms te worden meegedeeld, uiterlijk 48 uur vóór de datum van de annulering of wijziging.

De gebruiker dient ervoor te zorgen dat hij op gepaste wijze gebruik maakt van de energievoorzieningen (water, gas en elektriciteit). In geval van een storing in de levering hiervan, dient de betrokkene onmiddellijk de beheerder van het stadion op de hoogte te stellen.

Artikel 10. Aansprakelijkheidsverzekering en slechte weersomstandigheden

Houders van toelatingen tot bezetting dienen een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering te hebben afgesloten voor schade aan derden (andere bezetters of gebruikers zoals externe personen) en aan de ter beschikking gestelde goederen, uitrusting en installaties.

Bij slecht weer dienen de clubs zich te houden aan de instructies die worden gegeven door de federale autoriteiten via het KMI en hun sportfederaties via de media om de toegang tot bosgebieden te handhaven. De gemeentelijke autoriteiten kunnen eveneens een verbod op toegang tot de sportinfrastructuur afkondigen in geval van ongunstige weersomstandigheden.

Artikel 11. Aansprakelijkheid en toegangsregels

De houder van de toelating tot bezetting blijft steeds persoonlijk aansprakelijk :

- ten opzichte van zijn gebruikers, zijn leden en alle derden,
- voor alle schade aan de ter beschikking gestelde lokalen, materialen, uitrustingen of installaties,
- alsook voor de betaling van belastingen, heffingen of retributies in verband met de activiteiten die ter plaatse worden uitgevoerd.

In geval van vastgestelde schade die toe te schrijven is aan een club of een sportvereniging, stelt de gemeente een kostenraming voor de herstelling op. Deze wordt bezorgd aan de verantwoordelijke van de club, die ze dient te vergoeden.

De houder zorgt ervoor dat zijn leden en gebruikers die met de motor, fiets of step komen, niet op de wegen rijden en hun voertuig op de daarvoor bestemde plaatsen parkeren. Huurauto's moeten buiten het stadion blijven. Bij gebreke hiervan staan uitsluitend de clubverantwoordelijken in voor het op eigen kosten verwijderen van alle motorvoertuigen.

Toegang voor dieren is toegestaan op voorwaarde dat de eigenaars ze aan de leiband houden en voortdurend toezicht houden.

Artikel 12. Verantwoordelijke persoon voor feitelijke verenigingen

Feitelijke groeperingen of verenigingen zijn verplicht zich te houden aan dit reglement en aan de instructies inzake veiligheid, orde en goed beheer die zijn opgesteld door het gemeentebestuur, met name door de Sportdienst, via de beheerder van het Georges Pètre-stadion.

Artikel 13. Schoenen en kledingvoorschriften

Gebruikers van de sportterreinen en groene ruimten dienen gepaste schoenen te dragen voor elk terrein en correcte kledij.

Artikel 14. Toegang voor begeleiders en toeschouwers

De toegang tot de terreinen is voorbehouden aan personen die essentieel zijn voor het goede verloop van de sportactiviteiten.

Begeleiders mogen zich niet op de speelterreinen bevinden en moeten in de voor hen bestemde zones blijven (cafetaria, terrassen, ...).

De aanwezigheid van begeleiders op de terreinen wordt aan het oordeel van de verantwoordelijken van de sportclubs en -verenigingen overgelaten.

Artikel 15. Kleedkamers en douches

Gebruikers van de installaties moeten zich omkleden in de kleedkamers die door de beheerder van het stadion of, met toestemming van deze laatste, door de bezoekende club worden toegewezen.

Bij gelijktijdig gebruik van kleedkamers door meerdere clubs of verenigingen, dienen

zij ervoor te zorgen dat zij andere gebruikers niet hinderen.

Artikel 16. Verantwoordelijkheid van de toelatinghouders met betrekking tot de kleedkamers

Elke toelatinghouder is verantwoordelijk voor het correcte gebruik van de kleedkamers, douches en toiletten.

Het is verboden om sportschoenen te reinigen in de douches, kleedkamers of gangen.

Na het gebruik van de lokalen moet al het afval in de hiervoor bestemde vuilnisbakken worden gedeponneerd.

Artikel 17. Gebruik van kleedkamers en douches

Het gebruik van kleedkamers en douches is beperkt tot maximaal 45 minuten voor en na de sportactiviteit. Deze termijn moet strikt worden nageleefd en de club ziet er via een verantwoordelijke op toe dat de bezetting van de faciliteiten vanaf de opening tot het vertrek van de laatste gebruiker in goede orde verloopt.

De verantwoordelijken van de clubs en verenigingen zorgen ervoor dat er geen schade wordt aangericht. De verantwoordelijke van elke club moet als laatste de sanitaire ruimten verlaten en controleren of alle kranen zijn dichtgedraaid, de toegangsdeuren zijn vergrendeld en de verlichting is uitgeschakeld.

Bij gebreke hiervan kan het College van Burgemeester en Schepenen beperkende maatregelen nemen of een einde stellen aan de bezetting.

Artikel 18. Stiptheid en wijze van gebruik

De gebruikers dienen zich aan de uurroosters te houden en de betrokkenen mogen enkel de ruimtes en lokalen gebruiken die hun zijn toegewezen.

Artikel 19. Gedrag van de gebruikers

De clubs en verenigingen die gebruik maken van de faciliteiten dienen erop toe te zien dat alle leden en medewerkers zich correct gedragen en zich houden aan de regels voor een goed verloop van alle activiteiten in het stadion.

Indien niet aan de regels wordt voldaan, is het aan de verantwoordelijken om onmiddellijk alle maatregelen te nemen die zij nodig achten.

Artikel 20. Materiaal

De toelatinghouder is verantwoordelijk voor de organisatie en het verloop van de opbouw en afbraak van het materiaal dat nodig is voor zijn activiteiten tijdens de hem toegekende tijdvakken.

Bij elke verandering van locatie dient de gebruiker ervoor te zorgen dat de hem ter beschikking gestelde doelen systematisch worden beveiligd.

Na afloop van de activiteit en onmiddellijk na gebruik moet al het sportmateriaal en ander materiaal door volwassenen worden opgeruimd en teruggebracht naar de hiervoor bestemde ruimten. Elke gebruiker is verantwoordelijk voor zijn materiaal.

Artikel 21. Defecten aan materiaal

In geval van defecten aan uitrusting en materiaal dient de begunstigde de beheerder van het stadion hiervan op de hoogte te stellen, zodat deze in alle nodige maatregelen kan nemen overleg met de Sportdienst.

Artikel 22. Beheer van afval en grofvuil

Het achterlaten en opslaan van goederen (elektrische apparaten, afgedankte meubels, ...) binnen het stadion is ten strengste verboden.

Indien er grofvuil dient te worden afgevoerd, moet elke club maximaal twee keer per jaar een aanvraag indienen bij de beheerder van de sportinfrastructuur.

Er worden containers voor afval ter beschikking gesteld van alle clubs, die verplicht

zijn om het afval correct te sorteren overeenkomstig de regelgeving van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoniet kan de dienst Openbare Werken weigeren het op te halen.

De clubs dienen ervoor te zorgen dat ze de ophaaltijden respecteren door de containers op de daarvoor bestemde dagen buiten te zetten en weer binnen te halen.

Artikel 23. Uitzonderlijke evenementen

Elke aanvraag met betrekking tot een evenement van uitzonderlijke aard dient te worden doorgestuurd naar het College van Burgemeester en Schepenen, dat na advies van de Sportdienst beslist over het gevolg dat aan deze aanvraag wordt gegeven.

Artikel 24. Uitzonderlijk of individueel gebruik van de installaties

Elke aanvraag met betrekking tot het uitzonderlijk of individueel gebruik van de installaties dient te worden doorgestuurd naar het College van Burgemeester en Schepenen, dat na advies van de Sportdienst beslist over het gevolg dat aan deze aanvraag wordt gegeven.

Artikel 25. Diefstal, verlies en beschadiging van voorwerpen

De Gemeente wijst elke aansprakelijkheid af in geval van diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke voorwerpen of materiaal dat toebehoort aan gebruikers van het stadion.

De beheerder van de sportinstallaties zal aan de clubs twee sets veiligheidssleutels overhandigen. De clubs zijn verplicht alle nodige maatregelen te nemen om deze niet te verliezen.

In geval van verlies van sleutels en om veiligheidsredenen zullen de cilinders door de Gemeente worden vervangen en zullen nieuwe sleutels ter beschikking worden gesteld, voor rekening van de club die verantwoordelijk is voor het verlies.

Artikel 26. Aanplakking en communicatie

Het aanplakken van affiches of documenten op muren, deuren, ramen en hekken is verboden zonder uitdrukkelijke toelating van de gemeentelijke autoriteiten.

De gemeentelijke autoriteit kan, indien zij dit nodig of onethisch acht, beslissen om alle vormen van publiciteit te verbieden.

Het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor om alle advertenties die als niet toegelaten of ongepast worden beschouwd, te verwijderen.

Artikel 27. Geluidsoverlast

De clubverantwoordelijken zullen toezien op de openbare rust, zodat het geluid dat wordt geproduceerd tijdens sportieve of niet-sportieve activiteiten vanaf 22u00 de rust in de buurt niet verstoort.

De clubverantwoordelijken zorgen ervoor dat al hun leden en medewerkers duidelijke instructies krijgen om geluidsoverlast en verstoring van de rust van de omwonenden van het stadion te voorkomen.

Artikel 28. Rookverbod

Overeenkomstig de wetgeving is het verboden om te roken in de sportinstallaties, met uitzondering van de hiervoor bestemde zones.

De gebruikers zijn verantwoordelijk voor de correcte toepassing van deze richtlijn, zowel voor al hun leden als voor alle andere bezoekers.

Artikel 29. Klachten

In geval van een probleem, vermoeden of vaststelling van een onregelmatigheid, moeten klachten of opmerkingen worden gericht aan de beheerder van de sportinstallaties. Hij zal deze doorgeven aan de Sportdienst, die zal beslissen over de

te nemen maatregelen.

Artikel 30. Sancties

Personen, spelers of toeschouwers die door hun gedrag de goede orde of de vlotte werking van de inrichting verstoren of die de voorschriften en aanbevelingen niet naleven, kunnen een administratieve boete opgelegd krijgen waarvan het bedrag door de gemeentelijke diensten wordt vastgesteld, of zij kunnen worden verwijderd en de toegang tot de inrichting kan hen tijdelijk of definitief worden ontzegd.

Geschillen die niet in het reglement zijn voorzien, worden per geval door de Sportdienst onderzocht en eventueel voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Eventuele klachten dienen te worden gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node.

Artikel 31. Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de publicatie ervan door middel van aanplakking.

26.11.2025/A/0021 Convention chèques-taxis; reconduction pour l'exercice 2025.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale du 24 juin 1988, notamment les articles 117 et 234;
Considérant que, depuis 2008, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroie une subvention à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode pour l'acquisition de chèques-taxis;

Vu que les dits chèques-taxis sont destinés aux habitants de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode bénéficiant d'un revenu VIPO (statut BIM-intervention majorée), étant reconnus comme personnes à mobilité réduite et handicapées à plus de 66 % ou âgées de plus de 75 ans;

Considérant qu'à ce jour, il n'y a pas de Gouvernement en fonction à la Région de Bruxelles-Capitale et que l'administration régionale est donc en affaires courantes, rendant l'année 2025 une année de transition ;

Considérant que la convention relative aux chèques-taxis à valeur universelle pour l'année 2025 est proposée à la Commune dans un souci d'anticipation et dans l'attente de l'arrêté du Gouvernement qui en fixera officiellement les modalités ;

Considérant que la Commune a été sollicitée par la Région en date du 17 juillet 2025 afin de signer la convention, sans pour autant qu'un engagement budgétaire ne soit encore garanti à ce stade, la signature constituant toutefois un préalable indispensable à l'octroi du subside ;

Considérant que, le 14 octobre 2025, la Région a relancé la Commune tout en confirmant être toujours dans l'impossibilité de garantir la reconduction du subside, mais que, sans la convention signée, la Commune ne pourrait pas bénéficier du dit subside en cas de reconduction effective ;

Considérant que le subside octroyé est de 12.045 euro;

Considérant que le service Public régional de Bruxelles – Bruxelles Mobilité sur base d'une déclaration créance pourra versé à la commune la 1ere tranche du subside chèques taxis avant le 31/12/25;

Considérant que la liquidation s'effectue en deux tranches et suite à l'envoi de la déclaration de créance par la Commune. La première tranche représente 90% de la subvention, le versement de la deuxième part, soit 10 % du subside, se fait sur base de la transmission, avant le 15 décembre 2027, du dossier complet (dont la preuve du paiement des chèques-taxis à l'adjudicataire pour ces chèques-taxis et la preuve de

l'utilisation effective de ceux-ci par les bénéficiaires concernés) ;

Considérant que la convention ne mentionne pas le prestataire désigné pour l'achat des chèques-taxis, mais que le dernier marché public passé par la Région désigne la société Taxi Radio Bruxelloise, ayant pour numéro d'entreprise 0479.786.546, comme prestataire auprès duquel les chèques-taxis doivent être acquis ;

Considérant que cette recette peut être inscrite à l'article 8320/124-06/ - /30 du budget ordinaire de l'exercice 2025;

Considérant que cette dépense est inscrite à l'article 8320/124-06/ - /30 du budget ordinaire de l'exercice 2025;

Décide :

- d'approuver la reconduction de la convention relative aux chèques-taxis à valeur universelle pour 2025, entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode;

- d'inscrire la recette à l'article 8320/124-06/ - /30 du service ordinaire du budget 2025;

- d'autoriser la dépense de 12.045,00 € (TVAC)". depuis l'article 8320/124-06/ - /30 pour l'achat des chèques-taxi auprès de la société anonyme Taxi Radio Bruxelloise ayant pour numéro d'entreprise - 0479.786.546 (Sous réserve des précisions qui seront communiquées par la Région de Bruxelles-Capitale – Service Mobilité.)

Overeenkomst taxicheques; verlenging voor het dienstjaar 2025.

De Raad,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, in het bijzonder de artikelen 117 en 234;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering sinds 2008 een subsidie toekent aan de gemeente Sint-Joost-ten-Node voor de aankoop van taxicheques;

Gezien het feit dat de bovengenoemde taxicheques bedoeld zijn voor de inwoners van de gemeente Sint-Joost-ten-Node die genieten van een VIPO-inkomen (verhoogde BIM-interventiestatus), erkend worden als personen met beperkte mobiliteit en voor meer dan 66% gehandicapt of ouder 75 jaar;

Overwegende dat er op dit moment geen Regering in functie is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dat de gewestelijke administratie zich bijgevolg in lopende zaken bevindt, waardoor het jaar 2025 een overgangsjaar vormt;

Overwegende dat de overeenkomst betreffende de taxicheques met universele waarde voor het jaar 2025 aan de Gemeente werd voorgelegd uit voorzorg en in afwachting van het besluit van de Regering dat de modaliteiten officieel zal vastleggen;

Overwegende dat de Gemeente op 17 juli 2025 door het Gewest werd verzocht om de overeenkomst te ondertekenen, zonder dat er op dit moment een begrotingsverbintenis kon worden gegarandeerd, maar dat de ondertekening niettemin een onmisbare voorwaarde vormt voor de toekenning van de subsidie;

Overwegende dat het Gewest op 14 oktober 2025 de Gemeente opnieuw heeft aangeschreven om te bevestigen dat het nog steeds niet in staat is de verlenging van de subsidie te waarborgen, maar dat de Gemeente zonder een ondertekende overeenkomst geen aanspraak zou kunnen maken op de bedoelde subsidie indien deze effectief wordt verlengd;

Overwegende dat de toegekende subsidie 12.045 euro bedraagt;

Overwegende dat de Brusselse gewestelijke overheidsdienst - Brussel Mobiliteit op basis van een vorderingsaangifte de gemeente de 1ste schijf van de subsidie taxicheques zal betalen vóór 31/12/25;

Aangezien de uitbetaling geschiedt in twee schijven en na verzending van de

vorderingsverklaring door de gemeente. De eerste schijf vertegenwoordigt 90% van de subsidie, de betaling van het tweede deel, zijnde 10% van de subsidie, geschiedt op basis van de toezending, vóór 15 december 2027, van alle nodige bewijsstukken); Overwegende dat deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 8320/124-06/ - /30 van de gewone begroting voor dienstjaar 2025;

Beslist :

- de verlenging goed te keuren van de overeenkomst betreffende taxicheques van universele waarde voor 2025, tussen de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Joost-ten-Node;
- de ontvangsten in te schrijven op artikel 8320/124-06/ - /30 van de gewone dienst van de begroting 2025;
- Om de uitgave toe te staan van 12.045,00 € (BTW inbegrepen) van artikel 8320/124-06/ - /30 voor de aankoop van taxicheques bij de naamloze vennootschap Taxi Radio Bruxelloise (ondernemingsnummer: 0479.786.546). (Onder voorbehoud van de richtlijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Dienst Mobiliteit.)

3 annexes / 3 bijlagen

Convention chèques-taxi FR- NDLS 2025.pdf, Déclaration de créance ch.taxis 2025 1ère tranche.pdf, Ordre de recouvrement - chèques Taxi 2025.xlsx

26.11.2025/A/0022 **Convention de collaboration entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et la Maison de Justice de Bruxelles dans le cadre de l'accueil de peines de travail autonome**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment ses articles 117 et suivants, qui attribuent au Collège communal la compétence d'assurer l'exécution des missions d'intérêt communal et d'organiser les services nécessaires à la vie collective ;

Vu l'article 135, §2, 7° et 12° NLC, qui confie aux communes la mission de veiller à la propreté, à la sécurité, à la tranquillité publique ainsi qu'à l'organisation d'initiatives de prévention et de cohésion sociale sur leur territoire ;

Vu le Code pénal, articles 37quinquies à 37septies, instituant la peine de travail autonome comme sanction principale exécutée au bénéfice des autorités publiques, des communes et des associations d'utilité publique ;

Vu la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation et ses modifications ultérieures ;

Vu la sixième réforme de l'État et les compétences transférées aux Communautés en matière de Maisons de justice, la Maison de Justice de Bruxelles francophone étant placée sous l'autorité de la Fédération Wallonie-Bruxelles (AGMJ) ;

Vu le décret du 5 octobre 2023 portant adoption du Code de la justice communautaire, entré en vigueur le 1er janvier 2024, qui constitue le texte de référence de l'Administration générale des Maisons de justice en Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant les six principes clés (Note cadre de l'AGMJ) qui guident l'action des Maisons de justice, à savoir la protection de la société, en contribuant à la sécurité collective et à la prévention de la récidive ; l'aide et le contrôle, en combinant guidance sociale et suivi rigoureux des conditions imposées ; la responsabilisation, en amenant le justiciable à prendre conscience de ses actes et de leurs conséquences ; la réparation, en favorisant des sanctions à portée réparatrice tant envers la société qu'à l'égard des victimes ; la réinsertion, en travaillant à la réintégration durable de la personne dans la collectivité par l'accès à l'emploi, à la formation, au logement ou aux

soins ; et enfin le partenariat, en agissant en réseau avec les communes, le CPAS, les associations et services publics pour ancrer la justice dans la communauté et renforcer son efficacité;

Considérant également la méthodologie de travail de l'AGMJ qui complète ces principes par une approche émancipatrice, la responsabilisation du justiciable, la non-normativité, la non-substitution et la limitation des dommages liés à l'intervention pénale.

Considérant les orientations de la politique criminelle en matière de peines alternatives, privilégiant les sanctions à visée réparatrice et responsabilisant, en particulier dans le cadre des petites et moyennes infractions ;

Considérant l'intérêt communal à développer une offre structurée d'accueil des peines de travail autonome sur le territoire, afin de renforcer la cohésion sociale, de soutenir la qualité de vie urbaine et d'offrir des tâches utiles à la collectivité ;

Considérant que la peine de travail autonome constitue une sanction judiciaire qui allie responsabilisation du justiciable et réparation sociale, en évitant les effets désocialisants des peines privatives de liberté de courte durée ;

Considérant que la Maison de Justice de Bruxelles est l'interlocuteur institutionnel chargé de l'orientation, du suivi et du contrôle des justiciables condamnés à une peine de travail autonome ;

Considérant que l'assistant de justice, mandaté par la Maison de justice, assure un rôle central de guidance, d'encadrement et de contrôle, garantissant ainsi la sécurité juridique et opérationnelle des prestations ;

Considérant qu'une collaboration organisée avec la Commune de Saint-Josse-ten-Noode permettrait d'identifier et de mettre à disposition des lieux d'accueil conformes aux exigences légales (services communaux, infrastructures publiques, associations partenaires reconnues) ;

Considérant que cette collaboration présente une plus-value directe pour la commune, notamment en matière de propreté urbaine, d'entretien d'espaces collectifs, de logistique d'événements culturels et citoyens, et de renforcement du lien entre justice, citoyens et services publics ; Vu la loi du 17 avril 2002 (articles 37ter à 37undecies du Code pénal) qui impose que l'exécution d'une peine de travail autonome ne puisse en aucun cas se substituer à un emploi rémunéré, de sorte que les prestations confiées doivent être complémentaires aux missions habituelles des services communaux ou associatifs, sans combler un poste vacant ni concurrencer le marché du travail, afin de préserver à la fois les droits des travailleurs et la finalité réparatrice de la sanction ;

Considérant qu'il appartient au Collège communal de poser un cadre de principe permettant la signature ultérieure d'une convention de collaboration avec la Maison de justice de Bruxelles, conformément à l'article 117 NLC, qui autorise le Collège à préparer et exécuter les décisions du Conseil et à gérer les affaires d'intérêt communal.

Considérant que la convention-type jointe en annexe constitue un modèle fixe, identique pour l'ensemble des collaborations conclues avec la Maison de Justice de Bruxelles dans le cadre de l'exécution des peines de travail autonome ;

Considérant que seules les données administratives et personnelles propres à chaque justiciable sont susceptibles de varier d'une convention à l'autre, sans en modifier la substance ni le cadre juridique approuvé par le Conseil communal ; Considérant, dès lors, qu'il est opportun de réserver au Conseil communal l'approbation du modèle de convention-cadre.

Décide :

- De marquer son accord pour l'instauration d'une collaboration structurelle avec la Maison de Justice de Bruxelles, visant à organiser l'accueil de personnes

condamnées à une peine de travail autonome sur le territoire de la commune

- D'approuver la convention-cadre type de collaboration entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et la Maison de Justice de Bruxelles, ainsi que le contenu général de ladite convention qui en fixe les modalités et se déclinera en fonction des individus. Cette collaboration portera notamment sur :
 - l'identification, par la commune, de services communaux et associations locales susceptibles d'accueillir des prestations dans le respect des dispositions légales ;
 - la désignation d'un référent communal chargé d'assurer le lien avec les assistants de justice ;
 - la mise en place d'un cadre pratique garantissant la sécurité, l'encadrement et le suivi des prestations exécutées au sein des services communaux ;
 - l'évaluation régulière de la collaboration, en lien avec la Maison de justice et les partenaires concernés.

Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en het Justitiehuis Brussel in het kader van de opvang van autonome werkstraffen

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en volgende, die het College van Burgemeester en Schepenen de bevoegdheid toekennen om de uitvoering te verzekeren van opdrachten van gemeentelijk belang en om de diensten te organiseren die noodzakelijk zijn voor het collectief leven ;

Gelet op artikel 135, §2, 7° en 12° van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeenten belast met de opdracht om te waken over de netheid, de veiligheid en de openbare rust, evenals met de organisatie van preventie-initiatieven en sociale cohesie op hun grondgebied ;

Gelet op het Strafwetboek, artikelen 37quiquies tot 37septies, waarin de autonome werkstraf als hoofdstraf wordt ingesteld die wordt uitgevoerd ten behoeve van overheden, gemeenten en instellingen van openbaar nut ;

Gelet op de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, en de latere wijzigingen daarvan ;

Gelet op de zesde Staatshervorming en de bevoegdheden overgedragen naar de Gemeenschappen inzake Justitiehuisen, waarbij het Franstalig Brussels Justitiehuis onder het gezag staat van de Federatie Wallonië-Brussel (AGMJ);

Gelet op het decreet van 5 oktober 2023 tot aanneming van het wetboek voor Gemeenschapsjustitie, dat op 1 januari 2024 in werking is getreden en dat de referentietekst vormt voor de Algemene Directie van de Justitiehuisen binnen de Federatie Wallonië-Brussel ;

Overwegende de zes kernprincipes (Kadernota AGMJ) die het optreden van de Justitiehuisen sturen, namelijk : de bescherming van de samenleving door bij te dragen tot de collectieve veiligheid en het voorkomen van recidive ; hulp en controle, door sociale begeleiding te combineren met een strikt toezicht op de opgelegde voorwaarden ; responsabilisering, door de rechtzoekende bewust te maken van zijn daden en de gevolgen ervan ; herstel, door te bevorderen dat straffen een herstellende waarde hebben tegenover de samenleving en de slachtoffers ; re-integratie, door te werken aan een duurzame terugkeer van de persoon in de gemeenschap via toegang tot werk, opleiding, huisvesting of zorg ; en tot slot partnerschap, door in netwerkverband te werken met gemeenten, OCMW's, verenigingen en openbare diensten om de justitie lokaal te verankeren en de doeltreffendheid ervan te versterken ;

Overwegende tevens dat de werkmethodologie van de AGMJ deze principes aanvult

met een emancipatorische benadering, responsabilisering van de rechtzoekende, niet-normativiteit, niet-vervanging en beperking van schade die voortvloeit uit de strafrechtelijke interventie ;

Overwegende de beleidsoriëntaties inzake alternatieve straffen, die de voorkeur geven aan herstellende en responsabiliserende sancties, in het bijzonder voor kleine en middelgrote inbreuken ;

Overwegende het gemeentelijk belang om een gestructureerd aanbod van onthaalplaatsen voor autonome werkstraffen op het grondgebied te ontwikkelen, teneinde de sociale cohesie te versterken, de levenskwaliteit in de stad te ondersteunen en nuttige taken voor de gemeenschap aan te bieden ;

Overwegende dat de autonome werkstraf een gerechtelijke sanctie vormt die responsabilisering van de justitiabele koppelt aan maatschappelijk herstel, en die de desocialiserende effecten van korte vrijheidsstraffen vermijdt ;

Overwegende dat het Justitiehuis Brussel de institutionele gesprekspartner is die belast is met de oriëntering, de opvolging en de controle van de rechtzoekenden die tot een autonome werkstraf zijn veroordeeld;

Overwegende dat de justitieassistent, aangesteld door het Justitiehuis, een centrale rol vervult inzake begeleiding, omkadering en controle, en aldus de juridische en operationele veiligheid van de prestaties waarborgt ;

Overwegende dat een georganiseerde samenwerking met de Gemeente Sint-Joost-ten-Node het mogelijk maakt om onthaalplaatsen te identificeren en ter beschikking te stellen die voldoen aan de wettelijke vereisten (gemeentediensten, openbare infrastructures, erkende partnerverenigingen) ;

Overwegende dat deze samenwerking een directe meerwaarde biedt voor de gemeente, in het bijzonder inzake netheid van de openbare ruimte, onderhoud van collectieve ruimtes, logistieke ondersteuning van culturele en burgerlijke evenementen, en versterking van de band tussen justitie, burgers en openbare diensten ;

Gelet op de wet van 17 april 2002 (artikelen 37ter tot 37undecies van het Strafwetboek), die bepaalt dat de uitvoering van een autonome werkstraf in geen geval een betaalde betrekking mag vervangen, zodat de toegewezen taken aanvullend moeten zijn op de gebruikelijke opdrachten van gemeentelijke of verenigingsdiensten, zonder een vacature in te vullen of de arbeidsmarkt te verstoren, teneinde zowel de rechten van de werknemers als het herstellende karakter van de sanctie te vrijwaren ;

Overwegende dat het aan het College van Burgemeester en Schepenen toekomt om een principieel kader vast te leggen dat de latere ondertekening van een samenwerkingsovereenkomst met het Justitiehuis Brussel mogelijk maakt, overeenkomstig artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet, dat het College belast met de voorbereiding en uitvoering van de beslissingen van de gemeenteraad en met het beheer van de aangelegenheden van gemeentelijk belang ;

Overwegende dat het model van samenwerkingsovereenkomst dat als bijlage is toegevoegd, een vaste, uniforme basis vormt voor alle samenwerkingen die met het Justitiehuis Brussel worden afgesloten in het kader van de uitvoering van autonome werkstraffen ;

Overwegende dat enkel de administratieve en persoonlijke gegevens van elke rechtzoekende van overeenkomst tot overeenkomst kunnen verschillen, zonder de inhoud of het juridische kader goedgekeurd door de gemeenteraad te wijzigen ;

Overwegende dat het derhalve aangewezen is om de gemeenteraad te belasten met de goedkeuring van het model van samenwerkingsovereenkomst ;

Besluit :

- Zijn akkoord te verlenen aan de invoering van een structurele samenwerking

met het Justitiehuis Brussel, met het oog op de organisatie van het onthaal van personen die veroordeeld zijn tot een autonome werkstraf op het grondgebied van de gemeente ;

- Het model van samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Sint-Joosten-Node en het Justitiehuis Brussel goed te keuren, evenals de algemene inhoud van genoemde overeenkomst, die de modaliteiten vastlegt en per individueel dossier zal worden geconcretiseerd. Deze samenwerking heeft onder meer betrekking op :
 - de identificatie, door de gemeente, van gemeentelijke diensten en lokale verenigingen die prestaties kunnen ontvangen in overeenstemming met de wettelijke bepalingen;
 - de aanduiding van een gemeentelijke contactpersoon die het contact met de justitieassistenten verzekert ;
 - de uitwerking van een praktisch kader dat de veiligheid, de omkadering en de opvolging van de prestaties binnen de gemeentelijke diensten garandeert ;
 - de regelmatige evaluatie van de samenwerking, in overleg met het Justitiehuis en de betrokken partners.

26.11.2025/A/0023 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions versées au dossier.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de gevoegde beslissingen.

26.11.2025/A/0024 **Décisions relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver les dépenses :

#014/21.10.2025/B/0031# - Remplacement et installation de chaudières, chauffe-eau et adoucisseurs pour le patrimoine locatif reconductible trois fois en application de l'article 57 de la loi du 17 juin 2016 - 2024 à 2026 ; Remplacement des chaudières en urgence – Rue Botanique 41 et Rue de la Poste 26 - Application de l'article 249 §1er alinéa 2 de la Nouvelle Loi communale.

#014/21.10.2025/B/0043# - Académie des Beaux-Arts et Ecole Delclef; demande d'autorisation pour l'introduction d'un dossier 249 visant à réaliser un marché d'étude de stabilité qui sera suivi d'un marché de travaux pour la mise en sécurité des corniches et parties de façades instables.

#014/28.10.2025/B/0063# - Remplacement de deux chaudière gaz 210 KW + accessoires - Rue des Deux Eglises 105 & 109 ; Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 249 §1er alinéa 2 de la Nouvelle Loi communale - Relance du marché.

#014/28.10.2025/B/0125# - Académie des Beaux-Arts; Mission d'étude de stabilité ; Approbation de l'attribution. . Application de l'Art.249- Circonstances impérieuses.

#014/18.11.2025/B/0059# - Marché de travaux « Remplacement d'un boiler d'eau chaude sanitaire - Bâtiment communal situé au 55 rue de Lombaerde, 1140 Evere » - Approbation de l'attribution et des conditions - Application des articles 234 §3 et 249 §1er alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale ;

#014/19.08.2025/B/0024# - Stade G. Petre: Travaux de remplacement du terrain synthétique de football ; Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application des articles 234 § 3 et 249 de la Nouvelle loi communale.

Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgaven.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan goed :

#014/21.10.2025/B/0031# -Vervanging en installatie van verwarmingsketels, boilers en waterverzachters voor het gemeentelijk huurpatrimonium, met driemaal verlengbare looptijd overeenkomstig artikel 57 van de wet van 17 juni 2016 – periode 2024 tot 2026;Dringende vervanging van verwarmingsketels – Kruidtuinstraat 41 en Poststraat 26 – In toepassing van artikel 249, §1, tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/21.10.2025/B/0043# -Academie voor Schone Kunsten en School Delclef; aanvraag tot machtiging voor de indiening van een dossier 249 met het oog op het opzetten van een studieopdracht inzake stabiliteit, die zal worden gevolgd door een overheidsopdracht voor werken met het oog op de beveiliging van de kroonlijsten en

onstabele gevelonderdelen.

#014/28.10.2025/B/0063# - Vervanging van twee gasboilers van 210 KW + accessoires - Tweekerkenstraat 105 & 109; Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikelen 234 §3 en 249 §1 al.2 van de Nieuwe Gemeentewet - Herlancering van de opdracht.

#014/28.10.2025/B/0125# - Academie voor Schone Kunsten; Stabiliteitsstudieopdracht; Goedkeuring van de prijs. Toepassing van art. 249 - Dwingende omstandigheden.

#014/18.11.2025/B/0059# - Werkopdracht “Vervanging van een boiler voor sanitair warm water – Gemeentelijk gebouw gelegen Lombaerdestraat 55, 1140 Evere” – Goedkeuring van de gunning en de voorwaarden – Toepassing van de artikelen 234 §3 en 249 §1, tweede lid, van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/19.08.2025/B/0024# - G. Petre Stadion: Werkzaamheden ter vervanging van het kunstgrasvoetbalveld ; Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's - Toepassing van artikel 234 § 3 en 249 van de nieuwe gemeentewet.

26.11.2025/A/0025 **Le Bilan de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ; Interpellation introduite par M. BASSAMBI Yves, Conseiller communal.**

1 annexe / 1 bijlage

20251126 IP EK Violence Femmes.pdf

26.11.2025/A/0026 **Motion de soutien à la prévention et à la réduction des PFAS à Saint-Josse déposée par le groupe Liste du Bourgmestre. (Complémentaire)**

Le Conseil,

Vu l'article 23, de la constitution du 17/02/1994, garantissant le droit à la protection d'un environnement sain : https://www.senate.be/doc/const_fr

Vu l'ordonnance du 20 octobre 2006, établissant un cadre pour la politique de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale et la gestion intégrée des ressources en eau, considérées comme un **patrimoine commun**, soulignant la nécessité de leur protection et de leur utilisation durable : https://leefmilieu.brussels/sites/default/files/user_files/20061020_ord_cadre_eau_bil.pdf

“**Art. 2.** L'eau fait partie du patrimoine commun de l'humanité et de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Toute personne a le droit de disposer d'une eau potable de qualité et en quantité suffisante pour son alimentation, ses besoins domestiques et sa santé. Les prélèvements d'eau et les rejets d'eaux usées qui sont effectués pour l'exercice de ce droit ne peuvent mettre en danger la qualité, les fonctions naturelles et la pérennité de la ressource”;

Vu le code Bruxellois de l'environnement, qui consacre les principes de prévention, de précaution, d'action à la source et de pollueur-payeur, principes devant guider toute politique publique susceptible d'affecter la santé humaine et l'environnement ;

Vu la directive européenne 2020/2184 du parlement européen et du conseil du 16 décembre 2020, relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine,

introduisant pour la première fois des valeurs limites pour certains PFAS (Produits fluoroalkylés et polyfluoroalkylés) : <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2020/2184/>

Vu la directive européenne 2024/3019 du 27 novembre sur le traitement des eaux résiduaires urbaines et la responsabilité élargie des producteurs : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=OJ%3AL_202403019

Vu la directive 2003/4/CE du 28 janvier 2003 relative à l'accès du public à l'information en matière d'environnement : <https://eur-lex.europa.eu/legal>

Considérant que les PFAS sont qualifiés de « Polluants éternels » car ils persistent dans l'environnement, pouvant rester plusieurs décennies dans les sols, les nappes phréatiques et la chaîne alimentaire ;

Considérant que les PFAS constituent une large famille de plus de 10 000 substances chimiques persistantes, développées en 1940, utilisées pour leurs propriétés anti-adhérentes, hydrofuges et résistent à la chaleur ;

Considérant que ces substances sont utilisées dans de nombreux secteurs industriels (mousse anti incendie, les revêtements anti adhésifs, textiles, emballages alimentaires, cosmétiques) ;

Considérant que, que ces substances si elles ne sont pas contrôlées à la source, s'accumulent progressivement dans les sols, les nappes phréatiques, les eaux usées, les écosystèmes et la chaîne alimentaire créant ainsi un risque environnemental et sanitaire à long terme ;

Considérant que de nombreuses études scientifiques et sanitaires, notamment celles de l'EFSA(2020), de l'ECHA(2023), de l'OMS(2022), identifient des risques potentiels pour la santé humaine en cas d'exposition chronique, même à faible dose incluant :

- Un affaiblissement du système immunitaire.
- Des perturbations hormonales.
- Des risques accrus de certaines maladies thyroïdiennes et les effets possibles sur le développement du fœtus et de l'enfant.

<https://www.efsa.europa.eu/nl/topics/per-and-polyfluoroalkyl-substances-pfas>

<https://chemicalsinourlife.echa.europa.eu/nl/why-we-care-about-forever-chemicals-and-why-you-should-too>

<https://echa.europa.eu/nl/hot-topics/perfluoroalkyl-chemicals-pfas>

<https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/drinking-water>

Considérant que l'eau distribuée à Saint Josse-ten-Noode provient en grande partie de captages situés en Région Wallonne, et que Vivaqua procède à un traitement préventif par adsorption sur charbon actif sans élimination totale du risque lié aux rejets à la source ;

Considérant que Vivaqua respecte les normes en vigueur, cependant tant que les sources de contamination ne sont pas supprimées et substituées par des alternatifs, la pollution diffuse par PFAS demeure persistante et susceptible de renouveler la charge polluante dans les nappes souterraines ;

Considérant que Saint Josse-ten-Noode présente un revenu médian parmi les plus faible de la Belgique, ce qui pourrait rendre sa population plus vulnérable aux conséquences économiques et sanitaires liées à la pollution de l'eau, notamment en cas d'augmentation des coûts de traitement ou des mesures de protection à la charge des habitants et habitantes ;

Considérant que la cartographie interactive de Bruxelles Environnement montre, sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode, une proportion significativement limitée de parcelles identifiées comme à risque ou ayant fait l'objet d'investigation comparativement à d'autres communes bruxelloises. Ce qui suggère non pas l'absence de pollution, mais probablement l'insuffisance de données et d'analyses disponibles sur l'état réel des sols ? [https://environnement.brussels/citoyen/politique-regionale/plans-strategiques-regionaux/pfas -dans-les-eaux-et-les-sols-en-region-de-bruxelles-capitale](https://environnement.brussels/citoyen/politique-regionale/plans-strategiques-regionaux/pfas-dans-les-eaux-et-les-sols-en-region-de-bruxelles-capitale)

Considérant que l'absence de données ne peut être assimilée à une absence de pollution, en particulier dans une petite commune à forte densité urbaine, où une

concentration de population importante peut amplifier les impacts sanitaires en cas de contamination diffuse ;

Considérant que, conformément à la directive européenne 2024/3019 du 27 novembre 2024, des eaux résiduaires urbaines :

La responsabilité élargie des producteurs (article 20) impose que les producteurs et importateurs prennent en charge de manière proportionnée les coûts et impacts environnementaux liés aux micropolluants, y compris les PFAS, et cette directive recommande également (article 23) de favoriser la substitution des substances et produits générant des micropolluants afin de réduire leur présence dans les eaux résiduaires et limiter leurs impacts sanitaires et environnementaux ;

Considérant que la commune en tant que pouvoir public de proximité, a la responsabilité d'informer, de prévenir et de protéger la population face aux risques environnementaux émergents et qu'elle est en position privilégiée pour organiser la diffusion d'informations fiables et accessibles à l'ensemble des Habitants ;

Considérant que la motion adoptée par la commune de Koekelberg (conseil du 13/10/2025) en soutien de la mobilisation citoyenne contre les PFAS, constitue un signal partagé au niveau intercommunal. <https://www.canopea.be/petition-contre-les-pfas/>

Considérant que la pétition citoyenne portée par Canopea et plusieurs organisations environnementales témoigne d'une préoccupation sociétale forte ;

Considérant que le conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode soutient la mobilisation citoyenne contre les PFAS et s'inspire de l'exemple de la commune de Koekelberg, qui a mandaté son collège communal pour signer officiellement la pétition et transmettre des demandes au Fédéral et à la Région. La présente motion constitue un soutien politique et moral aux objectifs de la pétition, sans conférer pour l'instant de mandat légal aux élus pour la signer. Elle a pour but de renforcer l'alerte locale, d'affirmer la volonté de la commune de protéger ses citoyens et d'appuyer toute démarche intercommunale future dans le cadre légal et réglementaire existants ;

DECIDE :

Article 1-

Le conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode soutient la mobilisation citoyenne contre les PFAS et reconnaît la nécessité de réduire, substituer et d'interdire l'usage de ces substances.

Article 2-

Le conseil communal invite la Région Bruxelles-Capitale et l'État Fédéral à:

- Poursuivre la substitution et l'interdiction progressive des PFAS dans les produits et procédés industriels.
- Renforcer la surveillance environnementale et les analyses des sites susceptibles d'être concernés.
- Garantir la transparence publique relative aux résultats des analyses et à l'évaluation des risques.

Article-3

Le conseil communal invite Vivaqua à:

- Poursuivre le suivi et le traitement de l'eau potable afin de garantir le respect des normes européennes et régionales.
- Poursuivre sa collaboration avec la commune pour diffuser les informations pertinentes et sensibiliser les habitants sur la qualité de l'eau.

Article-4

Le conseil communal invite Bruxelles Environnement à collaborer avec la commune afin d'assurer le suivi des connaissances disponibles sur la présence éventuelle de PFAS dans les sols et eaux souterraines et à élaborer une stratégie communale d'investigation et de gestion de risque.

Article-5

La commune se réserve la possibilité de soutenir officiellement la pétition à une étape ultérieure, en cohérence avec les décisions du conseil communal et les échanges intercommunaux

Article-6

Le conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode soutient le principe de la responsabilité élargie des producteurs (directive 2024) et son élargissement à d'autres secteurs que les eaux résiduaires, tels les emballages, sol et les eaux souterraines.

Article-7

Compte tenu de la vulnérabilité socio-économique d'une partie importante de la population, le Bourgmestre et le collège communal veilleront à ce que les actions d'information et de prévention concernant les PFAS soient accessibles, compréhensibles et adaptées aux publics fragilisés.

Article-8

D'informer officiellement les autorités compétentes: le Gouvernement Fédéral, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Bruxelles Capitale, Bruxelles environnement, ainsi que Vivaqua, de la présente motion, sur base de l'article 23, de la constitution, qui garantit à chacun le droit à la protection de la santé et un environnement sain, et au titre des missions communales en matière de santé environnementale, afin qu'ils puissent examiner les demandes formulées, y répondre et prendre les mesures appropriées dans leurs champs de compétences.

Steunmotie voor de preventie en vermindering van PFAS in Sint-Joost ingediend door de Lijst van de Burgemeester. **(Aanvullend)**

De Raad,

Gelet op artikel 23, van de grondwet van 17/02/1994, dat het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu garandeert.

https://www.senate.be/doc/const_nl

Gelet op de ordonnantie van 20 oktober 2006, tot opstelling van een kader voor het waterbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het geïntegreerd beheer van de watervoorraden, die als **gemeenschappelijk erfgoed** worden beschouwd, waarbij de noodzaak van hun bescherming en duurzaam gebruik wordt benadrukt.

https://leefmilieu.brussels/sites/default/files/user_files/20061020_ord_cadre_eau_bil.pdf

“**Art. 2.** Het water maakt deel uit van het gemeenschappelijk erfgoed van de mensheid en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Iedere persoon heeft het recht om te beschikken over drinkwater van goede kwaliteit en zoveel als nodig is voor zijn voeding, zijn huishoudelijke noden en zijn gezondheid. De wateronttrekkingen en de lozingen van afvalwater die uitgevoerd worden bij uitoefening van dit recht mogen de kwaliteit, de natuurlijke functies en het voortbestaan van deze rijkdom niet in gevaar brengen.”

Gelet op het Brussels Milieuwetboek, dat de beginselen van preventie, voorzorg, aanpak aan de bron en de vervuiler betaalt vastlegt, beginselen die als leidraad moeten dienen voor elk overheidsbeleid dat van invloed kan zijn op de menselijke gezondheid en het milieu.

Gelet op de Europese richtlijn 2020/2184 van het Europees parlement en de raad van 16 december 2020, betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water, waarin voor het eerst grenswaarden voor bepaalde PFAS (perfluoralkyl- en polyfluoralkylstoffen) worden ingevoerd. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2020/2184/>

Gelet op de Europese richtlijn 2024/3019 van 27 november 2024 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater en de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?>

Gelet op de richtlijn 2003/4/CE van 28 januari 2003 inzake de toegang van het publiek tot milieu-informatie. <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2003/4/oj>

Overwegende dat PFAS worden aangeduid als “eeuwige verontreinigende stoffen” omdat ze in het milieu achterblijven en tientallen jaren in de bodem, het grondwater en de voedselketen kunnen blijven zitten.

Overwegende dat PFAS een grote familie van meer dan 10 000 persistente chemische stoffen vormen, die in 1940 zijn ontwikkeld en worden gebruikt vanwege hun antikleef-, waterafstotende en hittebestendige eigenschappen.

Overwegende dat deze stoffen in tal van industriële sectoren worden gebruikt (brandblusschuim, antikleefcoatings, textiel, voedselverpakkingen, cosmetica).

Overwegende dat deze stoffen, indien ze niet aan de bron worden gecontroleerd, zich geleidelijk ophopen in de bodem, het grondwater, het afvalwater, de ecosystemen en de voedselketen, waardoor ze een langdurig risico vormen voor het milieu en de gezondheid.

Overwegende dat talrijke wetenschappelijke en gezondheidsstudies, met name die van de EFSA (2020), de ECHA (2023), de WHO (2022) ..., potentiële risico's voor de menselijke gezondheid bij chronische blootstelling, zelfs in lage doses, identificeren, waaronder:

- Een verzwakking van het immuunsysteem.
- Hormonale stoornissen.
- Een verhoogd risico op bepaalde schildklierandoeningen en mogelijke gevolgen voor de ontwikkeling van de foetus en het kind.

<https://www.efsa.europa.eu/nl/topics/per-and-polyfluoroalkyl-substances-pfas>

<https://chemicalsinourlife.echa.europa.eu/nl/why-we-care-about-forever-chemicals-and-why-you-should-too>

<https://echa.europa.eu/nl/hot-topics/perfluoroalkyl-chemicals-pfas>

<https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/drinking-water>

Overwegende dat het water dat in Sint-Joost-ten-Node wordt gedistribueerd grotendeels afkomstig is uit waterwinningen in het Waalse Gewest en dat Vivaqua een preventieve behandeling door middel van adsorptie op actieve kool toepast zonder het risico in verband met lozingen aan de bron volledig weg te nemen.

Overwegende dat Vivaqua de geldende normen naleeft, maar dat zolang de bronnen van verontreiniging niet worden weggenomen en vervangen door alternatieven, de diffuse verontreiniging door PFAS blijft bestaan en de verontreinigende belasting van het grondwater kan blijven toenemen.

Overwegende dat Sint-Joost-ten-Node een van de laagste mediane inkomens van België heeft, waardoor de bevolking kwetsbaarder zou kunnen zijn voor de economische en gezondheidsgevolgen van waterverontreiniging, met name in geval van een stijging van de behandelingskosten of beschermingsmaatregelen ten laste van de inwoners.

Overwegende dat de interactieve kaart van Leefmilieu Brussel voor het grondgebied van Sint-Joost-ten-Node een aanzienlijk beperkter aantal percelen toont die als risicovol worden geïdentificeerd of die werden onderzocht in vergelijking met andere Brusselse gemeenten. Dit wijst niet op de afwezigheid van verontreiniging, maar waarschijnlijk op een gebrek aan beschikbare gegevens en analyses over de werkelijke toestand van de bodem ? <https://leefmilieu.brussels/burgers/regionaal-beleid/regionale-strategische-plannen/pfas-het-water-en-de-bodem-het-brussels-hoofdstedelijk-gewest>

Overwegende dat het ontbreken van gegevens niet kan worden gelijkgesteld met een afwezigheid van verontreiniging, vooral in een kleine gemeente met een hoge stedelijke dichtheid, waar een hoge bevolkingsconcentratie de impact op de gezondheid kan versterken in geval van diffuse verontreiniging.

Overwegende dat, overeenkomstig Europese richtlijn 2024/3019 van 27 november

2024, stedelijk afvalwater:

-De uitgebreide producentenverantwoordelijkheid (artikel 20) verplicht producenten en importeurs om op evenredige wijze de kosten en milieueffecten van microverontreinigingen, waaronder PFAS, voor hun rekening te nemen. Deze richtlijn beveelt ook aan (artikel 23) om de vervanging van stoffen en producten die microverontreinigingen veroorzaken te bevorderen, teneinde hun aanwezigheid in afvalwater te verminderen en hun gevolgen voor de gezondheid en het milieu te beperken.

Overwegende dat de gemeente als lokale overheid de verantwoordelijkheid heeft om de bevolking te informeren, te waarschuwen en te beschermen tegen opkomende milieurisico's en dat zij in een bevoorrechte positie verkeert om de verspreiding van betrouwbare en toegankelijke informatie onder alle inwoners te organiseren.

Overwegende dat de motie die door de gemeente Koekelberg (raad van 13/10/2025) werd aangenomen ter ondersteuning van de burgeractie tegen PFAS, een signaal is dat op intercommunaal niveau wordt gedeeld. <https://www.canopea.be/petition-contre-les-pfas/>

Overwegende dat de burgerpetitie van Canopea en verschillende milieuorganisaties getuigt van een sterke maatschappelijke bezorgdheid.

Overwegende dat de gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node de burgeractie tegen PFAS steunt en zich laat inspireren door het voorbeeld van de gemeente Koekelberg, die haar gemeentecollege heeft gemachtigd om de petitie officieel te ondertekenen en de verzoeken door te geven aan de federale overheid en het Gewest. Deze motie vormt een politieke en morele steun voor de doelstellingen van de petitie, zonder dat de verkozenen op dit moment een wettelijk mandaat krijgen om deze te ondertekenen. Ze heeft tot doel de lokale alertheid te versterken, de wens van de gemeente om haar burgers te beschermen te bevestigen en elke toekomstige intercommunale actie binnen het bestaande wettelijke en reglementaire kader te ondersteunen.

BESLUIT

Artikel 1-

De gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node steunt de burgeractie tegen PFAS en erkent de noodzaak om het gebruik van deze stoffen te verminderen, te vervangen en te verbieden.

Artikel 2-

De gemeenteraad roept het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Federale Overheid op om:

- Door te gaan met de vervanging en het geleidelijk verbieden van PFAS in industriële producten en processen.
- Het milieutoezicht en de analyses van mogelijk getroffen locaties te versterken.
- Te zorgen voor openbare transparantie met betrekking tot de resultaten van de analyses en de risicobeoordeling.

Artikel 3

De gemeenteraad verzoekt Vivaqua om:

- De controle en behandeling van drinkwater voort te zetten om de naleving van de Europese en regionale normen te garanderen.
- De samenwerking met de gemeente voort te zetten om relevante informatie te verspreiden en de inwoners te sensibiliseren rond de waterkwaliteit.

Artikel 4

De gemeenteraad nodigt Leefmilieu Brussel uit om samen te werken met de gemeente teneinde de beschikbare kennis over de mogelijke aanwezigheid van PFAS in de bodem en het grondwater op te volgen en een gemeentelijke strategie voor onderzoek en risicobeheer uit te werken.

Artikel 5

De gemeente behoudt zich het recht voor om de petitie in een later stadium officieel te steunen, in overeenstemming met de beslissingen van de gemeenteraad en de intercommunale uitwisselingen.

Artikel 6

De gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node ondersteunt het principe van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid (richtlijn 2024) en de uitbreiding ervan naar andere sectoren dan afvalwater, zoals verpakkingen, bodem en grondwater.

Artikel 7

Gezien de sociaal-economische kwetsbaarheid van een groot deel van de bevolking zullen de Burgemeester en het gemeentecollege erop toezien dat de informatieve en preventieve acties met betrekking tot PFAS toegankelijk, begrijpelijk en aangepast zijn aan kwetsbare doelgroepen.

Artikel 8

De bevoegde overheden officieel te informeren: de Federale Regering, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, Leefmilieu Brussel en Vivaqua, over deze motie, op basis van artikel 23 van de grondwet, dat iedereen het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu garandeert, en in het kader van de gemeentelijke taken op het vlak van milieugezondheid, zodat zij de geformuleerde verzoeken kunnen onderzoeken, erop kunnen reageren en passende maatregelen kunnen nemen binnen hun bevoegdheidsdomeinen.

1 annexe / 1 bijlage

Motion de soutien à la prévention et à la réduction des PFAS à Saint Josse-2.pdf

26.11.2025/A/0027 **Le lien entre faillites et activités criminelles ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur le lien entre faillites et activités criminelles.pdf

26.11.2025/A/0028 **Fin de la gratuité pour les enfants dans les académies en Fédération Wallonie-Bruxelles et impact pour notre académie communale ; Interpellation introduite par Mme LOUKILI Nouhayla, Conseillère communale. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation De Mme Nouhayla Loukili.pdf

26.11.2025/A/0029 **Suites données à la motion « Palestine / Nakba » ; Interpellation introduite par M. MOUHSSIN Ahmed, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Suivi de la motion Nakba Palestine » adoptée le 21 mai 2025.pdf

26.11.2025/A/0030 **Non-versement des subsides scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles ; Interpellation introduite par M. MOUHSSIN Ahmed, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

26.11.2025/A/0031 **La récente réforme du chômage et ses conséquences sociales ; Interpellation introduite par M. AKTAS Seydi, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

La récente réforme du chômage et ses conséquences sociales.pdf

26.11.2025/A/0032 **Situation de l'AIS de Saint-Josse : faillite, responsabilités et obligations de la commune ; Interpellation introduite par M. MOUHSSIN Ahmed, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Obligations de la commune dans le cadre de la faillite de l'AIS de Saint-Josse.pdf

26.11.2025/A/0033 **Personnel communal et CPAS : crise, silence et atteinte aux droits acquis ; Interpellation introduite par M. MOUHSSIN Ahmed, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation – Arrêts de travail, licenciements illégaux, absence de concertation, heures supplémentaires et mesures envisagées contre le personnel communal et du CPAS.pdf

26.11.2025/A/0034 **Le licenciement de travailleurs en maladie ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur le licenciement de travailleurs en maladie.pdf

26.11.2025/A/0035 **Les frais de restaurant des membres du Collège ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur les frais de restaurant des membres du Collège.pdf

26.11.2025/A/0036 **L'organisation d'un Gala dînatoire avec traiteur ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur l.pdf

26.11.2025/A/0037 **L'arrêt du contrôle des véhicules immatriculés à l'étranger ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur l.pdf

26.11.2025/A/0038 **Les dérives de l'octroi des allocations pour fonctions supérieures ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur les dérives de l.pdf